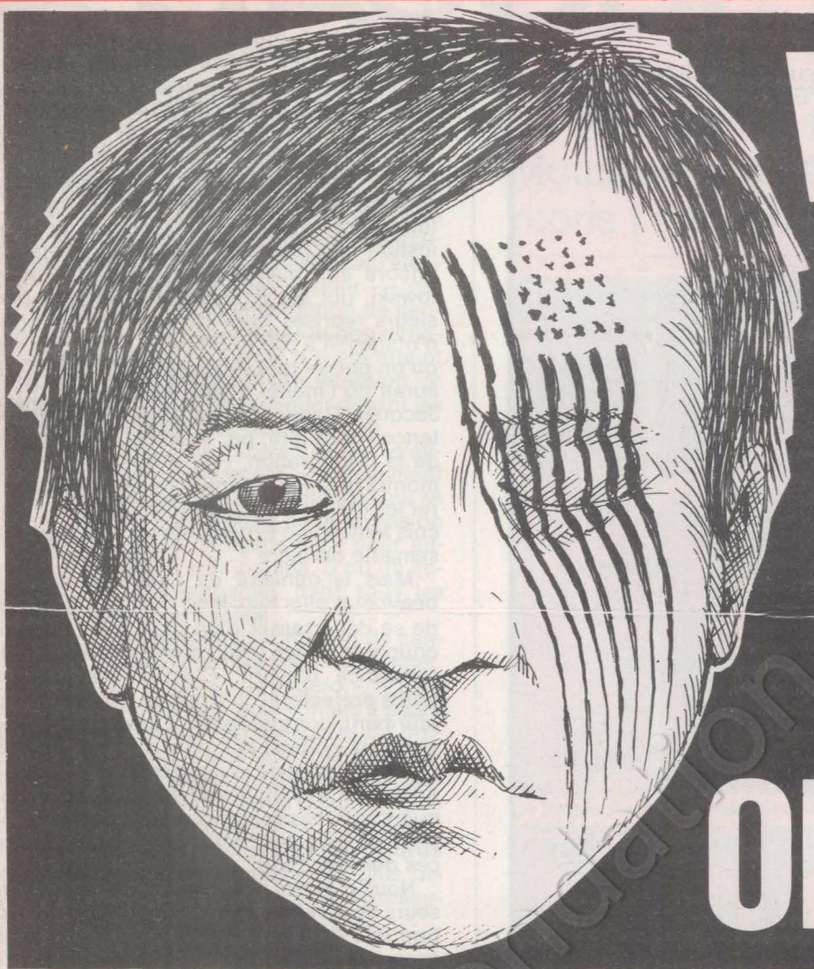
L'unité

N° 153 - 4 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 11 au 17 avril 1975



VIETNAM: LE RAPT DES ORPHELINS

La loi du Prince

Peut-être faut-il admettre une part de malchance, mais il est difficile de prétendre que l'action du gouvernement soit marquée ces temps-ci du sceau de la réussite. Deux minables gangsters ont suffi pour mettre à mal le séminaire de Rambouillet subtilement programmé pour recevoir le maximum de battage publicitaire.

Vendredi soir, des millions de téléspectateurs étaient invités à contempler l'arrivée au château royal du président de la République, tenant lui-même son labrador en laisse. Mais, le lendemain, il n'était plus question que du préfet Gandouin, de son dialogue, quelque peu brutal, avec les ravisseurs d'otages et de sa suspension par le ministre de l'Intérieur qui, contrairement aux instructions reçues en arrivant à Rambouillet — du moins telles qu'on nous les rapportait — avait bien dû communiquer avec l'extérieur avant de prendre une telle décision.

Du coup, le séminaire passait au second plan. Le porte-parole de l'Elysée avait beau assurer que l'on y avait sérieusement parlé de réformes, c'est à peine si on l'écoutait. Michel Poniatowski monopolisait à lui seul l'actualité en accumulant à propos d'une même affaire une telle série de gaffes que toute la presse — même la plus conformiste — rejetant ou en tout cas contestant ses explications,

(Suite page 2)

LES COMMUNES RANÇONNEES

BONS BAISERS DE MOSCOU

Fondation Jean Jaurès

Sommaire

3 CAMPAGNE COMMUNE : L'OFFENSIVE EST A GAUCHE, PAR ANTOINE VIOLET
De Marseille à Lille, en passant par Paris — à la Mutualité et à l'Assemblée nationale — la gauche a repris l'offensive.

4 **COMMUNES RANÇONNEES :** I. NIORT : EN ATTENDANT L'HOPITAL, PAR JEAN-LOUP REVERIER
« L'Unité » commence cette semaine une enquête sur les difficultés financières des communes, littéralement rançonnées par l'Etat. Niort, ville moyenne, est notre premier exemple.

7 CHANGER LA VIE POLITIQUE

8 PATRONAT : L'EPIDEMIE SECUREX, PAR NICOLAS BRIMO
L'extension de Securex est grave, elle pose tout simplement le problème de l'institution d'une médecine policière en France.

9 REGLEMENTS DE COMPTES PLACE BEAUVAU.

10 CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

11 SYNDICATS : L'IMPORTANT C'EST L'UNITE, PAR MICHELE BACKMANN

13 GREVES : TEPPAZ VEUT ET PEUT VIVRE, PAR ROBERT BUTHEAU.

14 RADIO : L'ENLISEMENT, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

16 GUINEE-BISSAU : UNE REVOLUTION DE PAYSANS, PAR GUY PERRIMOND

18 CHANGER LA VIE QUOTIDIENNE

20 VIETNAM : LE RAPT DES ORPHELINS, PAR WILFRED BURCHETT.
L'image du président Ford berçant dans ses bras un bébé vietnamien, pour bien montrer que l'Amérique n'abandonne pas ses alliés, restera certainement dans l'Histoire comme un grand moment d'hypocrisie et de cynisme.

22 LIVRES : ADIEU A L'EXIL, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

23 CINEMA : MRS BROWN DU MONDE ENTIER, UNISSEZ-VOUS

24 BONS BAISERS DE MOSCOU, PAR VERA CONTI

31 CHANGER LA VIE CULTURELLE

PHOTOS ET DESSINS
Adja - Didier Maillac (page 11) A.f.p. (pages 7, 16, 17, 18, 19) A.i.g.l.e.s. (page 13) A.p.n. (pages 26, 27, 28, 29) Barrigue (pages 20, 22) Coureuil (pages 1, 8, 9, 32) Lacroux (page 15) Pascal Lebrun (pages 3, 5, 6) Viva (page 25, 29).

→

se demandait quelle pouvait être la motivation réelle de celui qui se veut l'homme fort du gouvernement.

C'est, en effet, la question qui se pose et qui dépasse largement l'affaire de samedi dernier. Pour tout le monde, la sanction prise contre le préfet Gandouin et confirmée en Conseil des ministres, apparaît comme un règlement de comptes à l'égard d'un homme à qui l'on reproche bien autre chose **(voir notre article en page 9)** que d'avoir traité à sa manière — et en fin de compte pas si mal — une affaire qui était pour le moins délicate au moment où elle se présentait à lui, si l'on veut bien se rappeler qu'à cet instant une femme et deux enfants étaient encore aux mains des gangsters. Poniatowski, qui est intervenu lui-même à plusieurs reprises dans des affaires de prise d'otages, n'a pas toujours — c'est le moins qu'on puisse dire — aussi bien réussi. Cela aurait dû l'inciter à plus de modestie. Et si Jacques Gandouin est taxé d'« incompétence » que dire, par exemple, du ministre de la Coopération, Pierre Abelin, qui s'est montré incapable depuis un an de faire libérer les otages français au Tchad, dont François Mitterrand évoquait le sort ici-même la semaine dernière ?

Mais le ministre de l'Intérieur est allé beaucoup plus loin. Il ne s'est pas contenté de se débarrasser d'un haut fonctionnaire coupable, à ses yeux, d'une certaine indépendance d'esprit. C'est l'ensemble du corps préfectoral qu'il met en accusation en affirmant, contrairement à toute vérité, que vingt-six préfets, soit plus d'un sur quatre, ont été écartés de leurs fonctions depuis un an pour « travail insuffisant ». Ce qu'expliquent mal les promotions dont ont fait l'objet la plupart des préfets placés hors cadre ces derniers mois.

Nous n'avons pas à nous faire les défenseurs des préfets, mais à constater que c'est une fois de plus la loi du prince, au sens propre, qui s'applique ici. Bien qu'ayant à son actif, depuis dix mois, un nombre important de « bavures » — même si la « tragique méprise » qui a coûté la vie à un jeune homme mardi, dans le 13e arrondissement de Paris, ne peut lui être directement imputée, elle pose, pour le moins, le problème du recrutement et de la formation des policiers placés sous ses ordres et soumis à ses directives — Poniatowski n'est pas de ces hommes à qui il arrive de se mettre en question. Après avoir manœuvré pendant des années avec le pouvoir comme seul objectif, il y a accédé dans le sillage de Giscard d'Estaing. Il en a une conception si totalitaire que même les fonctionnaires les plus zélés ne trouvent pas grâce à ses yeux dès lors qu'ils ont leur franc-parler. On est bien loin, avec lui, de cette image « libérale » que l'actuel président de la République s'acharne à vouloir donner de son action. D'une part, quelques gadgets qui ne touchent guère aux vrais problèmes. De l'autre, un autoritarisme pesant, conforme au comportement traditionnel de la droite la plus réactionnaire.

Peut-être y a t-il encore quelques naïfs pour croire que Giscard d'Estaing est en train de voler à la gauche son programme de réformes. Poniatowski est là pour montrer que ce n'est pas de ce côté qu'il faut attendre le changement.

CLAUDE ESTIER

Collection Jean-Jaurès

Campagne commune

OFFENSIVE A GAUCHE

De Marseille à Lille en passant par Paris — à la Mutualité et à l'Assemblée nationale — la gauche a repris l'offensive.

C'est « sans illusions », à en croire « le Figaro », que la gauche aurait défendu mercredi la motion de censure contre la politique économique et sociale du gouvernement. L'arithmétique parlementaire étant ce qu'elle est — et très éloignée du véritable rapport des forces entre la gauche et la droite tel qu'il a été révélé par l'élection présidentielle de mai dernier — nul n'imaginait, en effet, que la motion de censure puisse mettre en danger le gouvernement. Son but était autre et il a été atteint puisque, contrairement à son intention, le Premier ministre a dû s'expliquer devant les députés dès l'ouverture de la session.

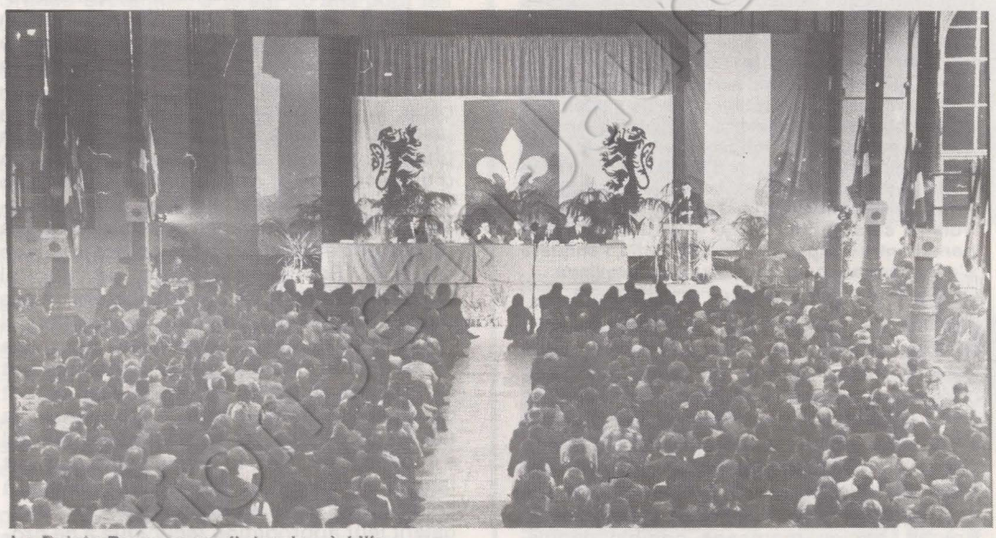
Jacques Chirac ne pouvait guère, d'ailleurs, apporter d'éléments véritablement nouveaux pour justifier une politique qui se traduit par une aggravation de la récession économique et du chômage sans pour autant que l'inflation soit jugulée. D'où un accroissement des inégalités dans tous les domaines de la vie sociale.

C'est ce que soulignait la motion de censure qui n'était pas destinée à donner, comme le dit encore « le Figaro », « l'impression d'une gauche unie », mais à souligner que les trois partis signataires du programme commun, quels que soient les débats entre eux, demeurent totalement d'accord pour défendre une autre politique. Une politique qui exprime à la fois la nécessité d'un changement profond et la possibilité de répondre aux préoccupations les plus urgentes des Français par une série de mesures immédiates.

Jamais varié

Depuis vendredi dernier, cette politique est rappelée chaque soir, d'un bout à l'autre de la France, au cours des meetings communs qui rassemblent des auditoires importants. Avant celui de Paris, mercredi soir à la Mutualité, qui constituait un événement politique en soi, Marseille et Lille ont été lundi soir, en même temps que Valence, les points de mire de cette campagne commune.

A Marseille, c'est plus de 6 000 personnes qui emplissaient la salle Vallier pour le meeting présidé par Gaston Defferre. Et les nombreux journalistes venus avec l'intention de relever quelques fausses notes entre socialistes et communistes en ont été pour leurs frais. Certes, un incident s'était produit à la fin de la semaine dernière, à la suite de la diffusion par une cellule communiste d'un tract mettant en cause François Mitterrand, mais le Bureau fédéral du P.c.f. avait aussitôt désavoué ces « appréciations hors de propos ». Et, lors du meeting de lundi, Georges Lazzarino qui prit la parole au nom du Parti communiste et François Billoux, qui lut la déclaration finale, s'abstinrent de toute critique à l'égard du P.s. et même de toute allusion au différend surgi quelques jours plus tôt à propos du vote du budget de la ville de Marseille. De son côté, Emile Loo, secrétaire fédéral du P.s., soulignant que celui-ci avait choisi depuis Epinay une stratégie de rupture avec le capitalisme et n'avait jamais varié depuis dans ses engagements, fut applaudi par toute la salle — où se trouvait pourtant, semble-t-il, une légère majorité de communistes — lorsqu'il rappela la campagne présidentielle de François Mitterrand et les paroles de celui-ci, le 19 mai au soir, annonçant que « la victoire de la gauche est inéluctable ».



Le Palais Rameau lundi dernier, à Lille.



Ansart (P.c.), Delbecke (M.r.g.) et Mauroy (P.s.).

Engagement solennel

Même climat chaleureux à Valence, où Georges Fillioud et Anatole Allégret ont été applaudis par plus d'un millier de personnes. Ambiance identique à Lille où, en dépit des problèmes soulevés ces derniers mois par le Parti communiste contre les socialistes du Nord, les discours de Gustave Ansart et Pierre Mauroy ont été largement convergents et vivement applaudis par les 2 000 personnes présentes dans ce Palais Rameau qui avait déjà vu, il y a 40 ans, le premier meeting unitaire, avec Roger Salengro et Arthur Ramette.

« Jamais l'unité et l'union n'ont été aussi nécessaires, a dit Ansart. L'union sans faille autour du programme commun, en menant, pour le faire connaître et le faire approuver, une vaste campagne pour gagner une à une les consciences. »

Et Pierre Mauroy : « A Lille, mieux qu'ailleurs, nous savons les raisons pour lesquelles nous sommes différents, mais nous savons aussi pourquoi nous devons être unis. Tantôt l'heure a été à la division, tantôt l'heure a été à l'union. Ce que nous avons gardé au cœur, même dans les périodes où nous étions séparés, c'est l'espoir de l'union indispensable pour instaurer une nouvelle société. Le programme commun ne vaut pas seulement par ce qu'il contient. Il est l'acte d'engagement solennel de nos trois partis. »

C'est dans le même esprit que Pierre Mauroy, Paul Laurent et Michel Crépeau ont défendu mercredi, au Palais-Bourbon, la motion de censure de la gauche. Cette simultanéité de l'action commune dans le pays et au Parlement démontre à nouveau s'il en était besoin que la gauche conserve toute sa cohésion, qu'elle est loin d'être en mauvaise santé — on l'a encore vu dimanche à l'élection cantonale de Bollène, dans le Vaucluse — et que « le Figaro » se fait des illusions quand il la croit à la veille de son éclatement.

ANTOINE VIOLET



I. Niort : En attendant l'h

Les tâches dévolues aux élus se multiplient tandis que leurs ressources progressent beaucoup plus lentement. Dénonçant cette distorsion dont la responsabilité incombe à l'Etat, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse, le 2 avril, a brossé un tableau de la situation dramatique des collectivités locales. Après avoir expliqué que « depuis la Ve République nouvelle manière, le même jeu de dupes continue pour les administrateurs locaux », il a annoncé qu'une journée d'action serait organisée le 28 avril par la Fédération des élus socialistes et républicains, pour alerter l'opinion et exiger que les pouvoirs publics prennent enfin les mesures qui s'imposent. « L'Unité » commence cette semaine son enquête sur les problèmes rencontrés par une ville moyenne de province. Puis ce sera au tour d'une ville de la banlieue parisienne en expansion rapide. Enfin, l'enquête s'achèvera avec un petit bourg de province.

De notre envoyé spécial

Etroites, pittoresques, bordées de belles maisons et d'immeubles en pierre de taille, les rues du centre de Niort offrent, au hasard d'un porche entrouvert, une voûte et des poutres à faire rêver un architecte ; ou bien encore, dominant la Sèvre, un donjon de la fin du XIIe siècle et du début du XIIIe, seul vestige des remparts qui entouraient la ville. A l'opposé, la place de la Brèche, ancien marécage comblé depuis des siècles, offre le contraste saisissant d'une immense trouée reconvertie en parking. C'était, encore tout récemment, le siège de la célèbre foire de Niort. Celle-ci, transférée à la périphérie de la ville, sur un terrain de 27 hectares acquis par la municipalité, draine chaque année un millier d'exposants et de 150 000 à 200 000 visiteurs, pendant la première semaine de mai. C'est dire son impact régional. Exemple rare dans notre pays, la foire est directement régie par la municipalité. Pour les élus, c'est d'ailleurs parfaitement logique : « Nous sommes, dit Jean-Paul Fredon, deuxième adjoint, une ville de plus de 60 000 habitants. La municipalité a donc été élue sur une liste homogène d'union de la gauche. Cela explique que, d'une manière générale, nous privilégions l'exploitation directe en régie municipale sur le régime des concessions ». Seuls les transports ne sont pas en régie, bien que la ville intervienne largement dans la gestion de la société qui en a la charge.

L'impression dominante, pour qui découvre Niort, est celle d'une ville aisée, sinon riche. Personne ne songe à le nier. Le drame tient, cependant, à ce que cette richesse n'a pas été utilisée par les élus qui se sont succédé à sa barre du début du siècle jusqu'aux années 50. Commerçants pour la plupart, ceux-ci confondaient la gestion d'une échoppe et celle d'une ville moyenne comme Niort. Ils mettaient un point d'honneur à dépenser le moins possible et donc à ne rien entreprendre qui pût coûter quoi que ce soit. Seule exception : un hôpital construit en 1934. Celui-ci était alors un des plus importants de province. Aujourd'hui, il apparaît notoirement insuffisant, alors que la population a doublé et que conceptions et techniques en matière d'hospitalisation ont considérablement évolué. A l'évidence, la nécessité de construire un nouvel hôpital s'impose. Dès 1965, la municipalité de Niort lançait des études et réservait des terrains à cet effet. En 1972, les pouvoirs publics donnaient leur approbation technique à ce projet. La construction d'un bloc hospitalier moderne de 690 lits semblait acquise. Comment fonctionne-t-il ? « Malgré l'urgence des besoins à satisfaire en la matière, déplore René Gaillard, député-maire socialiste de Niort, nous attendons toujours le début de son édification. Ce retard incombe entièrement aux pouvoirs publics, aussi hermétiques à satisfaire nos demandes de crédits d'Etat qu'à nous accorder l'autorisation de financer par nous-mêmes cet ensemble dont les études d'avant-projets, menées à l'instigation de l'autorité de tutelle, ont déjà coûté 1,20 million de francs. En cette période de forte inflation, le retard que nous subissons est particulièrement préjudiciable à la ville, puisqu'il renchérit de 10 000 francs (un million ancien) par jour, à travers la réactualisation des différents devis, le montant total du projet évalué à 60 millions de francs actuels ».

Ces chiffres échappent un peu à l'entendement du salarié habitué à parler en francs, en dizaine de francs, parfois en centaines de francs, mais rarement en milliers de francs. Il faut se rendre compte de ce que représente le budget municipal dans une ville moyenne où le maire est, bien souvent, le premier « chef d'entreprise ». Une entreprise qui ne s'occupe pas seulement de l'état-civil, comme certains continuent naïvement de le croire, mais qui est responsable des questions d'urbanisme, de circulation, de logement, d'assainissement, d'ordures et de bien d'autres questions tout aussi vitales.

A Niort, où sont nées et installées les grandes mutuelles d'assurances (Maif, Maaf, Macif...), la mairie est, avec près de 800 personnes employées, la troisième « entreprise » de la ville. Son budget de fonctionnement, pour 1975, approche les 70 millions. Cette somme doit donc couvrir non seulement les dépenses en personnel municipal et les dettes liées aux emprunts, mais aussi les charges d'exploitation et de gestion des équipements scolaires, l'entretien des routes, les frais de police, de santé, d'aide sociale, etc. « Toutes choses, estime Gaillard, qui devraient relever de la solidarité, mieux : de la fraternité nationale. A Niort, c'est par millions que se mesure ce véritable détournement de crédits publics ».

Tout budget comporte un autre chapitre, qui a trait aux investissements. Ceux-ci représenteront, à Niort, une vingtaine de millions. C'est certainement à ce niveau que devrait pouvoir se distinguer le dynamisme et l'efficacité d'une équipe municipale. Elue sur un programme, celle-ci doit cependant bien vite déchanter au moment de réaliser ses promesses. En ce sens, on peut dire que les élus, qu'ils soient de droite ou de gauche, sont unanimes à dénoncer les difficultés

COMMENT NIORT DOIT « SE DEBROUILLER » POUR INVESTIR

	Coût total (en 1973)	Subventions de l'Etat	Part de la Ville	T.v.a. payée à l'Etat (15 %)
Terrain de camping de Noron	970 000 F	225 000 F (23 %)	745 000 F (77 %)	145 000 F
Stade de Saint-Florent	650 000 F	145 000 F (22 %)	505 000 F (88 %)	97 500 F
Maison pour tous du Clou-Bouchet	750 000 F	242 700 F (32 %)	507 300 F (68 %)	112 500 F
Hall des sports du Pontreau	950 000 F	375 000 F (39 %)	575 000 F (61 %)	142 500 F
Travaux d'assainissement	3 850 000 F	986 268 F (27 %)	2 863 732 F (73 %)	577 500 F
Stade municipal de la Venise verte	6 400 000 F	2 000 000 F (31 %)	4 400 000 F (69 %)	960 000 F
Voie express est-ouest	5 900 000 F	2 077 000 F (35 %)	3 827 000 F (65 %)	885 000 F
Travaux de voirie	2 800 000 F		2 800 000 F (100 %)	420 000 F
Plan de circulation	955 000 F	180 000 F (19 %)	775 000 F (81 %)	143 250 F
Construction d'une crèche	980 000 F	351 160 F (36 %)	628 840 F (64 %)	147 000 F
Réparations de l'église Saint-André	800 000 F		800 000 F (100 %)	120 000 F

LES COMMUNES RANÇONNEES

ôpital...

qu'ils rencontrent. Dans l'incapacité d'autofinancer la réalisation d'équipements importants que n'assume pourtant plus l'Etat, elles n'obtiennent même pas de ce dernier les aides minimum indispensables. Aussi en arrivent-elles à fournir un effort extraordinaire. Au cours de sa conférence de presse du 2 avril sur l'élargissement de la mission des collectivités locales, François Mitterrand a tenu à insister sur cet aspect : « Aux Ve et Vle Plans, les collectivités locales se sont vu assigner la réalisation des deux tiers des équipements collectifs du pays. Leurs dépenses d'équipement ont augmenté, de 1967 à 1972, de 15 % en moyenne par an, pendant que les dépenses civiles de l'Etat n'augmentaient que de 10 %. En 1973, elles s'élevaient à 33 milliards, soit 18 % de plus qu'en 1972 et en 1974 elles ont atteint 37 milliards, soit une augmentation de 12 %. »

Une odeur d'arbitraire

Tenues de prendre une part croissante dans l'équipement du pays, de quels moyens les collectivités locales disposent-elles pour y faire face ? Leurs ressources, qui ne représentent que 15 % de celles de l'Etat, sont de quatre ordres : les contributions directes, les subventions, le V.r.t.s. (versement représentatif de la taxe sur les salaires, qui remplace la taxe locale, supprimée) et les emprunts. Il apparaît que ces derniers représentent en moyenne 61,39 % du montant des investissements, contre 22,9 % pour l'autofinancement et 15,70 % pour les subventions.

Ces chiffres appellent quelques remarques. On constate, pour ne prendre que l'exemple niortais, la part prépondérante des dépenses de fonctionnement sur celles d'investissement. Cela tient, bien sûr, à la lourdeur inhérente au fonctionnement normal de toute municipalité. Mais il apparaît que les municipalités hésitent de plus en plus à investir. D'abord parce que tout investissement, dans une crèche ou une école maternelle, par exemple, entraîne un alourdissement du budget de fonctionnement. Une fois en service, l'école ou la crèche devra être chauffée, éclairée, entretenue et il faudra engager du personnel pour la tenir. Ensuite, dans la mesure où les subventions ne couvrent pas la réalisation du bâtiment, il sera nécessaire de rembourser l'emprunt contracté à cet effet. Enfin, et surtout, les subventions sont souvent très longues à obtenir, comme l'a déploré Gaillard à propos du projet de bloc hospitalier. Or, sans subventions — et, parfois même, avec — les municipalités n'ont aucune chance d'obtenir les prêts indispensables. « Un de nos collègues du Conseil municipal, rapporte Gaillard, est directeur de la Macif. Depuis le début de l'année, il a dû refuser 400 millions de prêts à des communes qui en avaient fait la demande. A cette difficulté que nous rencontrons pour obtenir les prêts s'en ajoute une autre, tout aussi désarmante, je veux dire les taux prohibitifs des intérêts que nous devons payer. Il serait bon, à cet égard, de prendre exemple sur la Suisse, où les prêts n'excèdent pas 4 % sur 75 ans. Ou sur la Grande-Bretagne : 5 % sur 60 ans pour les opérations d'urbanisme. »

Le taux des emprunts est en effet devenu exorbitant, comme l'a souligné François Mitterrand : « A 11,5 %, il constitue une charge rapidement insupportable pour nos communes. D'autant plus que le volume de leurs emprunts a augmenté de 56 % de 1957 à 1973. De 1964 à 1973, la dette de l'Etat a augmenté de 19 % et celle des communes et départements de 157 %. Dans le même temps, l'annuité de la dette des collectivités locales est passée de 50 F à 110 F par habitant. » La conclusion de ces chiffres coule malheureusement de source : « Les facultés d'emprunt des collectivités locales commencent à être épuisées. »

Toutes les villes n'en sont pas encore là, mais les maires savent bien que leur marge s'amenuise constamment. Qu'en est-il alors des subventions ?

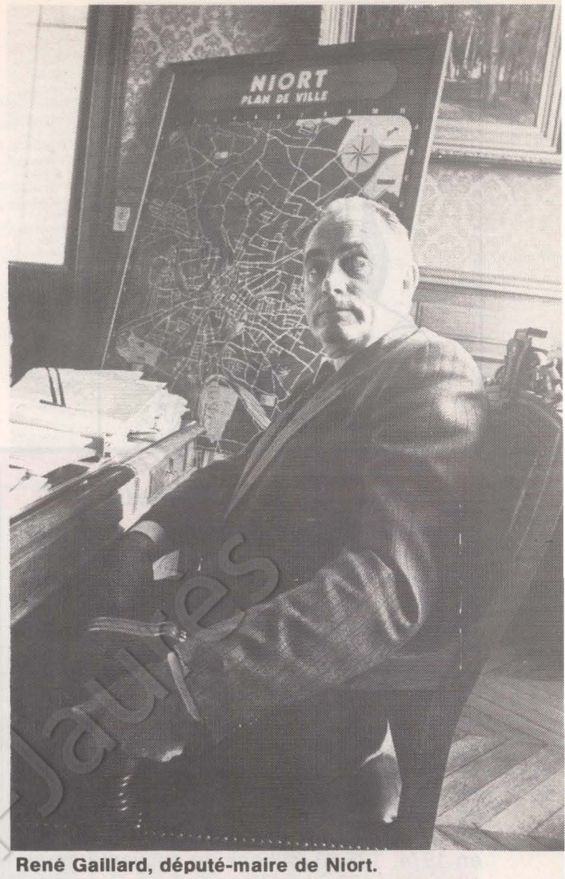
La première chose qui frappe, à leur propos : une certaine odeur d'arbitraire. Comment comprendre qu'une école puisse être subventionnée à 30 % ici et à 40 % là ? Que l'Etat puisse tantôt n'en accorder aucune, tantôt ne le faire qu'après des délais variables et jamais justifiés ? Ce n'est pas sans raison que certaines municipalités de gauche ont dénoncé, à ce propos, les faveurs dont jouissaient les villes bien notées, celles dont les élus sont proches du Pouvoir. Encore faut-il remarquer que, dans tous les cas, l'objet des convoitises tient plus des miettes que du gâteau.

Tutelle pas morte

Par ailleurs, le principe des subventions est déjà en soi assez contestable. Apparemment, elles passent pour une aide de l'Etat aux collectivités locales. En fait, elles représentent une atteinte à l'autonomie de ces collectivités, dans la mesure où elles permettent bien souvent à l'Etat de prendre les décisions à leur place. Sans subvention, pas de prêt et donc pas de réalisations possible. Cette simple équation dont joue l'Etat est un moyen de pression qui lui permet d'exercer une véritable tutelle sur les municipalités. Tutelle encore renforcée pour les cités classées dans la catégorie des « villes moyennes », ce qui explique pourquoi Niort n'a pas postulé ce « titre ».

Si l'on ajoute à ces réserves que les subventions se rétrécissent comme une peau de chagrin, il apparaît bien qu'elles ne sont pas la « solution » qu'attendent les élus. D'autant plus qu'avec 15,70 % en moyenne, elles ne couvrent même pas les 17 % de T.v.a. que

→



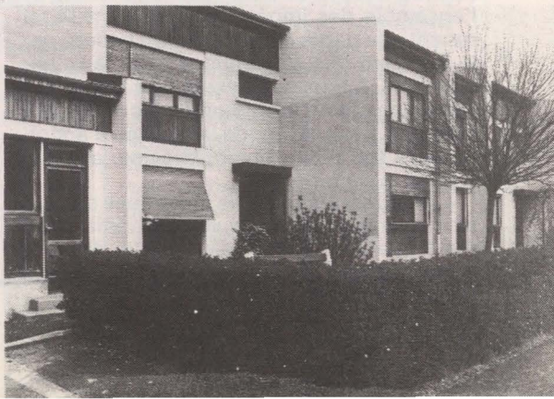
René Gaillard, député-maire de Niort.



La piscine municipale.



La patinoire et un foyer de retraités.

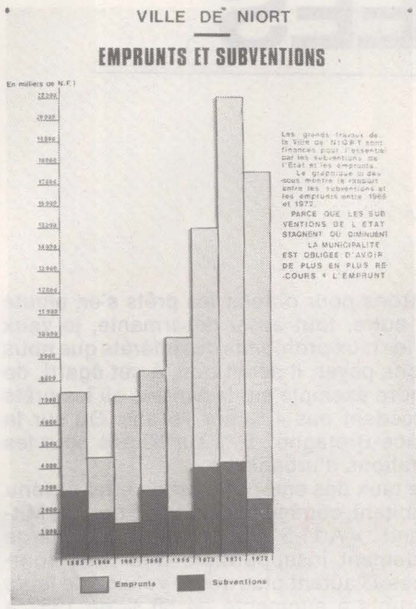




communes et départements paient à l'Etat sur leurs dépenses d'investissements. Cela varie bien sûr en fonction de ces dépenses. Si, parfois, les subventions représentent le tiers (ou même plus) du coût total d'un projet, il arrive aussi bien souvent que certains investissements soient entièrement autofinancés par la municipalité *(voir le tableau ci-contre).* Ainsi le budget primitif de Niort pour 1975 prévoit-il un total de dépenses de 12 108 300 F contre 1 883 268,36 F de subventions, soit un taux de subventions moyen de l'ordre de 15,60 %. Pour la T.v.a., l'exemple de Marseille est explicite : la ville a reçu, en 1974, 126,83 millions de subventions et elle a payé 173,74 millions de T.v.a. C'est dire qu'en fait, en investissement, une ville subventionne davantage l'Etat qu'il ne la subventionne. Selon Gaillard, « cela laisse supposer que le temps n'est pas éloigné où la hausse des prix et la T.v.a. pénaliseront toute initiative municipale jusqu'à interdire la moindre action nouvelle. »

Non content d'opérer des transferts de « responsabilité » toujours plus nombreux vers les collectivités locales, l'Etat, auquel l'inflation a rapporté l'an dernier des milliards de plus-values fiscales, n'hésite donc pas à s'engraisser sur le dos de municipalités proprement étranglées par la hausse des prix, à travers leurs réalisations d'intérêt général. Il semble qu'à ce niveau les maires puissent à bon droit s'estimer victimes d'un subtil racket. A titre d'exemple, Gaillard a calculé qu'avec 263 000 F de T.v.a. versés par Niort à l'Etat à l'occasion des réparations de l'église Saint-André et des aménagements de carrefours du plan de circulation, il aurait été possible d'améliorer le chauffage et l'accueil des mairies annexes et de refaire l'électricité d'une partie de l'Hôtel de Ville. De même aurait-il pu engager l'aménagement de serres pour le parc municipal et la réfection du stade municipal de l'avenue de La Rochelle, dont le drainage est totalement à refaire. Cela aurait facilement été financé avec les 1 305 000 F de T.v.a. perçus par l'Etat sur les travaux de voirie et la réalisation de la voie express. La construction d'une « Maison pour tous » à Souché et d'un ensemble socio-culturel (théâtre, bibliothèque, etc.) aurait facilement pu être financée par la récupération de la totalité du V.r.t.s. (qui représente, au plan national, autant que l'ensemble des impôts locaux), dont l'Etat retient une partie importante. Ou encore par le maintien des subventions à un taux raisonnable. A tous ces projets, et à bien d'autres encore, dont la population niortaise sera informée à l'occasion de la journée d'action des élus socialistes et républicains, la municipalité a dû renoncer !

« Si les revendications contenues dans le programme commun avaient été satisfaites, remarque Jean Durandeau, la ville de Niort aurait disposé de 14 millions de recettes supplémentaires en 1975. »



On comprend alors la colère des élus, lorsque Jacques Chirac a déclaré qu'il n'y aurait pas d'impôts nouveaux en 1975. Jean Durandeau l'a justifiée devant le conseil municipal de Niort, au nom du groupe socialiste et des radicaux de gauche : « Le Premier ministre a oublié de dire que la politique suivie à l'encontre des collectivités locales oblige ces dernières à voter des augmentations relativement importantes des impôts locaux et des tarifs des services. Avec des budgets déjà très serrés votés en janvier 1974, ces collectivités ont dû faire face à une inflation des prix de l'ordre de 15 à 18 %, ce qui réduit à néant leurs possibilités d'action. Cette situation oblige les élus que nous sommes à différer la réalisation de nombreux projets attendus par les Niortais, car, sans cela, la pression fiscale aurait été intolérable à nos concitoyens. »

Choix raisonnable

La pression fiscale, fruit de plusieurs facteurs, frappe souvent par son injustice. Elle peut varier du simple au double, ou même plus, entre deux familles de ressources identiques, selon qu'elles habitent ou non une ville fortement industrialisée ou commerçante. Ainsi les habitants des cités dortoirs sont-ils généralement fortement taxés. La répartition des charges entre le foncier, la patente et la contribution mobilière est souvent contestable, mais les collectivités locales n'ont pas pouvoir de la changer. A Niort, l'impôt sur les ménages (contribution mobilière, ordures ménagères et 30 % du foncier bâti) a atteint 142 F par habitant en 1973, ce qui en fait la ville la moins imposée de la région Poitou-Charentes. Au même moment, cet impôt atteignait 154 F à Angoulême et 248 F à Poitiers.

Les élus niortais ne perdent cependant pas de vue que la situation « favorable » de leurs administrés est toute relative. Tenus de faire des coupes claires dans leurs projets, ils savent que, comme le relève Durandeau, l'augmentation de 20,73 % de la charge fiscale que devront supporter les Niortais en 1975 intervient à un moment particulièrement difficile : « Les travailleurs, les retraités, les personnes âgées, les petits commerçants et artisans, en un mot toutes les personnes à faible revenu, constatent en effet la diminution de leur pouvoir d'achat. C'est pourquoi, chaque fois que cela a été possible, des dégrèvements pour charges de famille ou des tarifs modulés ont été proposés, ce qui aura des conséquences heureuses pour les Niortais les plus déshérités. »

Construire des équipements sportifs, socio-éducatifs, des bibliothèques, des logements pour personnes âgées, des foyers de jeunes travailleurs, assainir la ville, la développer harmonieusement, la rendre agréable pour tous, sans discrimination d'aucune sorte, tel est le programme de la plupart des candidats aux élections municipales. Les 38 élus niortais (21 P.s., 9 P.c., 6. M.r.g. et 2 sans étiquette) ont amplement prouvé que leurs promesses, dont une bonne part est déjà passée dans les faits, n'étaient pas vaines. Leur dépit est d'autant plus grand maintenant de devoir temporiser pour ne pas faire supporter à leurs administrés une trop forte pression fiscale. Le budget de 1975, voté à l'unanimité, traduit pourtant ce choix raisonnable, tout en maintenant les orientations de justice sociale et le dynamisme propre aux options de gauche d'une telle municipalité. Simplement, on a le sentiment justifié qu'ils auraient voulu faire plus et mieux. Mais, pour y parvenir, pour que les villes — notamment les plus grandes — échappent à la faillite qui les menace, il faudrait complètement redéfinir les modalités d'attribution des recettes aux collectivités locales. Pour éviter que certaines personnes aux revenus modestes paient plus d'impôts locaux que d'impôts directs, il faut que, lorsque l'Etat transfère certaines charges aux communes, il leur procure dans le même temps les ressources correspondantes. En outre, dans un livre blanc remis à Chirac par les maires des grandes villes de France, les élus réclament le remboursement de la T.v.a. aux communes, la réévaluation du taux des subventions, l'usage plus généralisé de la subvention globale d'équipement, le versement de l'intégralité du V.r.t.s. et la création de ressources nouvelles, au besoin par la « rétrocession » partielle des impôts d'Etat. Un maire déclarait un jour, au comble de l'exaspération : « Les communes placées à la fin de la chaîne des dépenses ne peuvent récupérer la T.v.a., bien qu'une part importante de ces dépenses corresponde à des investissements d'intérêt public. Ainsi, la charge de la T.v.a. est en définitive payée par les impôts communaux. Il y a là une double et anormale taxation, l'impôt payant l'impôt ».

Ce maire, un certain Michel Poniatowski, se trouve aujourd'hui, quatre ans après avoir tenu ces propos, en mesure d'agir en tant que ministre de l'Intérieur. Les élus socialistes sauront lui rappeler ses belles paroles le 28 avril et lui faire comprendre qu'ils n'acceptent plus de se nourrir d'études, de promesses et de vaines attentes.

JEAN-LOUP REVERIER

changer la vie politique

Portugal
LE M.F.A. S'INSTALLE

Le Conseil supérieur de la Révolution a proposé, la semaine dernière, une « plate-forme d'entente » aux différents partis politiques présentant des candidats aux élections du 25 avril prochain. Ce texte devra être intégré dans la future Constitution après de « légères modifications ». Les partis politiques ont eu quarante-huit heures pour donner une réponse écrite. Ces réponses ont été examinées par l'assemblée plénière du Mouvement des forces armées, réunie le 7 avril.

Cette « plate-forme d'entente » est centrée autour de la participation du M.f.a. à la vie institutionnelle portugaise pour une durée pouvant aller de trois à cinq ans. Elle prévoit que le président de la République sera élu par un collège électoral composé des membres de l'Assemblée législative et de l'assemblée plénière du M.f.a. (240 officiers, sous-officiers et soldats) parmi des candidats qui devront « avoir la confiance du M.f.a. ». Il nommera le Premier ministre après avoir consulté le Conseil de la Révolution. Le chef du gouvernement ne sera donc pas responsable devant l'Assemblée, mais devant le chef de l'Etat. Les portefeuilles de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires économiques seront confiés à des militaires.

La plate-forme précise en outre les rapports entre le Conseil de la Révolution et l'assemblée plénière du M.f.a, qui, dans sa nouvelle formule, comprend des sous-officiers et des soldats. Elle prévoit une relative indépendance de l'organisme supérieur, soucieux de ne pas « être débordé par sa base ».

Face à ce texte, qui ne sera pas modifié sur les points considérés comme « essentiels » par le Conseil de la Révolution, les réactions des partis sont multiples. Il est à remarquer cependant que les principaux partis, y compris le Parti communiste, ont émis des réserves et tenté de faire des contre-propositions.

Chili
ALMEYDA A ALGER



Clodomiro Almeyda, ancien ministre des Affaires étrangères de Salvador Allende, récemment libéré des prisons chiliennes, vient de préciser, au cours d'une conférence de presse tenue à Alger, que « l'échec retentissant de la politique économique du gouvernement actuel (retour à l'économie de marché, restitution des entreprises et des grandes propriétés nationalisées, inflation, chômage) a entraîné le développement d'un mécontentement général de la population, touchant même les milieux qui ont soutenu la junte militaire au début du coup d'Etat ».

« La lutte contre la junte militaire exige l'utilisation de toutes les formes de lutte que peut permettre l'étape actuelle, a-t-il ajouté. L'organisation des mouvements de masses clandestins constitue la principale forme de lutte. Dans une étape prochaine, nous devrons développer d'autres formes de lutte, notamment celle qui consiste à répondre à la violence réactionnaire par la violence révolutionnaire ».

Clodomiro Almeyda a par ailleurs ébauché les principaux objectifs du mouvement antifasciste chilien : rétablir la liberté et la démocratie. Pour cela, il faut, dans le domaine économique, « réinstaller une économie planifiée contrôlée par l'Etat » et annuler les décisions de la junte concernant les dénationalisations. Dans le domaine politique, il faut, pour les forces antifascistes, rétablir la démocratie. Ce qui implique le déracinement total de « tous les germes du fascisme et l'introduction de changements radicaux et fondamentaux dans les structures des forces armées du Chili. »

Pendant ce temps, à Santiago, où la répression reste aussi impitoyable — la journaliste Gladys Diaz, militante du Mir, président du syndicat des journalistes de radio jusqu'au putsch, est toujours aux mains des tortionnaires — Pinochet déclarait être favorable à l'entrée de technocrates dans le gouvernement, mais il a juré ses grands dieux qu'il « ne voulait pas entendre parler de partis politiques ».

Poursuivant la bataille entamée lors de la formation du dernier gouvernement provisoire, le Parti socialiste, qui compte beaucoup sur une probable victoire aux élections, cherche à obtenir des modifications significatives dans le sens d'un équilibre entre pouvoir civil et pouvoir militaire.

L'AUTONOMIE DE LA POLYNESIE

« Aux populations de chaque territoire de décider elles-mêmes de quelle façon elles entendent diriger leurs affaires » : c'est ce droit des D.o.m.-T.o.m. à l'autodétermination qu'a réaffirmé François Mitterrand samedi à Papeete, au cours d'un meeting organisé par les deux partis autonomistes de Polynésie. A ce meeting assistaient les deux parlementaires du Territoire, le député Francis Sanford et le sénateur Pouvanaa Oopa, tous deux centristes et partisans de l'autonomie interne. Ceux-ci ont déposé une proposition de loi réclamant cette autonomie, dont François Mitterrand a annoncé que le Parti socialiste était disposé à la voter.

UN C.E.S. PAS COMME LES AUTRES

Croyez-vous qu'il puisse exister un C.e.s. qui, bien qu'internat, ne possède ni dortoir, ni réfectoire, ni lavabos, ni w.c. ? C'est, pourtant, tristement vrai. Alors, les élèves couchent dans une de leurs classes. Mangent, à même le sol, une nourriture apportée... par brouettes. Et n'ont à boire que l'eau insalubre arrivant par ún tuyau de caoutchouc. Tout cela à côté d'un chantier : car un nouveau C.e.s. était bien en construction... jusqu'à ce que, sans explication valable, le chantier soit arrêté. Depuis, les travaux n'y ont repris qu'une fois, très brièvement — comme par hasard, le jour où un inspecteur général de l'enseignement était en visite — avant d'être à nouveau stoppés.

Cette édifiante histoire se passant à Tadjourah (Afars et Issas), dans l'un de nos T.o.m., nul doute qu'Olivier Stirn, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, nous en donnera bientôt des nouvelles.

STAGES POUR J.S.-E.S.

Le secrétariat national à la Jeunesse et aux Etudiants organise une série de journées de stage pour les jeunes et les étudiants socialistes de la région parisienne, à la Cité Malesherbes. Le 12 avril : Histoire du mouvement socialiste ; formation, place, rôle et originalité du P.s. dans le mouvement ouvrier français et contemporain. Le 19 avril : la lutte des classes ; les forces sociales en France ; l'école dans la société capitaliste française ; l'université. Le 26 avril : éléments d'analyse marxiste économique ; la crise du capitalisme aujourd'hui : les réponses des socialistes. Le 3 mai : initiation à l'expression orale (travail au magnétoscope). S'inscrire auprès d'Edith Cresson, secrétaire nationale à la Jeunesse et aux Etudiants, 12 Cité Malesherbes, Paris (9e).

Patronat

L'EPIDEMIE SECUREX

L'extension de Sécurex est grave, elle pose tout simplement le problème de l'institution d'une médecine policière en France.

Peu à peu, le phénomène s'est installé partout. Venu du département du Nord (voir « l'Unité », n° 122), il a aujourd'hui gagné presque toute la France. La médecine policière du travail se retrouve maintenant aussi bien chez Peugeot, à Sochaux, que chez L.m.t., filiale française de la multinationale I.t.t., à Laval ; aussi bien dans les chantiers de construction navale de Dunkerque que dans les entreprises métallurgiques de la Charente.

Cette affaire est exemplaire. Car elle montre comment le patronat peut reprendre les avantages qu'il a dû concéder pour un temps. Exemplaire aussi l'attitude de l'Ordre des médecins qui, une fois de plus, a préféré laisser faire les patrons plutôt que de défendre la santé des Français.

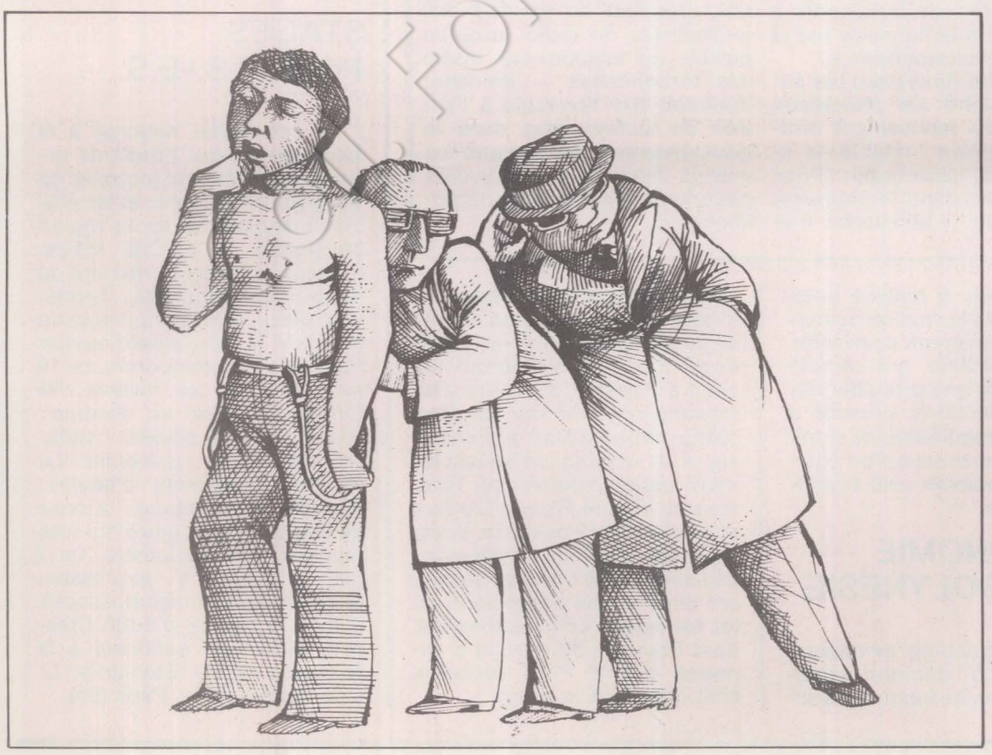
Tout a commencé le 10 juillet 1970. Ce jour-là, l'Union des industries métallurgiques et minières (U.i.m.m.) signe avec tous les syndicats un accord de mensualisation des salaires dans cette branche. Les entreprises s'y engagent à compléter, par une allocation sur leurs fonds propres, les indemnités journalières servies par la Sécurité sociale aux salariés en arrêt de travail pour cause de maladie ou d'accident. Ainsi, les travailleurs de la métallurgie échappent enfin aux salaires horaires ou au rendement.

Dans l'esprit des patrons de la métallurgie, les ouvriers ne pouvaient que profiter et abuser de cet avantage social. L'U.i.m.m., la plus grosse des fédérations patronales après celle du bâtiment, est certainement un des meilleurs bastions du patronat de droit divin. Son délégué général, Emmanuel Lepoyvre, 61 ans, ancien employé des sidérurgistes de Lorraine, s'est déjà fait remarquer en donnant de l'argent aux militants de l'ex-Ordre nouveau, en aidant quelques officines anticommunistes dans la meilleure tradition de la guerre froide et en subventionnant l'impression des journaux anti-Mitterrand pendant la campagne présidentielle — voir les enquêtes de « l'Unité » à cette époque. Bref, l'U.i.m.m. a pris la suite du Comité des Forges. Aussi bien dans l'esprit que dans la manière.

Longtemps, l'U.i.m.m. cherchait le moyen de mettre sur pied une police de la santé pour les travailleurs mensualisés. La parade se présenta au mois d'avril 1973, avec un Belge, Michel Van Hauwaert, qui avait déjà organisé dans son pays l'officine type.

Tout repose en effet sur une ambiguïté. Un détail mal précisé dans le texte de la convention collective de la métallurgie. Il y est admis qu'en cas d'arrêt de travail la situation du travailleur doit être « dûment constatée par un certificat médical et contre-visite s'il y a lieu ».

Dans l'esprit de tout le monde, sauf dans celui des patrons, la contre-visite a toujours été considérée comme relevant des médecins contrôleurs de la Sécurité sociale, organisme neutre entre les salariés et les patrons. D'ailleurs, quand les syndicats ont signé ce texte, il ne pouvait y avoir le moindre doute : seule la Sécurité sociale assurait alors les contre-visites.



Double bénéfice

Le patronat, bien entendu, a préféré jouer de cette ambiguïté. Et créer, pour assurer les contre-visites, des officines de médecins salariés par lui. Lorsque Lepoyvre, délégué général de l'U.i.m.m., eut rencontré Michel Van Hauwaert, il avait déjà cette petite idée derrière la tête. Il ne restait plus qu'à la réaliser. Au printemps 1973, Michel Van Hauwaert crée donc une société anonyme à responsabilité limitée Sécurex, installée au 517 de l'avenue de la République à Marcq-en-Barœul, dans le Nord. Et en devenait juridiquement le directeur-gérant. Sur le registre du commerce, Sécurex présente ainsi ses activités : elle offre « un secrétariat social, un service d'organisation de publicité et des services médicaux sociaux. » Façon élégante de camoufler une officine de médecine policière.

En juin 1973, tout est prêt. L'Union des industries métallurgiques et minières a mis au point une stratégie : elle envoie à tous les industriels affiliés à ce syndicat patronal dans le département du Nord une lettre chantant les mérites de Sécurex et engageant ses adhérents à utiliser ses services. 17 médecins sont alors engagés à temps partiel : ils contrôlent, pour le patronat local, les ouvriers du Nord. Des firmes comme Peugeot-Lille, Massey-Ferguson et Dunkerque-France signent des contrats permanents avec Sécurex. Chaque visite coûte 100 F au patron et rapporte 40 F au médecin Sécurex. La différence va dans la caisse de Michel Van Hauwaert.

Très vite, les syndicats réagissent : des plaintes sont déposées devant les prud'hommes, des débrayages éclatent dans les usines, notamment chez Wallaert, à Lille. Le Groupe Information-Santé de la région du Nord publie un communiqué où sont parfaitement définies les pratiques de Sécurex : « Elles conduisent à annuler les décisions du médecin traitant, qui pourtant est seul en possession du dossier médical complet. Il ne s'agit plus de juger de l'état de santé des travailleurs pour les soigner, mais de diminuer les dépenses patronales en matière d'arrêt de maladie. » Bien entendu, le conseil départemental de l'Ordre des médecins se garde bien de prendre position.

Règlements de comptes place Beauvau

Pour justifier ses coups de tête, Michel Poniatowski n'est pas regardant sur les arguments. L'affaire des otages de la Sarthe, la randonnée sans but des deux gangsters et leur arrestation fort bien menée par les policiers, ont fourni à notre ministre de l'Intérieur l'occasion de s'illustrer une fois de plus.

Les gangsters n'étaient pas encore arrêtés quand la décision de Michel Poniatowski est tombée sèchement, samedi, du château de Rambouillet où le gouvernement réfléchissait au vert : le préfet de la Sarthe, Jacques Gandouin, était suspendu. Pour reprendre la phraséologie de l'attaché de presse de Poniatowski, André Mousset : « Son attitude dans les négociations avec les gangsters n'avait pas été conforme à l'attitude que l'on pouvait attendre de ce haut fonctionnaire ».

Cette mesure a soulevé un tollé général. Que reprochait-on, au juste, au préfet de la Sarthe ? Au ministère de l'Intérieur, personne ne voulait répondre. Aux journalistes, on expliqua simplement que des excès de langage avaient eu lieu au cours des négociations. L'argument ne tenait pas.

Car, dans cette affaire, le préfet Gandouin avait quand même obtenu la libération de trois otages sur quatre. Résultat auquel Poniatowski lui-même n'était pas parvenu lors de l'affaire des feddayins palestiniens à Orly, il y a quatre mois.

Lundi, Poniatowski convoquait les journalistes pour leur expliquer la raison de sa décision. Une conférence de presse où le ministre s'appliquait à répondre à côté des questions. On y apprenait quand même que « la suspension de M. Gandouin n'est pas un problème de langage, mais d'efficacité. » De quelle efficacité s'agissait-il en la matière ? Pas le moindre début d'explication.

Simplement, quelques phrases bien senties sur la presse et les journalistes. « Une telle négociation ne peut être publique, déclarait le ministre, et désormais des mesures automatiques seront prises pour écarter, de la proximité immédiate des faits, journalistes et curieux. » En d'autres termes, le préfet de la Sarthe avait donc eu le tort de laisser les journalistes faire leur métier. C'est une attitude suffisamment rare en France pour qu'elle suscite une sanction.

Enfin, Poniatowski crut bon, pour justifier sa décision, d'affirmer devant l'assistance, quelque peu étonnée, que « 26 préfets ont été placés en disponibilité ou hors cadre, notamment pour des conditions de travail que j'ai jugé insuffisantes. »

Ce coup de clairon mérite deux commentaires. Vérifications faites, ce chiffre de 26 ne correspond à aucune réalité. Comme l'a souligné « Le Monde », pour dénombrer la mise en position hors cadre ou en disponibilité de 26 préfets, il faut, en effet, remonter au 1er janvier 1974, époque où Poniatowski n'était pas ministre. Quant aux précisions de dates fournies par le ministre pour étayer son affirmation, elles sont tout aussi inexactes.

Deuxième commentaire : depuis qu'il est arrivé place Beauvau, Poniatowski n'a jamais annoncé la moindre sanction contre un préfet. Les mouvements qui ont eu lieu dans le cadre de cette haute administration ont toujours été présentés par lui comme parfaitement normaux. La petite phrase de Poniatowski jette donc l'opprobre sur des hauts fonctionnaires dont il est le tuteur.

Sans doute faut-il chercher ailleurs que dans ces maladresses verbales les raisons du limogeage du préfet Gandouin. Grand résistant, maquisard et « gaulliste historique », à 54 ans, le préfet de la Sarthe ne présentait sans doute aucune des qualités appréciées par Poniatowski. Détenteur d'un record envié — il est resté pendant 10 ans sous-préfet, à Rambouillet — Gandouin avait aussi été préfet de la Nièvre, où, selon chacun, il entretenait d'excellents rapports avec François Mitterrand. Il avait aussi son franc-parler et n'acceptait pas de se plier à n'importe quelle décision.

Il est encore trop tôt pour savoir si son attitude vis-à-vis des ouvriers de l'usine Renault du Mans est entrée en ligne de compte dans la décision ministérielle. Ou si des motifs plus cachés justifient ce licenciement en forme de règlement de compte.

En dix mois de ministère de l'Intérieur, Poniatowski a déjà accumulé un nombre impressionnant de gaffes. Malgré ses professions de foi et son sens profond de la publicité, le premier lieu-



tenant de Valéry Giscard d'Estaing avait déjà quelque mal à se faire prendre au sérieux par ses propres fonctionnaires. Sa conduite dans cette affaire, où il traite les préfets comme un certain René Tomasini traita, un jour, les juges, n'améliorera en rien son image de marque. L'Etat R.I. ne se comporte pas mieux que l'Etat U.d.r.

N.B.

Peu à peu, le système Sécurex gagne de nouveaux départements. L'U.i.m.m. fait tout ce qu'elle peut pour qu'il en soit ainsi. Il s'installe chez Peugeot, à Sochaux, où il se camoufle sous l'étiquette « Centre de prévoyance sociale ».

En juillet 1974, après les élections présidentielles, l'U.i.m.m. sent qu'elle peut maintenant installer Sécurex sur tout le territoire français. Les premiers résultats sont en effet étonnants. Selon le propre bulletin intérieur de l'U.i.m.m. (n° 11 daté de juillet 1974), sur 100 contre-visites Sécurex annoncées dans la sidérurgie lorraine, 30 % des intéressés reprennent le travail dès qu'ils sont avisés du contrôle ou le jour même de celui-ci ; 15 % sont absents lors de la visite médicale ; 20 % voient leur allocation complémentaire suspendue. Pour 35 % seulement, le diagnostic de leur médecin traitant est confirmé par le médecin salarié du patronat. En d'autres termes, dans 65 % des cas, un médecin Sécurex arrive à faire reprendre le travail à un ouvrier, pourtant titulaire d'un certificat médical parfaitement légal. Belle économie pour le patronat.

Comme les procès se multipliaient, l'U.i.m.m. trouva une nouvelle parade. Ce n'était plus une entreprise qui passait un contrat avec Sécurex, mais la Chambre syndicale des industriels de la métallurgie du département. Financièrement, le résultat était le même, puisque ces syndicats départementaux ne vivent que des subventions des entreprises. Cette acrobatie financière permet de brouiller les cartes au niveau des organisations syndicales et de mieux camoufler la réalité policière de Sécurex. C'est ce schéma, par exemple, qui fonctionne dans le département de la Mayenne où, depuis mars 1975, les 10 000 salariés de la métallurgie sont soumis à ce système. Bien entendu, chaque visite de médecin Sécurex est en plus facturée à l'entreprise qui l'a demandée. Double bénéfice, donc.

Dernier détail : l'entreprise Sécurex n'engage jamais ses médecins à temps complet, mais à temps partiel. Ce qui lui permet de payer moins de charges sociales et d'améliorer encore un peu plus son profit.

Longtemps, l'Union des industries métallurgiques et minières a cru que Sécurex pourrait s'implanter partout en France sans se heurter à grandes réactions. Il lui faut aujourd'hui déchanter. Certes, le Conseil de l'Ordre des médecins s'est bien gardé de prendre position. Mais les syndicats, eux, organisent la riposte. Légale, d'abord : l'article 378 du Code pénal prévoit que « les médecins qui, hors le cas où la loi les oblige ou les autorise à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 500 à 3 000 francs. » Transmettre à un patron qui vous salarie des informations sur l'état de santé de ses employés semble bien entrer dans cette catégorie. Plusieurs procès devant les prud'hommes ont été intentés par les syndicats à partir de ce texte de loi.

Syndicale, aussi. Dès que l'annonce au comité d'entreprise de l'arrivée des médecins Sécurex a lieu, des ripostes sont possibles. Grève partielle et grève d'avertissement. C'est le schéma que la section syndicale C.f.d.t. à Laval a suivi. En tout cas, il faut que la riposte s'organise le plus vite possible.

Aujourd'hui, le dossier Sécurex est sur le bureau du ministre de la Santé, Simone Veil. Les décisions qu'elle prendra serviront de test. Car le problème posé est grave. C'est tout simplement celui de l'institution d'une médecine policière en France.

NICOLAS BRIMO

changer la vie sociale et économique

CHOMAGE : 1 % DE PLUS

La C.g.t. continue à calculer chaque mois le nombre réel de chômeurs qu'elle obtient en utilisant la définition du Bureau international du travail. Résultat, pour février 1975, en chiffres bruts : 1 190 000 chômeurs, soit 1 % de plus qu'en janvier. Mais ce chiffre, précise la C.g.t. « correspond en fait à une dégradation plus importante : en effet, le nombre de demandeurs d'emploi, corrigé des variations saisonnières, est de 5 % supérieur à celui de fin janvier et de 65 % supérieur à celui de février 1974. » Inquiétant. Et instructif.

UN P.D.G. PLEIN D'ASSURANCE

Remous à la Matmut. Cette compagnie d'assurances créée il y a 12 ans, qui compte près de 300 000 sociétaires et emploie environ 650 salariés répartis entre le siège de Rouen et les bureaux régionaux, est aujourd'hui en pleine évolution. Ce qui signifie que la direction « réorganise » : en mai 1973, elle s'occupe du service production en fusionnant les 10 groupes de ce service en 5, et en renforçant les effectifs. Pour certains membres du personnel, ces mesures se soldent par une déqualification importante : ainsi, des aides rédactrices se voient confier des tâches de dactylo, etc. Précisons que toutes ces initiatives se prennent sans aucune consultation du comité d'entreprise : à l'époque, les employés de la Matmut y répliquent par la grève. Et la C.f.d.t. porte plainte.

Le 20 mars dernier, le tribunal correctionnel de Rouen lui donne raison en condamnant le P.d.g. de la Matmut pour délit d'entrave au fonctionnement du comité d'entreprise. « Ce jugement est très intéressant, commente la fédération des Services-Livre C.f.d.t., au moment où, profitant de la crise, beaucoup d'entreprises en profitent pour procéder à de telles réorganisations qui entraînent le plus souvent des réductions d'effectifs, l'augmentation des cadences... Ce qui est surprenant c'est que de tels faits se produisent dans une mutuelle dont le conseil d'administration est élu par l'assemblée générale des sociétaires, qui sont des travailleurs... Nous appelons donc les sociétaires de cette mutuelle à aider les travailleurs dans leur combat pour que de tels agissements prennent fin. »

ALPIA : UN PATRON PRET A TOUT

« Au cas où la direction Alpia, conformément à ses habitudes, envisagerait des poursuites judiciaires à cause de ce « document vérité », elle sait désormais à l'encontre de qui les engager ». Précédant cette déclaration 42 noms de militants syndicaux qui ont participé à l'élaboration d'une brochure de 14 pages pour exprimer le « ras-le-bol » de 180 salariés soumis à une répression patronale et à des discriminations intolérables.

Alpia, c'est une fabrique de matériel pour bureaux d'études située à Besançon. Dans ce prototype d'entreprise familiale qui a connu une certaine expansion, le P.d.g., André Bruneau, assisté de son épouse et de son fils, supporte mal de voir ses pleins pouvoirs remis en question. Il avait déjà vu d'un très mauvais œil la mise en place obligatoire d'un comité d'entreprise en décembre 1972. Il avait fini par tourner la difficulté en faisant élire un C.e. à sa dévotion.

Cette dernière injustice achevait de décider les travailleurs. Une section C.f.d.t. était alors montée, qui comptait dès le départ une quarantaine d'adhérents. Dès le 30 janvier 1973, jour où le délégué est désigné, une véritable répression antisyndicale apparaît dans l'usine.

Le P.d.g. l'a dit : il préfère vendre son usine plutôt que d'y voir une section syndicale. Et pour lui tous les moyens sont bons.

Ainsi, le jour même de son élection, le délégué se voit retirer le téléphone dont il a besoin pour son travail. Le lendemain, une militante est déclassée : d'employée administrative au magasin, elle devient magasinière. Et tout à l'avenant. Chaque militant syndical, chaque délégué se voit personnellement persécuté dans son travail et dans sa vie de tous les jours. Comme par hasard, ils voient tous leur avancement se bloquer et leur salaire progresser de façon dérisoire. Nombreux sont les militants qui, de 1973 à 1974, ont subi des pertes financières de 1 000 à 2 000 F. Sans parler de la suppression systématique des primes ou gratifications de fin d'année (de l'ordre de 500 F).

Epuisés par ces injustices permanentes qui les frappent, les militants s'accrochent envers et contre tout.

En publiant ce « document-vérité », ils ont d'abord fait la preuve que malgré les licenciements abusifs, les lettres recommandées, le travail dégradant, les mutations arbitraires, les citations en justice et les brimades de toutes sortes, la section syndicale résiste et continuera de résister. Et surtout il veulent dénoncer l'attitude patronale qui consiste à confier de plus en plus le travail en sous-traitance pour vider l'usine de son potentiel. Depuis février 1973, le bureau d'études a été liquidé et de nombreuses pièces de tôlerie et de mécanique sont maintenant fabriquées à l'extérieur.

Une menace certaine pèse sur l'emploi des 180 salariés d'Alpia. Le P.d.g. d'ailleurs ne s'en cache pas. Faute de briser la section syndicale, il a annoncé que tout le secteur production disparaîtrait et que ne subsisteraient que son service commercial et économique d'une part, son atelier de peinture d'autre part, tout le reste étant effectué en sous-traitance. Mais, avant de mettre ses projets à exécution, ce P.d.g. jaloux de sa toute puissance devra compter avec la volonté de ses salariés.

ERICSSON BRADE SEDRA

La multinationale Ericsson, dont le centre de décision est en Suède, entreprend de faire disparaître la Société des études de dispositifs de régulation et d'automatismes (Sedra) à Bailly, dans les Yvelines.

Sedra emploie une cinquantaine de travailleurs dans le domaine d'activité des automatismes et de l'informatique industriels. En condamnant cette société, autant pour les difficultés financières qu'elle connaît depuis la crise économique — et la restriction du crédit qui en résulte — que pour le fait qu'elle ne travaille pas dans le secteur téléphonique, c'est une activité de pointe de l'industrie française qu'Ericsson atteint. En effet, Sedra — qui n'a jamais été soutenue économiquement par Ericsson — connaît un succès certain pour ses études et ses réalisations. Elle vend son savoir-faire en France et à l'étranger, de même qu'elle exporte des équipements français, à une époque où notre pays en a tant besoin. Cela se traduit pour Sedra, qui a un capital social de 850 600 F, par un chiffre d'affaires de 1 200 000 F, réalisé à partir d'un très petit nombre de gros contrats. Mais Ericsson préfère, aux activités exercées avec compétence par Sedra, celles, beaucoup plus intéressantes — et de loin — sur le plan financier, des marchés d'Etat du téléphone et des télécommunications.

Les travailleurs de Sedra, à l'appel de leurs organisations syndicales C.f.d.t. et C.g.t., luttent pour conserver leur emploi et réclament l'ouverture de véritables négociations avec Ericsson pour la garantie du droit au travail dans les Yvelines.

LA SATAM PEUT VIVRE

« Aujourd'hui, licencier des travailleurs de toutes catégories, c'est se débarrasser de ceux qui ont fait de la Satam une entreprise florissante ». C'est ainsi que les travailleurs de la Satam (à La Courneuve), premier constructeur français et européen d'appareils de mesurage et de distribution d'hydrocarbures, qui détient 18 % du marché mondial, ont accueilli l'annonce de licenciements. La direction vient en effet de faire savoir, lors d'une réunion du comité d'entreprise qui a été placé devant le fait accompli, qu'elle prévoyait 114 licenciements.

Les travailleurs ont immédiatement réagi, qui savaient leur emploi menacé depuis de nombreuses années : ils ont, le 12 mars, occupé leur entreprise. C'est la C.g.t. qui a proposé la grève avec occupation des locaux : cette forme d'action a été acceptée par près de 60 % du personnel, du manutentionnaire au cadre. Et les travailleurs font de plus en plus la démonstration que la Satam peut vivre.

Syndicats

L'IMPORTANT, C'EST L'UNITE

Trop occupés sans doute à commenter la garden-party gouvernementale dans les frondaisons de Rambouillet, la télévision, les radios et la plupart des journaux, ont négligé deux autres événements politiques de taille : les rencontres, lundi et mercredi derniers, des dirigeants des deux grandes centrales syndicales. Deux rencontres en trois jours. Ce n'est pas banal : c'est que, à la base, quelque chose bouge. Ce n'est pas encore une vague de mobilisation, mais les remous qui apparaissent ici et là ont paru assez profonds aux dirigeants de la C.g.t. et de la C.f.d.t. pour justifier une étude commune et serrée des perspectives d'action.

Au programme de la première réunion, lundi dernier, 17 h, au Square Montholon, l'analyse du climat général a été rapide : à la veille de la reprise des négociations chez Renault, l'essentiel pour les confédérations était de montrer aux grévistes de la Régie qu'ils n'étaient pas abandonnés par leurs syndicats. « La lutte des travailleurs de la Régie, rappelait le communiqué commun publié à l'issue de la rencontre, concerne les travailleurs de toutes les professions qui se heurtent partout à la même intransigeance ».

Ce n'est que deux jours plus tard, le mercredi, que les responsables syndicaux, qui se retrouvaient cette fois-ci dans les locaux de la C.g.t., ont examiné à fond le dossier du climat social et des perspectives générales d'action. Tous les participants étaient arrivés à la réunion avec une appréciation commune : le baromètre de la combativité remonte et laisse prévoir des nuages.

La C.g.t., qui avait réuni la semaine précédente la Commission exécutive, avait déjà enregistré un développement de l'action : « Les luttes engagées dans un nombre grandissant d'entreprises, et les actions coordonnées à l'échelle de branches entières au cours des prochaines semaines indiquent la montée du mécontentement et de la combativité des travailleurs », déclarait alors Georges Séguy. « Il est clair maintenant, précise René Buhl, secrétaire confédéral de la C.g.t., que l'activité revendicative se développe de manière régulière depuis plusieurs semaines. On assiste à une montée progressive, de plus en plus affirmée, des luttes. Les conditions d'une action d'envergure sont en train d'apparaître, et il faut impulser le développement de l'action, créer un climat de luttes généralisées dans lequel le Premier Mai pourrait constituer un tremplin ». Il semble, en fait, que le matraquage new look du gouvernement auquel les travailleurs ont été soumis depuis la rentrée et qui a pu, pendant une brève période, avoir un certain impact, reste aujourd'hui sans effet. « Les travailleurs se rendent bien compte qu'il n'y a pas pour eux d'autre solution que la lutte, constate Maurice Granoux, membre de la Commission exécutive de la C.g.t. Ils savent que ce n'est pas le Pouvoir qui va leur apporter du travail et des augmentations ».



Henri Krasucki, Jeannette Laot, Edmond Maire et Georges Séguy.

A la C.f.d.t., si l'on constate aussi que le creux de la vague des mois de janvier et février est maintenant dépassé, on s'efforce cependant de cerner les limites de la combativité de la base. « Les actions s'organisent autour des trois thèmes centraux, qui souvent se recoupent. La défense du pouvoir d'achat, celle de l'emploi, et l'amélioration des conditions de travail, explique Jeannette Laot, secrétaire nationale de la C.f.d.t., chargée du secteur action revendicative. Les formes de luttes sont différentes. Celle pour le pouvoir d'achat est difficile, car l'attitude de blocage du gouvernement la limite. Les luttes sur l'emploi sont très liées aux conditions de travail. Nous constatons que les travailleurs commencent à se battre contre le chômage partiel. Nous constatons également qu'il y a beaucoup d'actions menées contre les cadences, le travail posté : nos fédérations sentent que des actions démarrent et enregistrent une combativité plus importante sur ces problèmes.

« Deux critères nous semblent importants. D'abord, les objectifs de l'action ne sont plus seulement défensifs : ils télescopent de plein fouet la politique patronale et gouvernementale. Ensuite, le réalisme des revendications est frappant : aujourd'hui, la plupart des organisations sentent qu'il est important de remporter des victoires renforçant le rapport de forces et fixent la barre à un niveau accessible dans la conjoncture actuelle. Ce qui n'empêche pas que ces revendications soient définies par rapport à un objectif global. Aujourd'hui, être revendicatif, c'est fixer des objectifs réalistes et non déconnectés de l'ensemble. »

La réunion de son Bureau national, la semaine dernière, a conforté la C.f.d.t. dans cette analyse. « Les revendications à présenter doivent être accessibles, déclarait Edmond Maire. Il faut obtenir des résultats. Le problème est de donner à chaque revendication son sens par rapport à la crise. Les priorités sont à la lutte de masse, et à l'accélération de la prise de conscience sur des revendications proches des travailleurs. »

La confrontation de ces analyses a été au centre de la discussion de mercredi dernier. La stratégie commune qui a été adoptée, et qui va donner lieu à des initiatives unitaires, tient compte, à la fois, des nuances de chacun dans l'appréciation du climat social et d'un fait important : partout, les travailleurs se heurtent au mur de refus du gouvernement et du patronat.

La revue des conflits et des négociations en cours montre bien que le Pouvoir, abandonnant, quand il le faut, l'image libérale qu'il cherche à afficher, est résolu à aller, pour chaque dossier, jusqu'au point de rupture. C'est ainsi que, faute de propositions sérieuses, C.g.t. et C.f.d.t. ont dû s'abstenir de donner leur accord au texte sur l'indemnisation du chômage partiel. Un exemple parmi d'autres ; le plus édifiant étant l'interminable affaire Renault.

Ce n'est qu'à la 8e semaine du conflit que des négociations ont enfin pu s'engager. Et depuis, en 8 jours, on ne peut dire qu'elles aient beaucoup progressé. Les délégués syndicaux de la Régie sont sortis très déçus, mardi soir, de la 3e réunion de négociation. Les représentants C.f.d.t. ont souligné le refus de la direction de négocier sur l'indemnisation des jours chômés et sur les sanctions. Ils ont indiqué qu'à leur avis les propositions de la direction étaient extrêmement faibles. D'autant que, le lendemain, cette dernière annonçait trois journées de chômage technique à Cléon et à Orléans...

Nul ne s'attendait, il est vrai, à une solution rapide du conflit. Après deux séances de né-

→

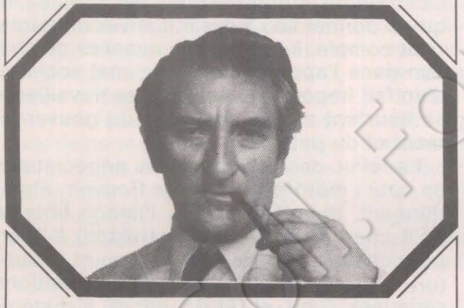
COLLECTION
"LES GRANDS LEADERS"


photo J.P. Delors

mars 75:
JACQUES DELORS
Changer

mars 74: Choisir
de
PIERRE MENDÈS FRANCE

COLLECTION
"LES GRANDS SUJETS"



JEAN DUVIGNAUD
La planète des jeunes

La jeunesse de 1975
n'est plus celle de 1968

Collections dirigées par Claude Glayman

STOCK

gociations, les offres de la direction restaient ridiculement basses. Ainsi, face à la revendication réclamant 250 F uniformes pour tous, elle proposait... 12 F par mois ! « Ces 12 F sont absolument inacceptables, déclarait mardi matin Roger Sylvain, leader C.g.t. de Billancourt. Même les cadres de l'entreprise l'ont dit. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que c'est pire que de n'avoir rien proposé. » Et Bernard Poirier, délégué central de la C.f.d.t à Renault, constatait le même jour : « En fait, le grand thème de la négociation est aujourd'hui : reprenez le travail pour que l'on puisse payer ce qu'on va vous concéder. D'ailleurs, tous les conflits qui ont été résolus ces derniers temps l'ont été de la même manière : les travailleurs ont décroché des résultats intéressants, mais on y trouve rarement des augmentations de salaires. »

La tactique employée par la direction de la Régie (gagner du temps, tenter de noyer les vrais problèmes) n'est pas nouvelle : le gouvernement l'avait mise en œuvre lors de la longue grève des P.t.t., il y a 4 mois. Que constate-t-on aujourd'hui ? Les travailleurs des P.t.t., qui ont repris le travail déçus, ne se sont pas résignés : ils se mobilisent de nouveau et ont organisé pour la 2e quinzaine d'avril une période d'information et d'action. « Cette décision, explique Louis Viannet, secrétaire général adjoint des postiers C.g.t., a une raison très simple : les problèmes posés pendant la grève, qui ont justifié la poursuite du mouvement après la publication des propositions du gouvernement, demeurent et s'aggravent. Face à un mécontentement croissant, nous avons estimé qu'il était urgent de prendre des initiatives. » Dans un premier temps, les travailleurs des P.t.t. choisiront les formes d'action qu'ils jugent adéquates : réunions, assemblées, meetings, délégations, actions locales... « Il n'est pas impossible du tout que l'on débouche, au bout de 15 jours, sur d'autres formes d'action. Il ne serait pas étonnant qu'il y ait, en mai, des mouvements de grève dans certaines catégories », estime Henri Rozé, secrétaire général adjoint de la Fédération C.f.d.t. des P.t.t.

«L'addition reste sur la table»

Cette résurrection d'un conflit que le gouvernement — et l'opinion — croyait enseveli devrait donner à réfléchir à Jacques Chirac. « L'addition des P.t.t. est toujours sur la table, rappelait lundi Henri Krasucki, secrétaire de la C.g.t. Il faudra la régler un jour. » N'est-ce pas ce qui risque de se produire pour le conflit Renault si le gouvernement croit s'en débarrasser en l'asphyxiant ? Certains signes de ce réveil revendicatif n'ont apparemment pas échappé au gouvernement. Faut-il interpréter autrement les tortueuses manœuvres de division du mouvement syndical qui sont apparues ces derniers jours ?

Le gouvernement a trouvé, il est vrai, un renfort providentiel dans un communiqué des syndicats F.o. de la Régie Renault, qu'ont lu avec stupéfaction les autres centrales syndicales : « Les encouragements apportés au Mans par les dirigeants C.g.t. et C.f.d.t. à des méthodes d'action incohérentes n'ont abouti qu'à la division complète entre les travailleurs des diverses usines de la Régie. » Les syndicats F.o. conseillent donc aux travailleurs, « dont certains perdront plus de 50% de leur salaire, de s'adresser lundi 7 avril, jour de la paie, aux responsables qui ont créé cette situation catastrophique. » Commentaire d'Edmond Maire : « Un coup bas de plus qui constitue un appui direct aux pires méthodes patronales ; une action de type C.f.t., il faut le dire nettement. »

Une campagne de presse intempestive a également tenté d'entamer l'unité d'action C.g.t.-C.f.d.t. En pure perte. Après une déclaration d'Edmond Maire au cours d'une conférence de presse, vendredi dernier, évoquant les difficultés que rencontre çà et là l'unité d'action, plusieurs commentateurs commencent à supputer d'éventuelles divergences entre les deux centrales sur le conflit Renault. La rencontre d'Edmond Maire et de Georges Séguy, lundi, a permis de remettre rapidement les choses au point. « Les spéculations sur les relations intersyndicales chez Renault et ailleurs ne sauraient porter atteinte à l'unité d'action C.g.t.-C.f.d.t. », affirmait le communiqué commun. Tandis que Georges Séguy soulignait : « Il arrive souvent que, lorsque l'on rêve trop à diviser le monde syndical, on prenne ses rêves pour des réalités. » Un malentendu vite dissipé, comme chacun s'accorde à le reconnaître aujourd'hui. « Nous n'avons jamais critiqué la C.g.t., explique Jeannette Laot. Nous sommes persuadés que la direction confédérale tient autant que nous à préserver l'unité. Simplement, nous ne pouvons pas ne pas constater qu'un certain nombre de comportements de la C.g.t. posent des problèmes. Et nous disons à nos organisations : il faut surmonter ces problèmes ; l'important, c'est l'unité d'action. »

Une explication qui a entièrement satisfait la C.g.t. « Certes, il y a des problèmes dans certaines entreprises, et des divergences sur un certain nombre de points, reconnaît René Buhl. Mais nous sommes convaincus les uns et les autres que renforcer au maximum l'unité d'action est indispensable. Notre réunion de lundi a apporté la preuve qu'il n'y avait de conflit ni entre les confédérations, ni entre les syndicats C.g.t. et C.f.d.t. de Renault. Elle a montré que l'unité d'action se déroulait dans d'excellentes conditions. » La décision, annoncée mercredi par les deux centrales, d'organiser, partout où cela est possible, « un Premier Mai de luttes » unitaire en est d'ailleurs la meilleure preuve.

MICHELE BACKMANN

Grèves

Teppaz veut et peut tourner

Entreprise florissante coulée par un patronat irresponsable, Teppaz sera peut-être sauvée par ses ouvriers. Si on ne les laisse pas seuls...

Teppaz, une fabrique d'électrophones, de haut-parleurs, de chaînes haute fidélité, une marque populaire, de la publicité en quadrichromie dans tous les grands magazines, l'ouverture d'ateliers de montage en Iran, Turquie, Grèce, Algérie ou Venezuela : nous sommes en 1960, le drapeau de Teppaz flotte fièrement à Lyon sur la colline de la Croix-Rousse, où est installé le siège de la société, qui emploie 700 salariés, dont 60 % de femmes et 70 % d'ouvriers hautement qualifiés.

En 1966, le fondateur de l'entreprise disparaît brutalement. Ses héritiers incompétents échouent. En mars 1971, c'est la faillite, le dépôt de bilan : 2,4 milliards d'anciens francs de déficit. Que vont devenir les 450 salariés encore employés par Teppaz ? Près de deux milliards et demi de déficit, alors que la production atteint son apogée, que la progression des ventes n'a jamais été aussi forte et que les salariés font des heures supplémentaires ! L'une des ouvrières les plus anciennes résume aujourd'hui la situation : « Nous, on travaillait et les patrons vidaient les caisses ».

Un règlement judiciaire intervient : Teppaz est confié en gérance libre à l'entreprise Fantasia, fournisseur d'habillage pour électrophones et son plus gros créancier. Seule l'usine située à Craponne, dans la banlieue ouest de Lyon, reste en activité. L'usine et le siège social de la Croix-Rousse sont vendus et démolis pour réaliser, à coups de dérogations accordées par la préfecture du Rhône, une juteuse opération immobilière, tout en défigurant la perspective célèbre du boulevard de la Croix-Rousse et du Gros-Caillou. Sur les 450 salariés, 120 seulement sont conservés. Le nouveau P.d.g., Gilbraut, est maroquinier. Il ne connaît donc rien à la fabrication des électrophones. Mais la haute technicité du personnel permet à la société de reprendre vie et les années 1972 et 1973 ont un exercice bénéficiaire. La production annuelle dépasse les 100 000 appareils, les bénéfices nets s'élèvent en 1972 à 181 millions et en 1973 à 95 millions.

La compétence des cadres et des ouvriers et ouvrières de Teppaz ne suffit toutefois pas à sauver une entreprise mal gérée. Et en 1974, c'est à nouveau la chute de Teppaz et de Fantasia. Le patron a disparu depuis juillet 1973 et le comité d'entreprise apprend qu'il est hospitalisé à la suite d'une grave dépression. Depuis, personne ne l'a jamais revu.

Les conclusions d'une expertise comptable demandée par le comité d'entreprise sont accablantes :

— Insuffisance du capital de constitution de la nouvelle société : 20 000 F.

— Absence de prévisions de trésorerie.

— Prix non compétitifs du fournisseur privilégié, Fantasia, qui exigeait le paiement avant livraison, pratique contraire au droit commercial.

— Conclusion de contrats de vente désavantageux — notamment pour 36 000 électrophones avec le « Reader's Digest » et 45 000 avec Sonolor pour la seule année 1974 — et excédant la capacité de production, d'où recours à la sous-traitance et à la main-d'œuvre intérimaire.

— Absence de détermination de prix de revient complet.

— Extension de la gamme des produits sans souci de rentabilité (44 types d'électrophones en 1975 pour 69 448 appareils vendus).

La deuxième faillite était donc inévitable. Le 17 décembre 1974, un administrateur provisoire est désigné par le tribunal de commerce de Lyon ; le trou est de 600 millions d'anciens francs.

Aux syndicats C.g.t. et C.f.d.t., le préfet déclare : « Il n'y a pas de problème Teppaz-Fantasia ». L'entreprise a 90 % de chances de poursuivre son activité. » Même réponse au ministère de l'Industrie : « Une solution sera trouvée ». Teppaz, bien géré, est en effet viable. La marque et les produits sont connus. Teppaz est le dernier fabricant français de platines d'électrophone. Aussi propose-t-on aux travailleurs, en louant leurs qualités professionnelles, de créer une coopérative ouvrière, autrement dit de renflouer l'entreprise de leurs propres deniers. Mais, dans cette nouvelle société, 130 d'entre eux seulement retrouveraient du travail. Les 100 autres seraient licenciés... par les travailleurs eux-mêmes, et les pouvoirs publics évacueraient le problème Teppaz, qui les encombre.

Devant « le manque de compréhension » des salariés, l'administrateur provisoire se fâche et, le 17 mars, licencie les 230 travailleurs de Teppaz-Fantasia. Ils réagissent en occupant l'usine de Craponne, afin d'obliger le patronat et les pouvoirs publics à négocier.

Pourquoi parler plutôt de Teppaz-Fantasia que de centaines d'autres entreprises françaises actuellement en difficulté ? Teppaz n'est certes ni Citroën, ni Renault, ni Sidelor, mais son cas nous intéresse pour les mêmes raisons qui poussent les pouvoirs publics à enterrer le dossier. Teppaz est une entreprise où la main-d'œuvre est, à 60 %, composée de femmes. On l'a crue plus vulnérable, plus aisée à convaincre. Pourtant, cette main-d'œuvre féminine se bat depuis cinq ans pour sauver son emploi et défendre l'avenir d'une entreprise qui n'a été compromis que par une mauvaise gestion.

Le dossier Teppaz a été constitué par les salariés. Il se compose d'une étude de marché, d'une étude de rentabilité et de gestion, de la mise au point d'un programme de lancement promotionnel pour reconquérir les positions jadis occupées par la marque. Mais, seuls, les travailleurs de Teppaz savent qu'ils n'arriveront à rien. Aussi, groupés dans leurs syndicats C.g.t. et C.f.d.t. et soutenus par les partis de gauche — notamment par la section socialiste de Tassin — demandent-ils le soutien de l'opinion publique.

ROBERT BUTHEAU



Occupation de l'usine à Craponne.



Sur l'emplacement de l'usine Teppaz, à la Croix Rousse, construction d'un immeuble de 18 étages.

Radio
L'ENLISEMENT

FRANCE-PORTUGAL

Le Parti socialiste vous invite à adhérer à l'Association France-Portugal, en signant l'appel suivant :

« Le 25 avril 1974, la plus vieille dictature d'Europe s'effondrait. Après un demi-siècle de fascisme, le Portugal redécouvrait la liberté.

« L'opinion française a accueilli ce changement de régime avec une profonde satisfaction. Elle s'est félicitée du rétablissement des libertés fondamentales, la suppression de la censure. Elle apporte son soutien au processus de démocratisation en cours et suit avec intérêt les mesures de décolonisation qui doivent se traduire par l'accession à l'indépendance des peuples des colonies portugaises. Elle exprime sa sympathie à tous ceux qui, après avoir affronté la dure répression fasciste, unissent aujourd'hui leurs efforts, conjointement avec le Mouvement des forces armées, pour progresser vers ces grands objectifs.

« Pour ces raisons, qui s'ajoutent aux liens traditionnels d'amitié et de culture unissant les deux pays, l'opinion française est concernée par le présent et l'avenir du Portugal libre. Elle l'est également par la présence en France de plusieurs centaines de milliers de travailleurs portugais.

« Tous ceux qui, durant des années, se sont tus, en France, sur les horreurs de la dictature, voire entretenaient d'excellentes relations avec elle, tentent aujourd'hui de calomnier honteusement les premiers pas de la démocratie au Portugal.

« Désireuses de manifester leur solidarité et leur appui au renouveau démocratique portugais, les personnalités dont les noms suivent prennent l'initiative de créer une « Association d'amitié France-Portugal », dont le but sera de contribuer au développement des relations d'amitié et de coopération dans tous les domaines entre la France et le Portugal. »

Association d'amitié France-Portugal, 61, rue de Lancry 75010 Paris.

L'ASSOCIATION FRANCE-PORTUGAL organise un grand gala de solidarité avec la participation de nombreuses vedettes
Mardi 22 avril 1975 à 20 heures à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor 75005 Paris.

Inter-Variétés a été supprimé. France-Culture et France-Musique, depuis lundi dernier, sont diffusés en modulation de fréquence : 70 % des 600 000 auditeurs quotidiens des deux stations — dont les récepteurs ne sont pas équipés en M.f. — se trouvent privés de leurs programmes. Les stations régionales dépendent désormais de F.r. 3. Sur France-Inter triomphe ce qu'Edouard Guibert, ex-responsable du S.n.j.-O.r.t.f., appelle une « volonté politique de désinformation ». En clair, on peut dire que l'information y est tenue au doigt et à l'œil par les giscardiens (voir notre encadré).

Côté programmation règnent sur cette même chaîne le triste Sire prénommé Gérard et le lurron de service Daniel Hamelin : le premier « cause » comme Jean Cau, le second souffre d'avoir à assumer l'héritage de Pierre Bouteiller, mais a l'avantage de suivre le premier à l'antenne...Qui ne paraîtrait sympathique après Gérard Sire ?

A eux deux, ils remplissent la matinée radiophonique et truffent leur mélasse poujadiste de « tubes » à la sauce succès. A la radio, le 45 tours tient désormais le rôle du film à la télévision : il fait du remplissage. La liquidation et l'opération abrutissement sont menées de front. Les personnels rescapés de l'ex-O.r.t.f., écœurés, en sont réduits à d'amères plaisanteries ; « Maintenant je travaille à Radio-France-Dimanche », dit l'un ; un autre prend la pose du speaker et égrène : « Allô, allô, ici Radio-France, les giscardiens parlent aux Français... » Le dégoût va si loin qu'on a vu, par exemple, Emile Noël, metteur en ondes du journal parlé de France-Inter, démissionner. Tout simplement.

Une question se pose : où va Radio-France ? Soyons indulgents, admettons que Jacqueline Baudrier veuille redresser la barre dans les mois à venir. Le pourrait-elle ? Autrement dit : a-t-elle les moyens des bonnes intentions qu'on peut hypothétiquement lui prêter ? C'est là que le bât blesse. C'est là que les chiffres s'avèrent impitoyables. Les charges imposées par la nouvelle loi sont considérables : des millions de francs iront à F.r. 3 et des millions à la Société française de production (ex-Buttes Chaumont) ; les chiffres sont vagues et prévisionnels, puisque le cahier des charges de Radio-France n'est pas encore connu, trois mois après son démarrage effectif !

Les 400 millions de déficit

Concrètement, quand France-Inter, chaîne à vocation nationale qui se veut concurrente d'Europe 1 et de R.t.l., a besoin d'un reportage à Marseille ou à Strasbourg, elle doit désormais le payer à la station régionale concernée, c'est-à-dire, au bout du compte, à F.r. 3 qui en assure la tutelle. Il serait en fait moins hypocrite d'appeler la station Paris-Inter... puisqu'elle n'est plus opérationnelle au-delà de la région parisienne.

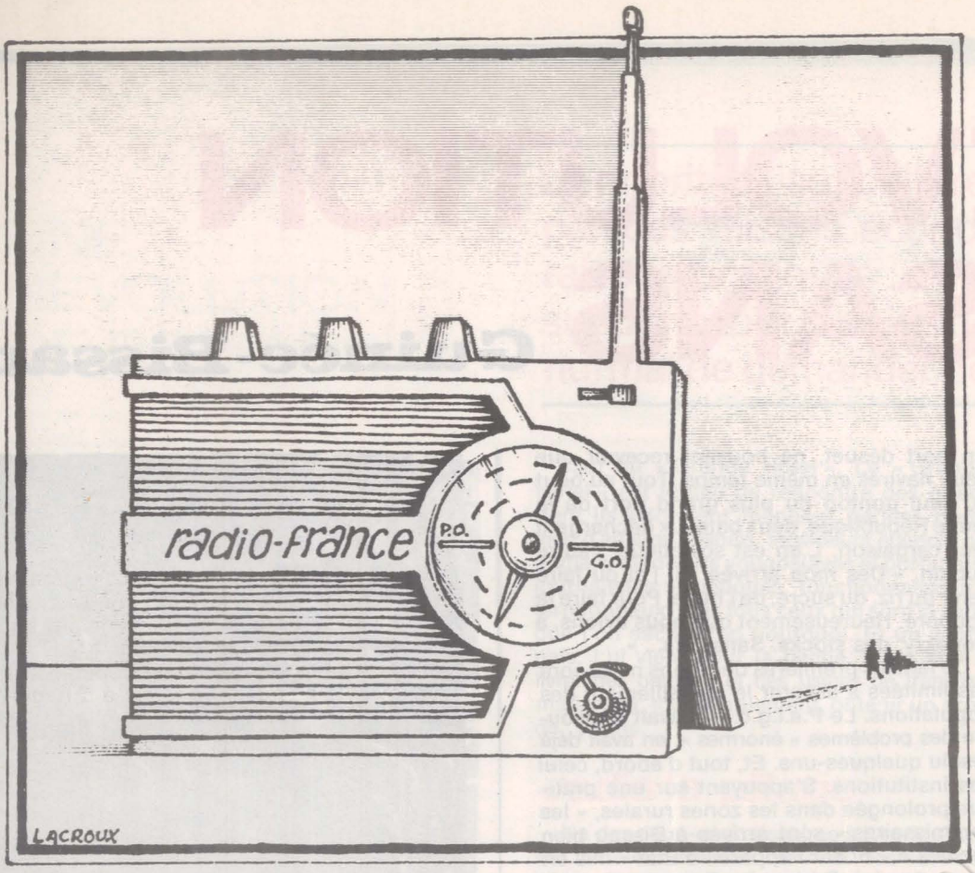
Le nouveau système coûte cher. Radio-France, sans cahier des charges, navigue à vue. Par exemple, comment va-t-on pouvoir éponger les 400 millions de francs du déficit enregistré dans le cadre de la Coopération ? Car, pour le prestige, on a laissé à Radio-France une mission internationale : des émissions partent encore régulièrement à destination de l'Allemagne, de l'Espagne, de la Pologne, de l'Afrique. Cette « agence francophone » assure des services dont le coût n'est pris en charge qu'à raison de 25 % par Pierre Abelin, ministre de la Coopération. Pour les 75 % qui restent, Jacqueline Baudrier n'a qu'à se débrouiller.

Il faudrait économiser. Mais c'est la gabegie qui règne : dans les couloirs de la Maison de la radio, des kilomètres de moquette et des tonnes de matériel de bureau attendent on ne sait quel brocanteur. Mais c'est l'absurdité qui s'impose : comme de nombreuses secrétaires ont été licenciées, comme elles sont maintenant en nombre insuffisant, on en engage d'autres par l'intermédiaire des agences d'intérim... ce qui coûte deux fois plus cher que du personnel à temps complet ! Il faudrait trouver de nouvelles sources d'argent ; aussi a-t-on décidé de louer tous les bureaux inoccupés de la « Maison ronde » ; mais quels clients espère-t-on trouver, quand on propose 500 bureaux à 1 100 F le mètre carré ?

Radio-France va à vau-l'eau. Ce n'est pas une image : les « plantons » de l'ex-O.r.t.f. ont été supprimés ; ils triaient et distribuaient le courrier ; aujourd'hui, le courrier, non trié, gît en tas dans des cartons : chacun peut venir s'y servir si bon lui semble ; aujourd'hui — autre situation qui a eu des témoins — des directeurs-adjoints désœuvrés trient le courrier... Point d'orgue dans la débandade : il y a dix jours, Radio-France manquait de trésorerie et certains responsables cherchaient de l'argent frais pour faire la paye (de mars) du personnel...

D'autres licenciements

La répartition du matériel de l'O.r.t.f. entre les nouvelles sociétés de radio et télévision n'a pas non plus été favorable à Radio-France. « Ce qu'on nous a laissé est pourri, dit un technicien. Il faudrait tout remplacer. Le bon matériel a été récupéré par Edeline pour les Buttes. » Rénover le matériel actuel serait insuffisant. Il faudrait aussi le multiplier. La preuve : depuis des années, France-Culture sonorise quatre lieux chaque été en Avignon. Cette année, le Festival devra se passer de l'auditorium et du studio de France-Culture... par manque de matériel.



Yves Jaigu, le nouveau directeur de France-Culture, a récemment convoqué la presse pour parler des « grands changements » de sa chaîne : poudre aux yeux ! En réalité, sa nouvelle grille ne comporte aucune nouveauté notable ; il s'est simplement contenté d'articuler différemment les anciennes émissions et d'économiser sur le nombre des praticiens ! « La réforme de France-Culture, dit un réalisateur, cela se résume assez bien : 60 % d'entre nous touchent désormais les Assedic. » Le comble est atteint au « journal » de France-Culture. Il ne reste plus pour l'assumer que deux journalistes dont l'un doit passer plusieurs heures par jour à trier des dépêches...

Tout cela n'est qu'un début ; dans certaines conversations privées, de Broglie, adjoint de Baudrier et directeur de Radio-France, ne s'en est pas caché : « En juin ou juillet prochain, il faudra à nouveau procéder à des licenciements. » L'explication est simple : dans le meilleur des cas, l'enveloppe budgétaire de Radio-France permettra de tenir 7 ou 8 mois. Jusqu'à nouvel ordre, une année en comporte 12...

L'avenir n'est malheureusement que trop prévisible : ne pouvant tailler dans le domaine de l'information, déjà réduite à la portion congrue, les géomètres de Radio-France vont trancher dans le vif de la programmation. Sous prétexte de « changer la grille », on procédera alors à la suppression des émissions qui demandent enregistrement et fabrication, on les remplacera par un animateur qui présentera une quinzaine de disques à l'heure. Par exemple, on demandera à Claude Villers de se mettre sur un nouveau projet et on mettra en lieu et tranche horaire de « Pas de panique » une émission « hit-parade » dans le style si cher aux postes périphériques...

L'avenir est gris, pour ne pas dire noir. Et déjà, dans les couloirs, on se demande sur quel écueil Baudrier va aller s'échouer : la privatisation ou l'introduction de la publicité privée sur les ondes d'Etat ? La loi ne le permet pas, répondra-t-on. Mais le statut de monopole de l'O.r.t.f. portait-il en ses textes l'éclatement de l'Office ? Malheureusement, la grande braderie continuera. Seule sa forme demeure inconnue. Jacqueline Baudrier n'en est qu'au début de ses mésaventures.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Les pschitt inquiétants de Perrier

Radio-France s'est trouvé un homme à poigne pour diriger ses journaux : Jacques Perrier, nouveau rédacteur en chef de l'Information. Cet ancien réalisateur des journaux électoraux de la majorité est le parfait symbole du système Ponia.

« Jacques Perrier est chargé de diriger la fabrication des journaux quotidiens. Il réunit les conférences nécessaires à cet effet. » En définissant ainsi, dans une note de service du 17 février 1975, les attributions d'un de ses deux rédacteurs en chef, le directeur de l'Information de Radio-France, Michel Péricard, annonce le premier résultat d'un combat inégal : celui qui a opposé Perrier, depuis la création de Radio-France en janvier dernier, à son homologue Robert West, véritable professionnel de la radio, gréviste en Mai 68 et fondateur du journal parlé de France-Culture.

Descentes de nuit à la rédaction de France-Inter, envois de lettres d'avertissement aux journalistes, etc. En trois mois, Perrier a parfaitement défini dans la pratique le style qu'il entend donner à l'information radio. Eventuellement par méthodes fortes : « Moi, je suis ici pour botter le derrière des journalistes ».

Il faut reconnaître que la carrière de Perrier parle pour lui. En une vingtaine d'années, il a su naviguer entre l'extrême droite et l'extrême centre. « Paris-Presse », puis « l'Aurore ». Des passages, plutôt rapides d'ailleurs, à « Minute », « France-Dimanche » et « l'Express-Rhône-Alpes » entre 1969 et 1971. « L'Express », enfin, jusqu'à sa nomination à Radio-France.

Journaliste, Perrier se veut aussi militant politique. Le 30 mai 1968, il quitte la rédaction de l'« Aurore » pour se montrer dans les rangs de la manifestation gaulliste des Champs-Elysées. Sévère, mais non cruelle, la direction de « l'Aurore » le licencie alors avec de substantielles indemnités.

Pendant quelques mois, il devient alors responsable du service reportages à « Minute » — avant de céder sa place en août 1969 à Jean Mabire, qui s'est rendu célèbre en écrivant des ouvrages sur les Waffen-S.S. Un passage discret : si son nom est cité dans l'organigramme de cet hebdomadaire d'extrême droite, Perrier n'y signe pas d'article. La presse à scandale, dont il garde un bon souvenir si l'on en juge par le nouveau ton qu'il impose à Radio-France, ne le retient que quelques semaines à « France-Dimanche ». En 1971, Perrier devient chef des informations de « l'Express ». En juillet 1974, Perrier manifeste son intérêt pour la télévision. Dans l'hebdomadaire de J.J.S.S., il consacre une série d'articles à la réforme de l'Office, où il reprend les thèses de Denis Baudouin, patron de la délégation ministérielle à l'Information, et d'André Mousset, chef du service de presse de Michel Poniatowski.

Le flirt de Perrier avec la majorité ne date d'ailleurs pas d'hier. Déjà, alors qu'il travaillait à « l'Aurore », il avait fondé une éphémère société, Promo-Presse-Industrie. Les deux autres créateurs : un certain Tabary et Jean-Claude Goudeau, qui travaillent actuellement à « Minute ». Parmi les activités les plus remarquées de cette société : la réalisation de journaux électoraux. En particulier pour Pierre Ribes, ancien trésorier de l'U.d.r., Alain Griotteray, P.d.g. des aspirateurs Tornado et ancien député Républicain Indépendant, Albin Chalandon, ancien employé de Marcel Dassault et secrétaire général adjoint de l'U.d.r., et bien entendu Achille Peretti.

Cette forme de journalisme a ouvert presque toutes les portes à Perrier. Aujourd'hui, de cet homme qui se dit à Radio-France « sans passé », le Pouvoir n'a décidément rien à redouter. Si ce n'est des excès de zèle.

CATHERINE SEGEAIS

UNE REVOLUTION DE PAYSANS

Guinée-Bissau

De notre envoyé spécial

« La lutte armée, c'était tout de même plus simple. » Bafata, 9 000 habitants, une des « grandes villes » de Guinée-Bissau, s'étend à nos pieds. Dans la résidence du jeune « gouverneur », le va-et-vient ne cessera pas. La petite heure d'entretien qui m'est accordée sera interrompue par la visite inopinée d'un ministre, les salutations de deux chefs de village, les réclamations de trois villageoises, le défilé ininterrompu de militaires porteurs d'affiches, de tracts, d'armes. Seul le téléphone se taira.

« Jusqu'au 25 avril dernier, l'essentiel était de se battre. Mieux que les autres. Dans les zones libérées, tout se passait simplement. On discutait, on décidait, on exécutait. Ici... » Le regard du gouverneur se voile. A Bafata, il a « découvert » la politique. Ici, il faut gouverner avec les « autres », décider en tenant compte d'eux, convaincre. Et c'est souvent plus difficile que de se battre.

Mais les civils-militaires du P.a.i.g.c. qui ont pris en charge la Guinée-Bissau « tâtonnent » moins qu'ils ne le disent. La notion de Parti-Etat, le rôle des militants qui peuvent alternativement être des militants politiques « classiques », des « fonctionnaires », des militaires, donnent au jeune Etat une efficacité peu commune.

Le soir du 24 avril 1974 lorsque, sur Radio-Club, la chanson « Grandola Vila Morena » mit en route les éléments du M.f.a. qui allaient faire basculer dans la nuit 50 ans de fascisme, les dirigeants du P.a.i.g.c. ne s'attendaient pas à diriger effectivement l'ensemble de leur pays quelques mois plus tard. Qui plus est, un certain scepticisme à l'égard du M.f.a. et surtout du général Antonio Spinola semblait freiner les négociations. Et après le succès de celles-ci, lorsque, le 10 septembre, Spinola signe l'acte de reconnaissance de l'indépendance, les Guinéens ne semblent pas y accorder une grande importance. C'est le 23 septembre, à Madina do Boé, la capitale des territoires libérés, que le P.a.i.g.c. fêtera non pas l'indépendance, mais le premier anniversaire de celle déclarée unilatéralement le 23 septembre 1973. Et, du 25 Avril au départ des dernières troupes portugaises, le 15 octobre, le P.a.i.g.c. se prépara à passer de la direction d'une partie du pays au pays tout entier.

« On a beau avoir prévu cela depuis longtemps, avoir fait des plans, préparé des hommes, savoir que le pays est petit et que les problèmes ne seront pas multipliés par la distance ou le nombre, lorsque l'on se retrouve avec la responsabilité d'un secteur, derrière son bureau, sans administration, occupé à faire le bilan, à forger les outils nécessaires — les structures et les hommes — et à parer au plus pressé, c'est-à-dire à nourrir les Guinéens, on s'aperçoit que l'on n'a pas tout prévu. Loin de là ! » Le « commissaire » — c'est le titre des ministres — du Commerce a ses bureaux tout près du port. Un port désuet, ne pouvant recevoir que deux navires en même temps. Tout au bout du seul ponton du plus grand port de la jeune République, deux bateaux déchargent leur cargaison. L'un est soviétique, l'autre cubain. « Dès mon arrivée ici, j'ai dû faire venir du riz, du sucre, de l'huile. Pour faire la soudure. Heureusement que nous avions, à Conakry, des stocks. Sans cela... »

De fait, les premières décisions ne se sont pas limitées à assurer le ravitaillement des populations. Le P.a.i.g.c., s'il avait à résoudre des problèmes « énormes », en avait déjà résolu quelques-uns. Et, tout d'abord, celui des institutions. S'appuyant sur une pratique prolongée dans les zones rurales, « les commissaires » sont arrivés à Bissau bien décidés à « briser l'appareil d'Etat » mis en place par les Portugais. Pas question de conserver les institutions de l'ancienne administration coloniale. « D'autres ont été obligés de le faire. Les résultats ont montré à quel point cela peut faire dévier la trajectoire d'une révolution ».

Tout part du village

Détruire les structures existantes et les remplacer par des formes de démocratie mises au point et éprouvées durant les 13 années de lutte armée et surtout depuis 1964, telle fut la première tâche des responsables du P.a.i.g.c. « A vrai dire, explique-t-on à Bissau, l'état lamentable de l'administration coloniale nous a aidés. Nous n'avons pas hérité, comme d'autres pays, d'administrations pléthoriques, de bureaux, d'une hiérarchie. Ici, c'est l'armée portugaise qui gérait tout. L'armée partie, nous avons comblé le vide. Mais d'une manière différente ». Et, dès le premier jour, les dirigeants du nouvel Etat se sont attelés aux objectifs polis durant les années de lutte armée : maîtriser le développement. Première surprise : contrairement aux discours tenu dans les pays accédant à l'indépendance, ici on ne parle pas — ou très peu — d'industrialisation.

Tout part du village pour y revenir. Tout passe par l'agriculture. L'ambition du P.a.i.g.c., c'est tout d'abord de nourrir la Guinée. D'assurer des récoltes de riz, d'arachide, de légumes autosuffisantes. De développer la pêche et l'élevage afin de modifier les habitudes alimentaires. Et de vendre les excédents. La priorité à l'agriculture n'est pas seulement justifiée par des raisons économiques, mais aussi par des raisons politiques. « Ce sont les paysans qui ont supporté le poids de la guerre de libération. Ce sont eux qui ont le niveau de vie le plus bas. Il est donc normal de demander des « sacrifices » aux habitants des villes ». Pas plus que les autres dirigeants, le secrétaire général du P.a.i.g.c., Aristides Pereira, ne cache les objectifs du « Parti-Etat ». Et presque personne ne me parlera d'industrialisation.



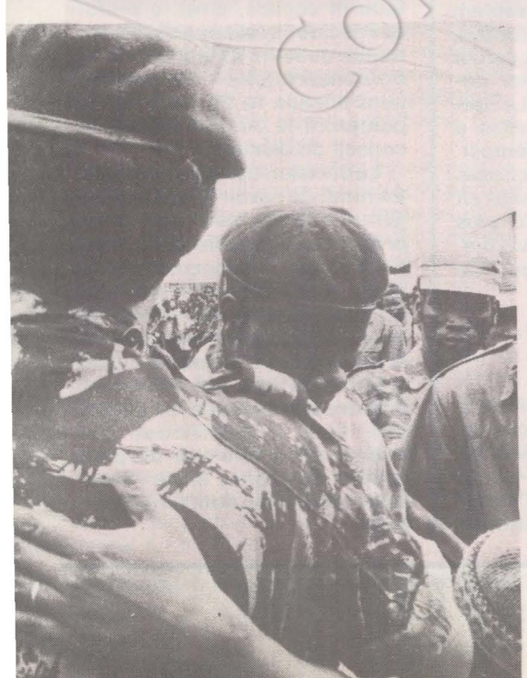




La priorité à l'agriculture n'est pas seulement justifiée par des raisons économiques, mais aussi par des raisons politiques : ce sont les paysans qui ont supporté tout le poids de la guerre de libération, il est normal de demander des « sacrifices » aux citadins.







Sauf au « Grande Hôtel ». Le « Grande Hôtel » est le lieu de rencontre des étrangers. Ils y dorment, mangent, parlent. Hommes d'affaires libanais, ingénieurs suédois ou anglais, médecins yougoslaves et portugais, journalistes soviétiques, fonctionnaires internationaux, plus tous ceux qui sont là sans que l'on sache trop pourquoi. Et un Japonais. Lui vient pour la pêche. Il est prêt à livrer des bateaux et des usines de transformation ou, tout simplement, obtenir un droit de pêche.

Jadis le pillage

Un des sous-commissaires à l'Agriculture est installé dans une caserne. Ses services n'occupent que quelques bureaux. Ses adjoints tentent de dresser le bilan de l'agriculture guinéenne : « Il y a très peu de statistiques. Et la guerre n'explique pas tout. Les colonnes de chiffres dans lesquels nous essayons de lire le passé de notre Etat ont été établies à Lisbonne. Il y a des lacunes énormes. » Mais les adjoints de Samba Lamine sont confiants. « Ici la terre est bonne, il y a du soleil et de l'eau. Cette année, nous serons autosuffisants en riz et en arachide. Puis nous pourrons exporter. »

Mais, dans ce domaine, c'est surtout grâce au bois que les Guinéens espèrent se procurer les devises nécessaires. C'est en examinant avec le commissaire au Commerce les bilans publiés a Lisbonne que j'ai mesuré ce que signifie, en termes financiers, l'exploitation coloniale. Les derniers chiffres connus étaient ceux de 1972. A lire les résultats de la balance commerciale, la Guinée-Bissau n'est pas un pays viable. Seulement... Seulement, la Guinée ne pouvait vendre ou acheter qu'au Portugal. Les grandes firmes portugaises achetaient à leurs filiales guinéennes des produits comme le bois à des prix défiant toute concurrence. Pour le bois, par exemple, le prix d'achat moyen était inférieur au cinquième du prix moyen international. Ce n'est que lorsque ce bois était revendu, depuis Lisbonne, qu'il retrouvait un prix normal. Et ce pillage — il n'y a pas d'autre mot — s'accompagnait d'importations n'ayant rien à voir avec les besoins du pays. En 1972, « la Guinée » avait importé 18 000 postes de télévision. Or il n'y a pas de stations de T.v. en Guinée ! Ces postes étaient vendus aux militaires qui les emportaient au Portugal à la fin de « leur temps ». Ce qui explique que, cette année-là, les exportations n'aient été que de 66 millions d'escudos et que les importations se soient élevées à 791 millions.

« Ces chiffres prouvent une seule chose : le capitalisme portugais pillait le pays. Mais ils n'ont aucune réalité. D'autant que, dans les importations, il y a l'huile, par exemple ». Et le commissaire au Commerce allait me raconter une drôle d'histoire. La Guinée produit de l'arachide ; c'est même une de ses principales productions. Et l'huile d'arachide est couramment utilisée par la population. Il y a longtemps de cela, un industriel portugais avait installé une huilerie. Mais cela limitait les bénéfices. Alors, l'usine « tomba en panne ». Et il n'y avait rien à faire. La production d'huile tomba à zéro. La seule solution trouvée fut d'expédier les arachides au Portugal, de fabriquer l'huile là-bas, puis de l'importer en Guinée. Le capitalisme portugais, n'étant pas un « grand » capitalisme, avait trouvé là un moyen d'accroître ses bénéfices. Il y avait le transport, les taxes, etc. Une fois l'indépendance acquise, les responsables du P.a.i.g.c. allèrent à l'usine. Là, le directeur et les ouvriers leur expliquèrent qu'il y avait effectivement une panne. Mais qu'en deux semaines elle pouvait être réparée. Aujourd'hui, la Guinée-Bissau produit son huile.

Le passé a d'autres contraintes. Plus pesantes. Le pays n'a pratiquement pas de routes, mais des pistes, qui mettent à mal les véhicules produits pour rouler sur du macadam. Le réseau sanitaire est pratiquement inexistant. Au « Grande Hôtel », il y avait des médecins. Parmi eux, des Portugais. Ils étaient venus en remplacement des médecins militaires portugais. Il n'y avait, le 25 Avril, qu'un seul hôpital civil et 93 médecins pour tout le pays. Sur ces 93, 90 étaient des militaires ; sur les 3 civils, un était gravement malade. Le 15 octobre, après le départ du dernier militaire portugais, il ne restait donc en Guinée-Bissau que 2 médecins. On comprend mieux les difficultés des « jeunes pays » lorsque le problème des cadres se pose à ce point. Car le même mécanisme a joué dans l'enseignement : cette année, la classe terminale du lycée de Bissau est fermée par manque de professeurs. Même chose pour l'aérodrome, la météorologie, les postes, les télécommunications, la banque, le port.

« Nous sommes restés seuls. Mais ce n'est pas ce qui nous gêne ». A Bissau, la formule à la mode, c'est « D'abord compter sur ses propres forces ». Et, dès septembre dernier, des jeunes militaires, ayant suivi les écoles des zones libérées, étaient envoyés à l'étranger « pour apprendre ». Premier départ : 30 jeunes garçons et filles devant devenir techniciens agricoles ou agronomes. Amilcar Cabral, le « père » du P.a.i.g.c., n'était pas agronome pour rien.

Mais, en partant, les militaires portugais n'ont pas emporté dans leurs bagages que les « techniciens » ou les administrateurs. Bissau, la seule grande ville du pays — 80 000 habitants sur 800 000 — a perdu du même coup une partie de sa population. Les « petits Blancs », le plus souvent petits commerçants, n'avaient pas attendu le 25 Avril. Suivant les défaites militaires, la perte des villages ou l'insécurité des petites villes de l'intérieur, une bonne partie de la population blanche avait quitté la Guinée. L'appro-

→

changer la vie quotidienne

REFERENDUMS ATOMISÉS

Dans le domaine de l'énergie nucléaire les référendums se multiplient et ne se ressemblent pas. Alors que les habitants de Port-la-Nouvelle rejetaient à une écrasante majorité (1 250 contre 385) l'installation d'une centrale nucléaire sur le territoire de leur commune, ceux de Flamanville l'acceptaient par 428 voix contre 248. Ces résultats, apparemment contradictoires, appellent trois types de réflexions.

En premier lieu ces « consultations » n'ont aucun caractère légal. L'E.d.f. peut, en théorie du moins, très bien installer une centrale à Port-la-Nouvelle et rien du tout à Flamanville. Ensuite, les habitants de Port-la-Nouvelle ont été bien mieux informés sur ces questions nucléaires que ceux de Flamanville. Le débat est en effet engagé depuis deux ans chez les premiers et depuis trois mois chez les seconds. Enfin, il faut souligner que les habitants de Flamanville se sont prononcés sur du vent, puisqu'aucune information sérieuse n'a été donnée par l'E.d.f. Plus que contre la centrale, ils se sont prononcés pour l'emploi et contre le sous-développement croissant de certaines de nos campagnes. Il y a moins d'un mois, ils étaient unanimes à regretter de ne pas pouvoir choisir entre une centrale nucléaire et une usine de savonnettes. Hélas ! les industriels ne s'intéressent pas à ce bout de Cotentin éloigné de tout.

RHIN : LA LUTTE ANTINUCLEAIRE S'ORGANISE

Les centrales nucléaires ont besoin d'eau. De beaucoup d'eau. C'est pourquoi on les implante au bord de la mer ou sur un fleuve au débit abondant et, surtout, régulier. Mais que va-t-il se passer si ce fleuve est en même temps une frontière ? Et si les différents pays frontaliers décident d'implanter « leur » centrale sans tenir compte de ce que feront leurs voisins ?

Réponse : sur le Rhin sont prévues 5 centrales sur la rive française, 6 sur la rive allemande, autant sur la rive suisse, et, plus en aval, un autre chapelet nucléaire encore, allemand et hollandais celui-là. La plaine du Rhin sera alors « nucléarisée » de bout en bout, plus qu'aucune région du monde, peut-être. Rien d'étonnant alors, si dans cette plaine du Rhin, aujourd'hui encore plantée de forêts, de vignobles et de cultures, la réaction « antinucléaire » a atteint un niveau plus élevé que partout ailleurs.

C'est à Wyhl, une petite localité des bords du Rhin située au pied des vignes du Kaiserstuhl, à mi-chemin entre Fribourg-en-Brisgau et Sélestat, que l'on a assisté à la première victoire — encore provisoire — des antinucléaires. Le 18 février dernier, plusieurs centaines de militants étaient parvenus à interrompre les premiers travaux d'une centrale, en se mettant sous les pelles mécaniques et en plantant des tentes devant les bulldozers. Le 23 février, plus de 15 000 manifestants ont réinvesti le terrain, que la police avait repris entretemps. Et, depuis, l'occupation permanente s'organise. Des dizaines de tentes sont dressées, des abris sont construits avec les arbres abattus. Un chapiteau pour les forums et les spectacles est construit. On vient de toute l'Allemagne, d'Alsace et de Suisse.

Le lundi de Pâques, une nouvelle marche internationale a réuni plus de 10 000 personnes. On vient d'apprendre la reprise des travaux sur le chantier de la centrale suisse de Kaiseraugst, à 15 km de Bâle. Le chantier sera occupé le soir même. Pour la Pentecôte, une nouvelle rencontre internationale est prévue, à Fessenheim cette fois, sur la rive française, qui a été en 1971 le point de départ de la lutte antinucléaire et où les travaux de la centrale E.d.f. se poursuivent doucement...

LE POIDS D'UN PROMOTEUR

Vous êtes promoteur. Vous repérez rue Pigalle, à Paris, entourés d'un dispensaire, d'une maison de retraite, d'une crèche municipale, d'un hôpital de jour pour malades nerveux, deux petits immeubles Empire. Ils sont beaux — il y a deux ans, l'administration envisageait une instance de classement au titre des monuments historiques et des sites. Et ils possèdent, quelle chance, une cour. Mais — c'est ridicule au prix du mètre carré — ils n'ont que deux étages. Quelle surface perdue ! Votre cœur saigne. Que ne pourrait-on faire avec tout cela ! Par exemple un bâtiment de huit étages, quatre niveaux de parking souterrain, un rez-de-chaussée commercial. Bref, du fric.

Bien sûr, par deux fois, un permis de construire avait été refusé. Mais, avec du savoir-faire, que n'obtient-on pas ? Lorsque l'on est administrateur d'une demi-douzaine de sociétés, et de surcroît directeur général d'une société condamnée au procès des fausses factures, on sait comment s'y prendre.

L'ennui c'est que les habitants du quartier ne sont pas contents. Une association de défense a lancé une pétition. 2 000 personnes l'ont signée en quelques jours. Elles veulent que les travaux soient stoppés, que les deux immeubles soient classés, que leur quartier demeure « leur » quartier. Le service des Affaires culturelles a suspendu le permis de démolir. Reste à savoir — car les choses ne pourront pas être laissées en l'état — qui « pèsera » le plus lourd. Les habitants du quartier, l'Histoire, ou le promoteur. Ce sera intéressant, non ?

AU NOM DU SABRE

Le 17 mars dernier, arrivent à l'hôpital de Pont-Piétin (Loire-Atlantique) 4 jeunes officiers de Saint-Cyr, venant vivre — sur le tas — une expérience d'initiation « à la vie administrative d'un grand établissement de soin ». Curieusement ils assistent aussitôt aux entretiens malades-médecins, apprennent le nom des malades et se permettent de commenter leur maladie et leurs conditions de vie.

Devant le viol si évident du secret professionnel le plus élémentaire, le syndicat C.g.t. des infirmiers de l'hôpital, ainsi que 7 internes, décident de renvoyer les Saint-Cyriens à leurs chères études. Mais devinez qui sera sanctionné ?

A la demande de la direction de l'hôpital et de la direction départementale de l'Action sanitaire et sociale, c'est le préfet qui décide de suspendre les internes de leurs fonctions « à titre conservatoire ». Ils apprennent ensuite le 29 mars qu'ils passeront le 14 avril devant le conseil de discipline.

La décision des juges permettra lundi de savoir jusqu'où l'ingérance de l'armée dans la vie privée des Français peut aller. En tout cas, la suspension définitive des internes soulèverait un tollé général dans tout le corps médical des Pays de Loire et d'ailleurs. De moins en moins crédible, l'Ordre des médecins prendra-t-il le risque de défendre les 7 internes, ou s'alignera-t-il une fois de plus au nom du sabre... après l'avoir fait si souvent au nom du goupillon ?



Port-la-Nouvelle dimanche dernier.

UNE REVOLUTION DE PAYSANS



→

che de l'indépendance a précipité le mouvement. Tous, pourtant, ne sont pas partis. Sur la route de Gabu, j'ai rencontré un jeune Portugais au volant de sa camionnette. Le soir, dans une maison calquée sur les cases — mais ayant l'électricité — il m'expliquait pourquoi il ne partirait pas : « Maintenant, mon pays, c'est ici : j'y suis venu à 14 ans. Au Portugal, je n'avais pas de travail. Ici, j'en ai trouvé. Je me suis marié et j'ai aujourd'hui deux enfants. Les gens du P.a.i.g.c. me connaissent. C'étaient des amis. Non seulement je n'ai rien à craindre, mais ils ont besoin de moi... »

Mansaba. Un gros village, ancienne « place forte » des Portugais. Au moment où nous arrivons, c'est la cérémonie du lever des couleurs. Une quinzaine de militaires, des uniformes de récupération, des armes de toutes sortes. Les enfants du village regardent s'élever leur drapeau. Le jeune lieutenant nous salue, les enfants s'agglutinent autour de nous, regardant l'étranger, le Blanc. Sur tous les visages, des sourires.« La guerre, nous l'avons faite contre le colonialisme portugais. Pas contre les Portugais. Et, tout au long des années de combat, nous avons expliqué à notre peuple que si nous nous battions contre des Blancs, c'était avec des armes que nous avaient données d'autres Blancs. Ce n'est pas la couleur de la peau qui compte », dit le lieutenant.

La parole à tous

Les Cap-Verdiens qui, durant un temps, ont formé l'ossature du P.a.i.g.c. sont des métis. De nombreux responsables militaires font plus aisément penser à des Cubains qu'a des Africains. Grands, barbus, habillés par Cuba, certains y ayant pris le goût du cigare lors d'un voyage — les cadres du P.a.i.g.c. ont énormément voyagé, parlent tous plusieurs langues, ce qui leur donne une assurance et une « ouverture » peu communes pour des guerilleros — ils ont tous des histoires à raconter sur les rencontres, après le 25 Avril, avec leurs « ennemis ». Et tous répètent une phrase de Luis Cabral, le président de la nouvelle République : « Nous avons fait la guerre sans haine, nous la terminons sans haine ».

Qu'il s'agisse de l'armée, omniprésente, ou de la police, discrète, on retrouve partout le même sourire, la même indulgence, la même décontraction. C'est qu'à la rigueur théorique — le P.a.i.g.c. est un des rares « partis » africains à avoir forgé, emprunté disent certains, un corps de doctrine — s'allie la modestie. A vivre durant les années de guerre dans les villages, les responsables ont acquis des « réflexes » qui les démarquent de leurs homologues étrangers. Peu ou pas de barrières hiérarchiques, ici. La parole est à tous. Et il est étonnant de voir un « gouverneur » interpellé dans la rue par un des administrés, un « commissaire » répondre au téléphone ou venir chercher un journaliste à son hôtel.

Mais ce qui impressionne le plus, c'est l'assurance des responsables du « Parti-Etat ». Parti unique par la force des choses, le P.a.i.g.c. a vu disparaître — en y aidant un peu — les mouvements pouvant s'opposer à lui. Le Fling « ne survit qu'à l'étranger ; ici, il ne représente rien », affirment les responsables du P.a.i.g.c. « Bien sûr, ajoutent-ils, il serait ridicule d'affirmer que la totalité des populations de Bissau nous est acquise. Sans parler d'une bourgeoisie nationale, les citadins vivaient « sur » l'armée portugaise. Le parasitisme était de règle. Ils bénéficiaient, par rapport aux paysans vivant en autosuffisance, d'« avantages » certains. On peut discuter ce que valent ces avantages, mais c'est un fait. » Puis il y a les « forces spéciales » qu'avait créées Spinola. Parmi ces Guinéens enrôlés dans l'armée portugaise, il y avait les « commandos ». Quelque 600 mercenaires, bien entraînés, bien payés, appartenant à des ethnies où le P.a.i.g.c. était mal — ou pas — implanté, les Mandingues, les Peulhs. Ce serait des officiers de ces commandos qui auraient préparé le « coup d'Etat » que les autorités de Guinée-Bissau ont annoncé, le 30 mars, avoir déjoué. Le communiqué publié par le sous-commissariat à l'Information précisait que les dirigeants de ce coup manqué « prévoyaient le succès de la tentative du coup d'Etat fasciste du 11 mars au Portugal ».

C'est que les mutations que les nouveaux dirigeants de la Guinée veulent introduire dans leur pays sont de taille. Et que la « bourgeoisie », pour réduite qu'elle soit, ne peut pas accepter, sans réagir, qu'on lui « arrache ses dents ».

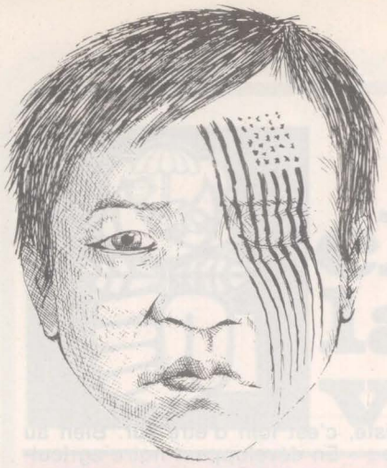
Tout d'abord le commerce extérieur est devenu un monopole d'Etat. C'est l'Etat qui décide ce qu'il faut acheter à l'étranger et fixe le prix de vente au détail. De surcroît, les « magasins du peuple », seul type de commerce existant dans les zones libérées, se sont implantés partout, faisant une concurrence sévère aux commerçants. « Nous ne voulons pas les éliminer, loin de là. Mais nous voulons contrôler notre commerce. A la fois pour que les Guinéens trouvent à des prix compatibles avec leurs revenus les produits de première nécessité, et surtout pour que les revenus de nos ventes à l'étranger ne servent pas à acheter des produits de luxe consommés par une petite minorité ». Le sous-commissaire au Commerce est net. Quelques jours avant, il avait réuni les commerçants de Bissau : « Comprenez : on n'arrivait plus à trouver d'allumettes... Nous ne permettons pas la spéculation. Ou les commerçants jouent le jeu, ou les magasins du peuple les court-circuitent. »

Refusant ce qui fait la force de l'impérialisme — les investissements « productifs », un certain type de consommation, l'octroi de cadres techniques non politisés — les dirigeants guinéens font un pari difficile. « La taille même de notre pays nous aide. Souvent, on a expliqué qu'un pays ne pouvait être viable que si la taille de son marché était suffisante. Est-ce si sûr ? » Pour ce jeune économiste, c'est loin d'être sûr. Bien au contraire : « En développant notre agriculture, en décentralisant l'administration, nous pouvons éviter le dilemme sur le développement qu'ont connu nos voisins. Bien sûr, il faudra industrialiser. Mais pas n'importe comment. Pour les industries agro-alimentaires, il est plus logique, à nous qui avons de la canne à sucre, de construire une usine en accord avec un pays ami qui absorbera le surplus de notre production, plutôt que de jouer le jeu du marché. Quant aux mines, nous ne sommes pas pressés. Aujourd'hui, si nous tentions d'extraire notre bauxite, nous ne pourrions fournir que les O.s. Nous ne voulons pas devenir des collecteurs de plus-value pour des bourgeoisies étrangères. Alors, nous attendons de pouvoir exploiter nous-mêmes nos minerais ».

La tentation d'une certaine autonomie perce sous les discours des dirigeants. Refusant le modèle culturel et le mode de vie occidentaux, le type de développement et, dans une certaine mesure, les rapports hiérarchiques qui « collent » à ce modèle, les Guinéens vont tenter une expérience qui risque d'avoir en Afrique un écho plus important que la taille de leur pays — l'équivalent de la Suisse — ne le laisserait penser. Mais là réside aussi l'écueil. Le colonialisme portugais a coupé ce pays du reste du monde. Pour téléphoner à Dakar ou à Conakry — les capitales des pays limitrophes — il faut passer par Lisbonne.Isolée à une corne de l'Afrique, la Guinée peut trouver dans son isolement une sorte de superbe vertu. Pas forcément bénéfique. Bien sûr, il y a les « amis ». Les Soviétiques, tout d'abord, qui ont, avec les autres pays socialistes, fourni les armes. Puis les Suédois, qui fournissaient nourriture, imprimerie et médicaments. Surtout, il y a le Brésil, singulièrement plus proche — pour l'instant — que l'Afrique.

Le jour où le P.a.i.g.c. a débaptisé toutes les rues de Bissau pour leur donner le nom des nouveaux héros — il faut souvent savoir accélérer l'Histoire — seul un Africain, N'Krumah, et un Latino-Américain, le Che, ont trouvé grâce à leurs yeux. Ce jour-là, Amilcar Cabral, le fondateur du P.a.i.g.c., assassiné deux ans avant à Conakry, entrait dans la légende. Dans toute la Guinée, on célébrait le père, le fondateur et le héros. Les responsables du jeune Etat tressaient la légende, construisaient le culte de la personnalité d'un mort. Afin qu'aucun vivant ne puisse jamais avoir la « première place ». Car c'est aussi cela, les dangers du Pouvoir. Vouloir en avoir plus, vouloir l'avoir seul. Le « culte » d'Amilcar correspond à ce souci : éviter les affrontements qui, trop souvent, ont ensanglanté les « jeunes nations ». C'est l'écueil que veut éviter la Guinée-Bissau. Les liens entre le Parti-Etat et l'armée, le « culte » d'Amilcar, les choix économiques, le lui permettront. Peut-être. Alors, on reparlera de la Guinée-Bissau.

GUY PERRIMOND



LE RAPT DES ORPHELINS

Vietnam

Une des plus cruelles mystifications de la propagande auxquelles on ait jamais assisté semble devoir continuer. Malgré les protestations des bouddhistes, des catholiques, des organisations féminines et des députés de l'opposition, le rapt de milliers de bébés et d'enfants sud-vietnamiens arrachés à leur terre natale, destiné à servir les besoins immédiats de la politique de Washington, va se poursuivre. Les faibles protestations du gouvernement de Saïgon ont été ignorées. « Le spectacle doit continuer... » L'image du président Ford berçant dans ses bras un bébé vietnamien anonyme, afin de montrer que les Etats-Unis n'abandonnent pas leurs alliés, restera certainement dans l'Histoire comme un grand moment d'hypocrisie et de cynisme.

On nous dit que le président Ford est un homme aimable et c'est probablement vrai. Mais quand le Pentagone parle également de préoccupations humanitaires, une autre image revient à l'esprit : celle de mères avec leurs bébés dans les bras répandant leur sang dans les champs de riz de My-Lai ou celle d'enfants terrorisés, fuyant les bombes au napalm.

Les quelque deux cents enfants qui sont morts — personne ne connaît encore le chiffre exact car, selon le récit de témoins, on avait omis de les compter en les attachant au plancher de l'avion Galaxy — et les deux mille autres qui sont partis par avion vers une destination inconnue ont été sacrifiés parce que Ford et Henry Kissinger avaient besoin d'une diversion pour faire oublier à leur opinion publique l'effondrement ahurissant de la stratégie américaine en Indochine. Ce n'est peut-être pas une coïncidence si le palais présidentiel de Thieu a été bombardé, tant l'indignation est grande à Saigon même contre la collaboration apportée par Thieu à l'exportation des orphelins de guerre.

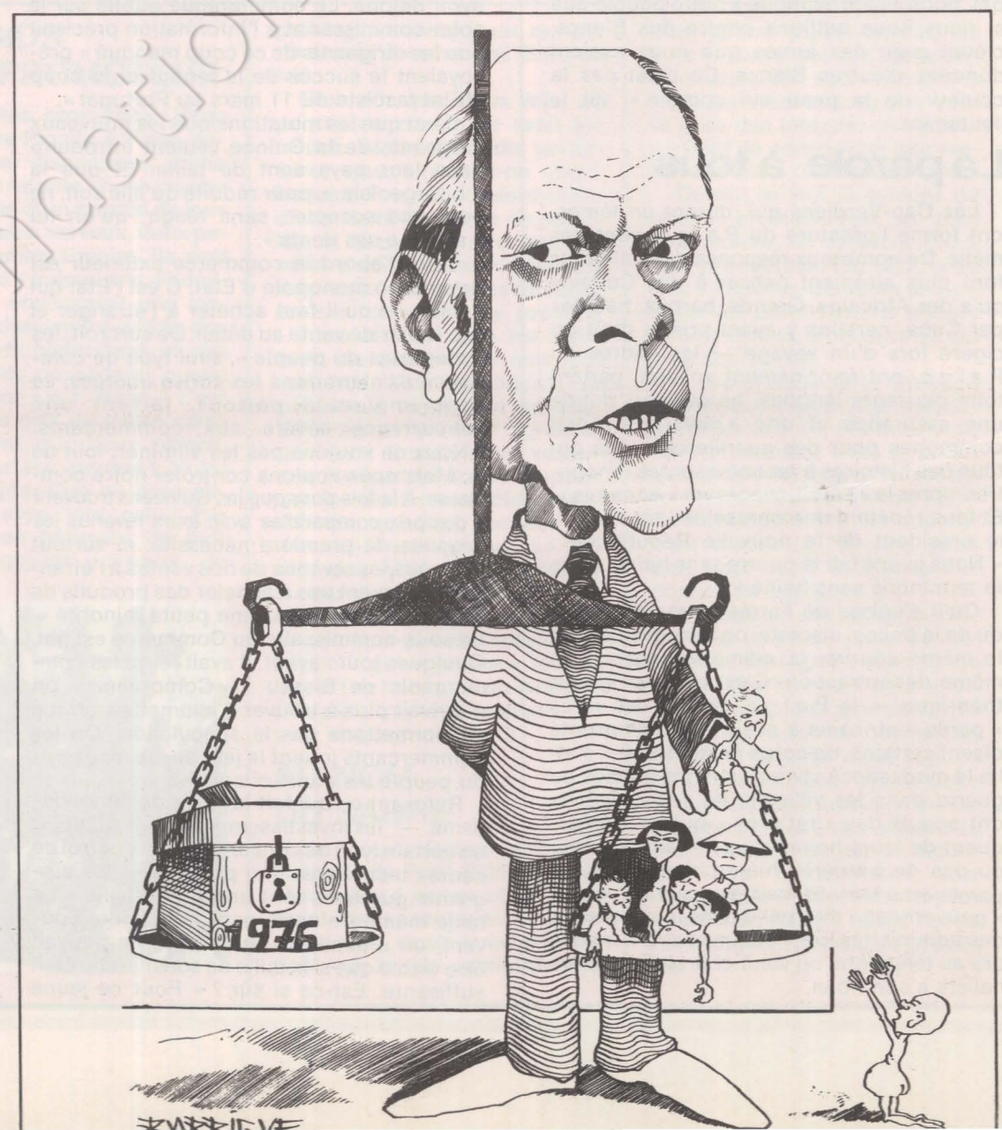
Selon Malcolm Browne, le correspondant du « New York Times », un officier de Saigon aurait ainsi commenté l'accident du Galaxy : « C'est bien de vous voir, vous, Américains, emporter des souvenirs de notre pays en partant. C'est dommage que quelques-uns aient été perdus aujourd'hui, mais nous en avons encore beaucoup ».

Il est intéressant de noter la façon dont s'est développé le scénario de ces vols d'évacuation. Après la chute de Hué entre les mains du G.r.p. et alors qu'une grande bataille semblait se préparer pour Da-Nang, les Américains annoncèrent qu'ils allaient envoyer une force navale pour évacuer de Da-Nang un demi-million de réfugiés sud-vietnamiens « fuyant le communisme ». Mais, au moment où la force d'évacuation arrivait au large de Da-Nang, la ville était déjà tombée, essentiellement de l'intérieur. Il fut alors annoncé que la force d'évacuation avait mis cap au sud, en direction de Qui-Nhon, mais cette cité aussi était déjà tombée avant qu'elle y parvînt. On déclara alors que les bateaux se dirigeaient encore plus au sud vers Nha-Trang et le président Ford, ainsi que Thieu à Saigon, lancèrent un appel à l'aide internationale pour sauver le million ou le million et demi de réfugiés qui tentaient d'échapper à la « terreur » communiste. Une première réponse très prudente du secrétaire général des Nations unies fut suivie d'une seconde démarche des U.s.a. demandant à Kurt Waldheim qu'aucun pays ne vienne gêner l'effort de sauvetage américain. Ce qui aurait signifié, en d'autres termes, une caution des Nations unies à l'intervention militaire américaine pour évacuer le plus grand nombre possible des survivants des six divisions décimées de Saigon. La réponse de Waldheim fut encore plus catégoriquement négative.

Tout d'un coup, d'une émission de radio à l'autre, l'orientation de la propagande américaine, telle qu'elle s'exprimait dans les bulletins de « La Voix de l'Amérique », changea totalement. Les plans d'évacuation furent abandonnés et l'accent mis, à la place, sur le parachutage d'une aide massive médicale et militaire à Saigon. Dans les vingt-quatre heures, le premier Galaxy géant arriva avec quatorze canons de 105 mm. Il n'était pas question de médicaments.

Les horribles scènes de soldats de Thieu prenant d'assaut les bateaux d'évacuation et la vision de ce que les Etats-Unis avaient ainsi créé eux-mêmes au Sud-Vietnam n'étaient certes pas convaincantes pour arracher des crédits militaires supplémentaires au Congrès américain. On laissa donc tomber « les réfugiés fuyant le communisme » en faveur de « Il faut sauver les orphelins », thème émotionnel auquel la générosité américaine ne pouvait manquer d'être sensible. On accrédita l'idée qu'il s'agissait de victimes directes de l'offensive communiste, bébés et enfants dont les parents avaient été abattus par les balles du Vietcong alors qu'ils tentaient de fuir devant l'avance des « hordes nord-vietnamiennes. »

Ford avait besoin d'orphelins le plus rapidement possible. Où pouvait-on les trouver ? Dans les orphelinats américains de



Fondation Pour Lausanne

L'image du président Ford berçant dans ses bras un bébé vietnamien, pour bien montrer que l'Amérique n'abandonne pas ses alliés, restera certainement dans l'Histoire comme un grand moment d'hypocrisie et de cynisme.

Saigon, d'où ils auraient pu être évacués vers les Etats-Unis à n'importe quel moment au cours des dernières années. Fait significatif, c'est le même Galaxy qui avait débarqué les armes destinées à faire de nouveaux orphelins que l'on choisit pour emporter la première fournée d'orphelins vers le lieu où Ford devait les recevoir personnellement. Cela se termina dans une horrible tragédie, mais il fallait encore que ceux qui avaient survécu à l'accident fussent placés dans l'avion suivant, afin que Ford n'attende pas trop longtemps.

La qualité de cet « humanitarisme » peut être appréciée à la lecture d'une dépêche de Malcolm Browne, du « New York Times », datée de Saigon, le 7 avril : « Les règlements américains exigent que, pour être admis aux Etats-Unis, les orphelins aient été placés sous la responsabilité de l'une des sept organisations charitables américaines reconnues au Sud-Vietnam... » Le même journaliste a cité une lettre de l'ambassadeur des Etats-Unis, Graham Martin, un ardent partisan de Thieu et de la poursuite de la guerre à tout prix, adressée à l'ancien Premier ministre Tran Thien Khiem, déclarant que « l'embarquement collectif de ces orphelins et l'exode de millions de réfugiés hors des zones contrôlées par les communistes aideraient à renverser le courant dans l'opinion publique américaine en faveur de la République du Vietnam... » Il n'est donc pas étonnant que les députés de l'opposition aient dénoncé le départ de ces orphelins comme « une tentative indigne d'utiliser les victimes de la guerre à des fins de propagande. » Au total, il s'agit certainement de l'un des épisodes les plus sordides de la longue et peu glorieuse histoire de l'intervention américaine au Vietnam.

A hospitaliser d'urgence

En ce qui concerne l'état de santé des orphelins qui étaient sous la responsabilité exclusive des institutions américaines, le « New York Times », dans un article écrit par son correspondant à San-Francisco, à l'arrivée du premier groupe d'enfants, faisait parler ainsi un médecin américain qui se trouvait à bord de l'avion : « C'est le spectacle le plus incroyable de privations et de maladies que j'ai jamais vu... » Les médecins ont trouvé plusieurs cas de déshydratation, de pneumonies, de diarrhées, de scarlatines et d'autres maladies à virus. Selon des sources américaines, un certain Dr. Stalcup a déclaré, au cours d'une conférence de presse, qu'environ la moitié des enfants devaient être immédiatement hospitalisés. L'« humanitarisme » américain, si rapidement invoqué pour servir les desseins de la Maison Blanche, semble avoir cruellement fait défaut aux institutions de Saigon.

Dans sa déclaration politique en dix points sur l'administration des territoires libérés, le G.r.p. appelle à l'unité de toutes les catégories de la population sans distinction de leur situation sociale ou économique, de leur nationalité, de leur religion ou de leurs tendances politiques, afin qu'elles s'engagent mutuellement à construire une nouvelle vie heureuse. Le point 6 garantit spécialement que « les orphelins, les invalides et les personnes âgées seront entourés de soins particuliers. » Quiconque a visité le Nord-Vietnam ou les zones administrées par le F.n.l. dans le Sud sait que les enfants sont traités comme des « rois ». C'est ce que confirma encore Malcolm Browne en citant un responsable américain à Saigon dans une dépêche du 6 avril : « Les orphelins seront certainement mieux ici avec les communistes qu'avec l'actuel gouvernement de Saigon ».

Une chose est certaine, c'est que le G.r.p. et la République démocratique du Vietnam sont absolument opposés à ce que les orphelins soient enlevés à leur pays pour être adoptés ailleurs, même dans les conditions les plus favorables (il faut rappeler qu'il y eut beaucoup d'offres d'adoptions venant du monde socialiste et d'autres pays durant les bombardements américains sur le Nord-Vietnam). En couvrant du mot « humanitarisme » une telle opération de propagande, le président Ford en a sans aucun doute dévalué la signification.

WILFRED BURCHETT

Solidarité avec le Vietnam

Une semaine après avoir lancé l'opération Fraternité-Vietnam S.o.s., le R.p. Nguyen Dinh Thi pouvait annoncer, dès mardi, le départ d'un avion chargé de médicaments destinés aux zones libérées. En accord avec le gouvernement français et le G.r.p. l'avion a été frêté par l'ensemble des compagnies aéronautiques françaises. Il devait atterrir à Vientiane, d'où les médicaments seront acheminés « par tous les moyens possibles » en direction des zones qui en ont besoin. L'évolution rapide de la situation et l'éloignement empêchaient de prévoir depuis Paris une arrivée à Da-Nang, comme le souhait en avait été manifesté. Il n'est pas encore sûr que les conditions techniques de sécurité soient réunies pour permettre l'atterrissage d'un Boeing 707, alors que tous les techniciens de l'aéroport et surtout ceux de la tour de contrôle ont quitté la ville.

En trois jours ouvrables, Fraternité-Vietnam S.o.s. avait reçu de toute la France et de l'étranger 30 tonnes de médicaments et 350 000 F, plus divers dons en nature. Des collaborations bénévoles leur ont été proposées de toute la France, qui sont d'autant plus utiles que l'opération ne doit pas s'arrêter avec le départ du premier avion.

Les organisateurs considèrent l'envoi rapide de cet avion chargé de médicaments comme un « symbole concret d'espoir » dont les populations vietnamiennes ont aussi grand besoin.

BENOITE GROULT



photo Duriez

Ainsi soit-elle

Je n'avais pas envie d'écrire un roman. Mais un je ne sais quoi. Un livre qui parle des femmes qu'on qualifie de MLF dès qu'elles s'avisent de broncher... Nous vivions comme on nous enseignait de vivre, pensions comme on nous imposait de penser, jouissions comme on nous permettait de jouir... Il faut enfin guérir d'être femme. Non pas d'être née femme, mais d'avoir été élevée femme dans un univers d'hommes. Il faut que les femmes crient aujourd'hui. Pas un cri de haine, à peine un cri de colère. Mais un cri de vie.

BENOITE GROULT *(Extrait)*

grasset

Livres

ADIEU A L'EXIL

de la jeune fille à la femme...

deux livres-témoins :

Dr Marthe Riquier

LES FILLES AUJOURD'HUI

des jeunes filles parlent de...

leur corps, de l'amour, de leur première expérience sexuelle, de la pilule, des parents, de la solitude, de l'autre, du bonheur.

Collection
Orientations
Vie affective et sexuelle.

Michèle Noël

LE COMMERCE DES FEMMES

des femmes parlent de...

leur liberté, leur esclavage, leur solitude, leur joie.. et donnent d'elles une image infiniment plus riche que celle de l'idéologie à la mode.

Collection
Mise en cause.

ARL **casterman**

L'auteur de « Z », Vassilis Vassilikos, parle de l'exil, de la Grèce retrouvée, de son dernier livre « Le monarque » et du nécessaire combat à mener contre ceux qui, après avoir fait le lit du fascisme, sont de nouveau au pouvoir.

Athènes 1966 : le tirage d'un magazine grimpe de semaine en semaine. Les spécialistes de la presse s'étonnent. L'explication est pourtant simple : le succès est dû à la publication d'un feuilleton intitulé « Le journal de Z ». Tout le monde se l'arrache. Savent-ils, ces lecteurs enthousiastes, que la fiction qui les passionne va devenir leur triste réalité dans les mois qui suivent ? Novembre 1966 : « Le journal de Z » paraît en librairie. Un enfant de Salonique en est « l'heureux auteur », Vassilis Vassilikos. Simple prémonition ? Eclair passager de lucidité ? Pourquoi cet écrivain voit-il si noir ? Pourquoi ce peuple se complaît-il dans ce roman si sombre ? Loin de la Grèce, ces questions peuvent alors être posées. En terre hellène, elles sont inutiles. Parce que le peuple et l'écrivain savent. Les réponses sont dans leurs combats quotidiens : Vassilikos a été secrétaire général d'un mouvement de jeunes (de gauche, bien sûr !) ; avant, il avait « fait » les Jeunesses Lambrakis avec Mikis Théodorakis et quelques autres. Le peuple sent la victoire électorale à sa portée. Dans un pays qui a connu la dictature de Melaxas en 1936 et la chasse aux sorcières d'après 1945, un soleil levant qui se profile n'est pas sans jeter quelques raies d'ombre : que va faire la droite ? Et les Etats-Unis ? Ces questions-là, Vassilikos avait su les mettre en évidence, déjà, dans « Le journal de Z ». Ces questions-là, en novembre 1966, la « grande presse » (de droite) athénienne a tenté de les occulter. Quelques mois après, le monde entier a compris pour quelles raisons.

Athènes 1967 : le 21 avril, les colonels prennent le pouvoir. Ce jour-là, précisément, Vassilikos est en route pour Athènes ; son visa expire. C'est en gare de Nuremberg qu'il apprend la terrible nouvelle. Ce soir, il n'ira pas voir le soleil se coucher sur le Pirée. Heureusement pour lui : son nom figure en cinquième position sur la liste dressée par les colonels, la liste des « dangereux marxistes » à arrêter immédiatement. Pour le peuple grec commence une longue nuit. Pour Vassilikos, c'est l'exil : Berlin, Paris, Rome. C'est dans cette prison itinérante qu'il rencontrera Costa Gavras et qu'il adaptera pour le cinéma « Le journal de Z ». Devenu « Z » tout court, ce scénario sera traduit en 32 langues et deviendra le flambeau de la Résistance grecque.

Paris 1975 : Vassilikos fait une courte halte à Paris. Pour parler de son dernier livre, « Le monarque », que publient les éditions Jean-Claude Lattès. Vassilikos vit à nouveau à Athènes. Paris demeure pour lui l'endroit où « Z » lui a échappé : « Au départ, il y avait un événement concret, l'assassinat du député Lambrakis. J'en ai fait un livre, puis un scénario. Puis tout ça m'a dépassé... ». Il dit la même chose dans « Le monarque » : « Il existe un événement réel, que déterre le premier, le deuxième en fait un roman, dont un troisième tire un scénario, qu'un quatrième met en scène pour confier le rôle principal à un cinquième. A chaque niveau, se dressent des groupes de journaux, des maisons d'éditions, des syndicats d'auteurs dramatiques, des agences de metteurs en scène et d'acteurs qui établissent les contacts, des producteurs qui paient, des personnages intermédiaires entre producteurs et bureaux d'exploitation, des intermédiaires d'intermédiaires. Professions parasitaires et, au stade final, tout le monde a oublié quel était l'événement et pourquoi il s'était produit... » Vassilikos a raison : la dernière fois qu'on a bruyamment parlé de « Z » en France, c'est quand sa diffusion à la télévision a déclenché une levée de boucliers des comédiens contre « le petit écran-dévoreur de films » ; qui a alors prononcé le nom de Lambrakis ?

Paris 1975, début avril : Vassilikos parle encore de « Z » qui, paradoxalement, demeure la toile de fond du « Monarque » : « J'ai commencé à publier en 1953 avec « Le récit de Jason ». « Victimes de la paix », sur l'après-guerre en Grèce, et « Hors les



murs », sur le pays en dehors d'Athènes, m'ont logiquement amené à « Z ». En exil, j'ai joué un rôle de témoin avec, entre autres, « Le magnétophone » et « Le café émigrec ». Au total, pour la diaspora provoquée par les colonels, j'ai écrit 17 livres en 5 ans. Je me suis fait colporteur. J'ai édité à mes frais. J'ai vendu moi-même. J'ai même publié deux recueils de Panagoulis... En vérité, je n'ai pu faire cela que grâce à l'argent que j'ai gagné avec « Z »... A un moment donné, il fallait que je fasse le bilan de « Z », que j'analyse sa fonction, que je coupe le cordon ombilical qui m'y reliait. C'était au début de 1974. On pressentait la fin de la dictature. Je me suis mis en congé d'écriture « engagée » pour m'adonner à la politique-fiction, pour sortir de ma propre impasse. Ainsi est né « Le monarque », exercice d'évasion personnelle, mais aussi analyse radiographique de « Z », mais aussi loupe et scalpel scrutant et taillant à même la fonction d'un livre. »

Le roman est volontairement « gros » : un écrivain, lié par contrat, se voit contraint par son éditeur d'écrire la biographie d'un jeune monarque en exil à Rome. Le roi a pour modèle Sihanouk. Ses adversaires veulent le liquider. L'éditeur se frotte les mains d'avance : s'il est tué, le livre se vendra mieux... Comme si « l'editor » de Vassilikos, en 1966, avait souhaité la venue au pouvoir des colonels pour souffler sur les charbons du brûlant « Journal de Z » ! En démontant ce mécanisme, Vassilikos se livre à une véritable autopsie de « Z », roman défunt pour une Grèce d'hier. « Le monarque » est, par la même occasion, un adieu à l'exil.

10 août 1974. En bateau, voguant par Brindisie et Corfou, Vassilikos accoste sur un rivage chéri. Retour anonyme et discret. Loin d'Athènes. Sans téléphoner aux amis, sans susciter d'énormes manifestations sur les aérodromes. Un homme reprend contact avec les hommes de son pays, sans chercher applaudissements ni illusions enivrantes, en voulant réellement se colleter avec des frères inconnus perdus depuis sept années. « J'ai regardé, j'ai parlé. Un cordonnier m'a expliqué que ce sont les gouvernants grecs du moment qui avaient été les hommes de main de la tentative d'assassinat de Makarios à Chypre. J'ai été surpris, ébahi. Dans la rue, les journaux étaient à nouveau libres : chacun marchait en tenant le sien comme une bougie, fièrement et ostensiblement. J'étais suffoqué : après un aussi long silence imposé et organisé, ces gens étaient d'une maturité politique incroyable. Ils discutaient de la fragilité de leur pays sans la protection de Moscou ni celle de l'Otan. Ils s'interrogeaient sur les relations futures avec la Turquie : ces deux peuples, le grec et le turc, ne devraient-ils pas être solidaires ? De notre exil, nous tonnions qu'à peine 10 % de la population était aux côtés des colonels, mais, entre nous, nous nous disions : « Il y en a sûrement 25 % ». Quelle surprise de découvrir qu'à peine 2 % avaient joué la carte du fascisme ! Bien sûr, il n'y a pas eu beaucoup d'actes héroïques, de vraie résistance... mais il n'y a pas eu de collaboration non plus. »

Pour Vassilikos comme pour les autres Grecs, « le joie a duré quatre mois. La déception est venue avec les résultats des élections parlementaires et leurs conséquences : Caramanlis ne constituant pas un gouvernement d'unité nationale, mais dirigeant avec son seul parti. Là, un sentiment de découragement nous a frôlés : la fin des colonels avait remis en selle ceux-là mêmes qui avaient préparé le lit du fascisme dix ans plus tôt. Le fascisme est mort. Mais la droite est encore au pouvoir. Tout est à refaire. » La Grèce en est là **(voir le dernier numéro de « l'Unité »)**. Vassilikos aussi. « Le journal de Z » et ses sombres avertissements est périmé. « Le monarque » est déjà à lire au passé. Un écrivain et un peuple s'attèlent à une tâche difficile : redonner du poids et de la réalité au mot « démocratie ». Ce que Vassilikos énonce à sa façon : « Il appartient à tous d'obliger la droite à se débarrasser de son aile fascisante. Pour cela, il faut en finir avec les attitudes défensives. Il faut que nos actes et nos œuvres deviennent offensifs. »

Quand Vassilikos publiera un nouveau livre, la liberté aura sans doute encore marqué des points à Athènes...

JEAN-PAUL LIEGEOIS

«Mrs Brown de tous les pays, unissez-vous»

Avec bien d'autres choses, l'islamisme noir et le « panthérisme » sont morts. Chant funèbre in memoriam que les professions de foi de Muhammad Ali-Cassius Clay dans « Muhammad Ali the greatest », le film de William Klein *(voir le n° 151 de « l'Unité » :* **le fondateur des Musulmans noirs, Elijah Muhammad, vient de s'éteindre dans une quasi-indifférence. Chant funèbre in memoriam que « Around South Central », court reportage réalisé par Roger Andrieux il y a six ans sur les Panthères noires et diffusé aujourd'hui en première partie de « Mister Brown », du même jeune cinéaste français : les Black Panthers ont presque disparu — partie sous les coups de la répression, partie dans l'impasse politique de leur stratégie — et avec elles le radicalisme noir. Eldrige Cleaver est en exil, Le Roi Jones autocritique ses thèses nationalistes de naguère, Angela Davis publie ses Mémoires, l'African Bookstore de Harlem ferme ses portes...**

Pourquoi ? Le problème noir aux Etats-Unis aurait-il cessé d'en être un ? En aucun cas : l'intégration n'a pas fait de plus grands pas que les conditions d'existence de la minorité négro-américaine. Le « mister Brown » du film de René Andrieux va très vite s'en apercevoir. Petit boulanger du Sud, il arrive dans la grande cité, Los Angeles, tout confiant dans les « valeurs » américaines : ne lui a-t-on pas dit que tout le monde, pour peu qu'il soit entreprenant, avait droit à une part du gâteau de l'abondance ? Entreprenant, il l'est, et bon artisan. Trop bon, même : son bricheton croustillant ne fait pas le poids, dans les habitudes des consommateurs de la ville, face au « pain » conditionné sous cellophane des grands magasins. Ni son ardeur au travail face aux diktats des banques de crédit — l'argent ne va qu'à l'argent...

George Brown peut bien quelque temps sauver la face, quitte à se faire taxer d'oncletomisme (adoption par un Noir des schémas idéologiques blancs) ; il peut bien faire semblant d'ignorer le regard de plus en plus accusateur de son jeune fils, qui traîne dans le ghetto et y découvre d'autres vérités ; il peut bien aller se tremper le dimanche au sanctuaire du mercantilisme et du matraquage publicitaire, Disneyland ; rien de cela ne suffit : à la fin du film, Mister Brown le boulanger n'est plus que l'éboueur Brown — le métier type du Noir sans qualification — et le Rêve américain s'écroule. En quelques jours, Brown a tout découvert pêle-mêle : la cruauté du capitalisme, l'aliénation supplémentaire du rural transplanté en milieu urbain, le mirage de l'intégration raciale, la vanité de la recherche d'un salut individuel, le cours impitoyable des rapports de production... Bref, le malheur prolétaire tout autant que le malheur d'être Noir.

Même si ce terme abrupt jure avec une œuvre chaleureuse, jamais appuyée, c'est bien d'une prise de conscience qu'il s'agit : « Les problèmes économiques, les problèmes de classe dépassent les questions raciales », commente Roger Andrieux lui-même. De ce point de vue, la justesse de « Mister Brown », qui peut étonner venant d'un Français, ne s'explique pas seulement par le fait que Roger Andrieux a travaillé outre-Atlantique des années durant ; c'est aussi qu'il existe plus d'un trait commun entre le Louisiannais prolétarisé dans le Nord ou l'Ouest et, par exemple, le petit provincial, pauvre et exilé, de « Lo pais ».

Il semble qu'actuellement la communauté noire américaine entre dans une nouvelle phase de son Histoire. Malgré des succès incontestables sur le plan juridique, la phase « droits civiques » avait vite atteint les limites d'organisations qui n'étaient que des groupes de pression. A son tour, la période de révolte que fut le radicalisme violent des années 60 a apporté un acquis irréversible — la fierté d'être Noir et ce que Gilbert Grellet et Pierre Lesourd nomment « un fond de politisation ethnique » — mais s'est éteinte dans l'épuisement et l'oubli. Aujourd'hui, parfois avec l'appui d'un nouvel électorat blanc, des Noirs s'emparent de vice-présidences d'Etat (Californie, Colorado) et de municipalités importantes (Los Angeles, Atlanta, Washington, Newark), cependant qu'un des leurs est nommé au gouvernement, au poste de secrétaire au Travail. C'est un peut tôt encore pour dire s'il s'agit du simple jeu d'une fraction « politicienne », ou si cette stratégie électorale peut rejoindre un combat plus large où d'innombrables misters Brown aux yeux dessillés placeraient — comme cela a été souhaité récemment à l'« Assemblée nationale noire » — leur action sous le signe du refus de l'exploitation. Et sous celui de la lutte des classes.

Celle-ci, à elle seule, ne peut résoudre de si tôt la question noire. Mais il n'est pas mauvais, après les excès romantiques du « nationalisme » noir des années 60, que soit rappelé, comme dans le film de Roger Andrieux, que la lutte de race ne mène à rien indépendamment de la lutte des classes.

SERGE RICHARD

Roger Andrieux : « Mister Brown » (musique du bluesman John Lee Hooker) et « Around South Central » ; William Klein : « Muhammad Ali the greatest ».

BONS BAISERS DE MOSCOU

« J'étais à seize mille lieues de ma naissance J'étais à Moscou dans la ville des mille et trois clochers et des sept gares » (Blaise Cendrars).

Le matin, on les distingue difficilement des habitants de Moscou ; le soir, on les reconnaît à leurs nombreux et encombrants paquets mal ficelés. Ils envahissent les gares et les aéroports, fichus paysans, bottes de feutre et vestes ouatinées l'hiver ; robes de cotonnade aux couleurs voyantes, chemises ouvertes, l'été. Ils s'assoient n'importe où, les banquettes des salles d'attente sont prises d'assaut, les enfants braillent, on saucissonne, lie conversation et on chante. Ainsi l'une des grandes capitales du monde est-elle aussi « Moscou la provinciale » : ils sont chaque jour un million de provinciaux à y venir pour affaires ou pour y effectuer leurs achats au grand magasin du centre, le Goum — avant de repartir le soir, qui en train vers son kolkhoze à une centaine de kilomètres, qui en avion vers Rostov sur le Don ou vers Tachkent.

Moscou a expédié ces « touristes » d'un jour. Les magasins se sont vidés, les théâtres, les cinémas et les restaurants se sont remplis. L'été, les parcs attirent promeneurs et danseurs aux sons d'un jazz international. Pour une place de théâtre ou pour une table dans un restaurant réputé, il a fallu faire la queue. Quand enfin on est arrivé au but, comment ne pas y prendre plaisir ?

Dans les grands restaurants et les hôtels, on retrouve des « provinciaux » venus dans la capitale en « komandirovka ». Car Moscou est le centre administratif le plus important de l'Union soviétique : 250 000 employés travaillent dans ses administrations. C'est de Moscou que partent les directives gouvernementales à l'échelle de l'Union. C'est à Moscou qu'on vient rendre des comptes, de Tbilissi ou de Riga. Comme capitale de l'immense Fédération de Russie, elle abrite à côté du Soviet suprême de l'Union, celui de la R.f.s.s.r. et ses ministères qui commandent jusqu'à Vladivostok, organisant toute la mise en valeur de la Sibérie (**voir le reportage de « l'Unité », en Sibérie, n° 100 n° 101).**

Si l'on excepte les « provinciaux », la foule moscovite est une foule à l'allure de plus en plus « petite-bourgeoise ». De mieux en mieux vêtue, de mieux en mieux chaussée — production soviétique ou importation. Bien malin celui qui y distinguerait un médecin d'un ouvrier ; le second est la plupart du temps mieux payé que l'autre. L'échelle des salaires étant réduite, les magasins de luxe n'existant pas, la foule est uniforme. Peut-être est-ce pour cela qu'on l'a dite triste. Elle ne m'a jamais semblé triste ; moins pressée que la foule parisienne, elle est aux aguets de la consommation, elle se bouscule jusque dans les plus petits magasins, joue des coudes. De temps à autre, des files d'attente se forment qui s'allongent très rapidement. On interroge quelqu'un qui fait la queue : « Pourquoi ? ». Bien souvent, il (ou elle) ne sait pas encore. Mais il y a sûrement quelque chose de nouveau à acheter. Alors, autant faire la queue parce que demain on ne le trouvera plus et on achète même si on n'en a pas besoin immédiatement. En prévision. Toujours cette peur de manquer : les temps de pénurie ne sont pas encore si lointains.

En février 1973, on trouvait très difficilement des oranges à Moscou. Des queues interminables se formaient dès qu'elles apparaissaient dans un magasin ou dans ces petits kiosques à l'enseigne « Fruits-légumes ». On raconte même que des Géorgiens malins — c'est presque un pléonasme, parce que pour les Moscovites les Géorgiens sont forcément malins — arrivaient dans la capitale avec quelques kilos des précieux fruits et les vendaient un rouble pièce aux portes des hôpitaux. Cet hiver, il y avait abondance d'oranges et de pamplemousses tous les jours et partout.

Mais l'approvisionnement reste encore la difficulté majeure de la ménagère soviétique. Si la viande, les poissons fumés, les laitages et l'épicerie, en général, se trouvent tous les jours et dans tous les quartiers, en abondance et souvent d'excellente qualité, il n'en est pas de même pour les œufs, les volailles, le poisson frais et, en hiver, les légumes verts et les fruits frais. Alors quelle maîtresse de maison consciencieuse oublierait d'emporter un filet dans son sac à main, en allant à son travail ? Qui sait si, en chemin, une occasion ne se présentera pas ? Car si à Moscou on peut tout trouver, il faut savoir où et quand. Heureusement, dans la capitale soviétique, le « téléphone arabe » fonctionne aussi bien que l'autre.

Le domaine des enfants

Les magasins de vêtements et de nouveautés sont aujourd'hui plus assaillis que les magasins d'alimentation. Les vendeuses, qui sont en général bien peu aimables, ont quelques excuses : pressées de tous côtés par une foule indisciplinée et excitée par les achats qu'elle va faire, elles répondaient, jusqu'il y a peu de temps : « Il n'y en a pas ! » Pas de taille 38 ou pas de taille 44, pas de bleu ou plus de rose. Si les choses s'améliorent dans l'absolu, l'appétit de consommation des Moscovites augmentant, comme la distribution ne suit pas la production et ne précède pas la consommation, il y a constamment foule dans les magasins, toujours à la limite d'une rupture de stock. On prétend que certaines de ces vendeuses si peu amènes n'hésitent pas à arrondir leurs fins de mois en conservant sous le comptoir de la marchandise pour certains clients, marchandise qu'elles refusent à d'autres. Depuis quelques temps, on constate le phénomène suivant : certains rayons sont pleins, des articles s'entassent sans espoir d'être vendus, malgré les soldes de fin de saison. Personne n'en veut : articles démodés ou de mauvaise qualité. La clientèle devient difficile. Il ne s'agit plus pour l'Etat de fournir des chaussures en quantité, il faut qu'elles correspondent au goût des gens et qu'elles soient de qualité.

Capitale de la mode soviétique, c'est Moscou, autour de Kouznetski Most, le Faubourg Saint-Honoré moscovite, qui donne le ton. Le prêt-à-porter a fait des progrès considérables. Si, pour une Parisienne, il est toujours assez inélégant, on se doit de dire qu'il y a de plus en plus de recherche dans la coupe et les coloris. La qualité des étoffes, aussi, s'améliore. Quant à la lingerie de nylon, difficile à trouver couramment, chère et particulièrement laide il y a quelques années, elle est devenue un article de consommation courante, bon marché et un peu plus jolie. Des magasins de prêt-à-porter s'ouvrent un peu partout dans les nouveaux quartiers. Ils n'ont pas encore détrôné les « ateliers » ou entreprises de couturières.



Mais, à Moscou, ce que les femmes réclament à cor et à cri, c'est l'augmentation, la bonne gestion et une implantation judicieuse des services. On ne comptait en 1972 que 642 salons de coiffure pour 7,3 millions d'habitants. Depuis 1971, on a ouvert 1 200 entreprises de services (restaurants, blanchisseries, pressing, cordonneries, coiffeurs, cantines, etc.).

Les maisons de services offrent aussi des peintres, des plombiers et autres artisans, mais on m'a assuré qu'il ne fallait pas tenter de faire repeindre son appartement l'été — c'est la pleine saison pour ces services — à moins de réserver des mois à l'avance. Jusqu'il y a peu de temps, les Moscovites achetaient leurs meubles dans les magasins où on leur vendait obligatoirement tout un ensemble appelé ici « garnitoura », assez laid en général ; depuis quelque temps, les entreprises de services offrent — innovation moscovite encore — de fabriquer les meubles selon le désir du client. Si le problème de l'approvisionnement alourdit singulièrement la tâche d'une ménagère moscovite par rapport à celle d'une ménagère occidentale, sa journée est plus facile en ce qui concerne les enfants. Les jardins d'enfants et les crèches, bien qu'encore insuffisants (13 600), sont nombreux, les camps de pionniers qui fonctionnent l'été dans la capitale, les divers clubs enfantins, l'enseignement artistique, les clubs sportifs ne laissent jamais les enfants livrés à eux-mêmes. Au parc Sokolniki, la cité des enfants, qui est comme un parc dans le parc, est ouverte toute l'année. Dans la Maison des enfants fonctionnent notamment un « studio » des beaux-arts, un « studio » des jeunes horticulteurs. On y trouve aussi une salle pour la danse classique, des salles de musique et un cercle de travaux manuels. A la veille de la nouvelle année, les enfants préparent la décoration de l'arbre du Nouvel An — Noël n'est pas fêté, ici, du moins officiellement — un sapin de 15 mètres de hauteur dans le parc.

Presque toutes les femmes travaillent : un seul salaire dans un ménage serait insuffisant et à Moscou, peut-être plus que dans toute autre ville de l'Union, on manque de main-d'œuvre, même si pour un Occidental, il semble y avoir pléthore de personnel. Comment pouvons-nous comprendre que deux femmes de ménage sont nécessaires pendant deux heures pour nettoyer 20 mètres de tapis ?

A cinquante-cinq ans, au plus tard, en Union soviétique, les femmes prennent leur retraite. Certaines élèvent leurs jeunes petits-enfants comme cette troupe en noir près de l'étang des Patriarches qui crie et qui rit en face d'une autre troupe, des bambins cette fois, qui joue dans la neige. D'autres continuent à travailler, à mi-temps, occupant de petits emplois dans les musées, les hôtels ou les bibliothèques, bénéficiant ainsi de leur salaire et de leur retraite : on manque de main-d'œuvre. Ce manque de main-d'œuvre, on le ressent dans la rue, dans la vie de tous les jours : des femmes balaient la chaussée, entretiennent les squares, sont peintres en bâtiment, maçons, éboueurs, vieille habitude des temps de guerre et d'après-guerre. Et, ici, aussi les femmes sont souvent moins qualifiées professionnellement que les hommes. Mais le rythme de travail, le rythme de vie est plus lent, pas de

→



Skieurs à une quarantaine de kilomètres de Moscou.



Ecole des grand-mères.

cadences rapides, à plus forte raison infernales. « ici, on a le temps d'aimer et le temps de haïr », me disait le correspondant d'un grand journal français.

Les vieilles femmes sont la principale clientèle des églises de Moscou, du moins de celles qui n'ont pas été transformées en musée et sont ouvertes au culte. L'Eglise orthodoxe depuis qu'elle demanda pendant la dernière guerre à ses fidèles de soutenir le gouvernement des Soviets contre l'envahisseur allemand, est respectée, écoutée, riche, et ne subit aucune persécution. Les lieux de culte sont fréquentés par les grand-mères qui font — entre autres — baptiser les jeunes enfants, plus ou moins en cachette des parents, mais aussi par des jeunes hommes et femmes. On assure que la jeunesse serait de plus en plus attirée par la religion. Kolominskoïé par une belle journée d'hiver : l'enceinte de l'ancien palais des tsars avec ses admirables églises, décor où Eisenstein tourna « Ivan le Terrible ». L'une est ouverte dans ce lointain faubourg, au bord de la Moskova. Propreté, chaleur, richesse des icônes. Dans le corridor qui mène au lieu saint, le mendiant traditionnel aussi correctement vêtu que n'importe quel autre Moscovite, un homme âgé qui fait son salut sur terre en implorant la charité. Une cérémonie se déroule dans une chapelle latérale : de vieilles femmes en noir, mais aussi des jeunes, les lèvres fardées, des hommes avec un cartable à la main. Les vieilles dévôtes vendent et allument des cierges. Ce sont peut-être les mêmes qui, ce soir, assisteront aux cours de l'école des grands-mères, instiués à Moscou pour recycler ces femmes âgées dans l'éducation de leurs petits-enfants.

Première ville universitaire de l'U.r.s.s. avec 200 000 étudiants dans ses facultés et 80 000 étudiants dans ses différents instituts, Moscou est aussi l'une des premières villes universitaires du Tiers Monde. L'université Patrice-Lumumba, dont la première promotion est sortie en 1965, compte 4 000 étudiants. Les tentatives de décentralisation de l'Académie des Sciences, dont le plus beau succès est sûrement Akademgorodok (la cité des savants), près de Novosibirsk, commencent cependant à porter leurs fruits. Il est vraisemblable que le nombre des étudiants et des chercheurs travaillant à Moscou ira en diminuant, au moins relativement.

Education unique au monde

Le grand effort, presque unique au monde, que fournit l'Union soviétique depuis 1917 dans le domaine de l'éducation et de la culture, est encore plus tangible à Moscou qu'ailleurs. Au-delà des chiffres — toujours impressionnants et que les Soviétiques affectionnent — il y a une réalité bien vivante à laquelle n'importe quel voyageur est confronté. Du merveilleux ensemble architectural du Kremlin à la maison de Tchekhov, les musées enregistrent une fréquentation record. On y conduit régulièrement les enfants des écoles. Les adultes y retournent, attentifs à leur Histoire et à l'Histoire de l'art, même si au plan pictural celle-ci semble s'arrêter à Matisse, une des richesses du Musée Pouchkine. Art de l'étranger, les Soviétiques ont le leur, dominé depuis 1939 par le « réalisme socialiste » et personne ne songera à rire à la Galerie Tretiakov ou dans les expositions d'art moderne du Manège devant un de ces « chefs-d'œuvre » exaltant l'homme socialiste, alors que j'ai vu des gens pouffer de rire, à Pouchkine, devant une baigneuse de Renoir. Question d'éducation : le paysage, le décor des lieux publics sont envahis par les œuvres de ce fameux « réalisme socialiste ». Picasso, dont la grande masse des gens ne connaît ici que « l'époque bleue », est encore symbole de barbouillage et de décadence. Tout ce qui n'est pas « réaliste socialiste » n'a d'ailleurs pas officiellement droit de cité. Alors, pour les artistes non conformes, c'est le système D, les expositions « sauvages » plus ou moins tolérées. On fait du « réalisme socialiste » pour gagner sa vie et autre chose pour soi, ou pour les étrangers, ou pour quelques cercles d'amateurs, intellectuels ou artistes, avides de nouveautés et qu'on aurait naguère taxés de « cosmopolitisme ». Cercles très fermés d'ailleurs, au courant de tous les mouvements d'idées de l'étranger. Un autre monde, une minorité. Et pourtant, à Moscou, tout le monde est friand d'étranger, d'« occidental », comme en témoigne la foule qui se presse aux nombreuses expositions venues de France ou d'Italie, expositions d'art ancien, surtout. Curieux de l'étranger, tous ceux qui vous interrogent sur la vie à Paris, qui essaient de comparer et assurent — ils sont sincères — que leur vœu le plus cher est de pouvoir voyager en Occident.

Par culture, on entend également ici sport et, dans ce domaine encore, Moscou est une ville pionnière : 69 stades, 790 salles de sport, 235 terrains de football, 2 120 terrains de volley-ball, de basket-ball et autres, 12 piscines, 625 autres installations sportives (yatch-clubs, bases nautiques, etc) sans compter les innombrables patinoires. La loi du gigantisme joue dans ce domaine comme ailleurs : le stade Lénine comporte plus de 120 installations pour les sports d'été et d'hiver, pouvant recevoir 160 000 spectateurs. Les Jeux olympiques qui se dérouleront dans la ville en 1980 augmenteront encore le parc d'installations sportives de la ville et en feront — c'est du moins le vœu des Soviétiques — la capitale mondiale du sport. Quant à la pratique par les habitants, un journaliste soviétique écrivait, non sans humour : « Aujourd'hui, il est difficile de trouver à Moscou quelqu'un qui ne connaisse rien au sport... Le Moscovite fait du sport dès sa plus tendre enfance, lorsqu'il ne sait encore rien sur le rôle bienfaisant de la culture physique sur la longévité. Tout simplement, le gosse obéit à son père et à sa mère qui ne l'emmitouflent pas. Développant d'une manière créatrice les traditions de Sparte, ils emmènent en hiver leurs gosses à la piscine Moskva, qui est chauffée, mais en plein air. Mais, lorsque le petit Moscovite grandit, ses parents commencent à douter de l'utilité de la méthode spartiate d'éducation. L'hiver arrive et les progrès scolaires de l'enfant faiblissent. Cela signifie que l'on a organisé des patinoires dans les cours des maisons où, jusque tard dans la soirée, se déroulent des matches acharnés de hockey sur glace ».

Le hockey sur glace est sûrement, en effet, le sport qui a le plus de prestige aux yeux des Moscovites. Il n'y a qu'à se promener dans la ville un jour de match international : son pouls bat au rythme de celui des joueurs. Les places au stade Lénine se sont arrachées et auraient pu être vendues trois fois. Un autre sport — mais est-ce un sport ou un art ? — celui des échecs, fait l'unanimité. Image familière des squares de Moscou, été comme hiver sous les ombrages ou dans la neige : les joueurs d'échecs se réunissent pour d'interminables parties. Quant aux enfants, ils jouent dans les Palais des pionniers. Une grande attention est portée à la formation des jeunes joueurs. La télévision produit une émission, « L'école des échecs », qui s'adresse spécialement aux jeunes amateurs.

Boulimie de papier

On a souvent répété, à juste raison, que Moscou était la métropole du monde où l'on consommait le plus de papier imprimé, que ce soit livres ou journaux. Les gens lisent dans les transports en commun, sur les bancs des squares et des avenues, au théâtre pendant l'entracte. Si Moscou possède 4 000 bibiothèques publiques, sans compter les bibliothèques scolaires et les bibliothèques d'entreprise, elle n'a que 200 librairies. On ne connaît pas les petites librairies dans la capitale de l'Union soviétique, on passe des grandes surfaces de la culture aux kiosques en plein air, aux petits étals du métro — et ils sont innombrables — aux ventes « sauvages », à la porte d'un quelconque magasin, d'un livre qui vient d'être édité. La foule se presse autour du ou des vendeurs ; en dix minutes le stock est épuisé. Pourquoi ? Un livre interdit ? Vraisemblablement pas. Mais c'est cette même peur de manquer : un livre est si vite épuisé ici ! Il vaut mieux payer le livre deux ou trois fois plus cher et être sûr de l'avoir.

On retrouve le phénomène du téléphone arabe en ce qui concerne les spectacles. Les critiques des journaux n'ont guère d'influence sur



Ecoliers à la galerie Tretiakov.



Championnat de « coiffure d'art ».

le succès ou l'échec d'un spectacle : seul compte le bouche à oreille. Un fonctionnaire nous confiait que si naguère tous les spectacles, en particulier le théâtre, se donnaient toujours à guichets fermés tant les gens avaient soif de voir, aujourd'hui il y a des spectacles qui font un four même si la critique est bonne. Que ne ferait-on pas pour un billet de théâtre ? Devant le fameux théâtre de Lioubimov, la Taganka, qui donne des spectacles d'avant-garde ou quelque peu contestataires — la presse française s'est dernièrement fait l'écho de la dernière pièce montée par cette troupe à l'occasion du 30e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie et qui a pour titre « Attachez vos ceintures » — on n'hésite pas à faire la queue toute une nuit. Les spectacles contestataires ne sont pas les seuls où courent les Moscovites. On ne trouve pas de place, ou bien rarement, pour le Bolchoï : elles sont presque toutes réservées aux touristes étrangers, à des délégations venues d'autres Républiques de l'Union. Alors, les Moscovites rouspètent. D'ailleurs, on rouspète partout, à tout propos et toute occasion. Rouspéter est devenu une seconde nature : on rouspète parce qu'on ne trouve pas de taxi, parce qu'il faut faire la queue, parce que les pommes sont de mauvaise qualité...

Les transports en commun à Moscou sont nombreux, rapides et bon marché. Une obligation d'ailleurs, pour cette métropole où l'automobile individuelle reste un produit de luxe et de prestige. On ne compte encore que 9 postes d'essence accessibles aux automobilistes privés et encore faut-il faire la queue. Moscou ne possède que 30 garages ; on attend six, sept, huit mois parfois une réparation. D'ailleurs, l'hiver est si rigoureux que la moitié des automobilistes n'utilisent pas leur véhicule pendant la mauvaise saison. Les encombrements, les embouteillages même ne sont déjà plus un phénomène inconnu pour les Moscovites, malgré la largeur des rues, des avenues, des boulevards, des passages souterrains, des rocades qui, comme les immeubles, naissent chaque jour. Passé le centre, ce ne sont plus seulement les automobiles individuelles et les nombreuses voitures officielles qui créent ces bouchons, mais de longues files de camions allant d'une usine à l'autre ou tentant soit de sortir, soit d'entrer dans la capitale.

Le métro, tant vanté par les guides touristiques, ne déçoit pas, une fois qu'on s'est laissé glisser sur les escalators à forte pente et qui n'ont jamais été prévus pour des talons hauts. Il est d'abord peu coûteux : 5 kopeks — son prix n'a pas varié depuis trente ans. L'air y est pur, et frais l'été. Il est rapide et ses voitures sont confortables. Long de 160 kilomètres, il en comptera 320 en 1985. Trafic quotidien : 3,5 millions de voyageurs. Inconvénient : il ne peut être utilisé que sur de longues distances, les stations n'étant pas fréquentes — 82 au total, contre 344 à Paris. Mais, pour les amateurs d'art kitch, quel régal ! Chaque station possède son propre cachet et évoque des palais. Halls de surface et halls souterrains se parent de marbre, de sculptures, de mosaïques, de vitraux même. Les stations construites récemment sont d'une architecture plus sobre.

Les trolleys et les autobus sont les transports de prédilection de la capitale soviétique. Même s'ils sont plus lents que le métro, ils ont de très nombreuses stations et les trolleys passent régulièrement toutes les trois minutes, dans la journée. Leur confort n'égale pas, et de loin, celui du métro. Les voitures sont souvent vieilles et, aux heures de pointe, on s'y bouscule. Pas de contrôleur : on prend soi-même son billet en déposant 3 ou 4 kopeks dans un tronc disposé à cet effet. Et on a l'impression qu'aucun Moscovite ne triche. Respect humain ? Discipline ? On en doute quand on connaît l'indiscipline des Russes dans la rue, celle des Moscovites en particulier, piétons ou automobilistes : si une porte est indiquée « Sortie », c'est par là qu'on entrera. Si une pancarte indique « Fermé », le Moscovite trouvera immédiatement le moyen de forcer l'interdiction. Il traverse les rues n'importe quand et n'importe comment et l'on se dit que les nombreux passages souterrains pratiqués sous les grandes artères sont de véritables mesures de salut public — d'autant que les automobilistes ont une priorité absolue, celle du plus fort, sur les piétons. Jusqu'à quand ?

Taxis "à gauche"

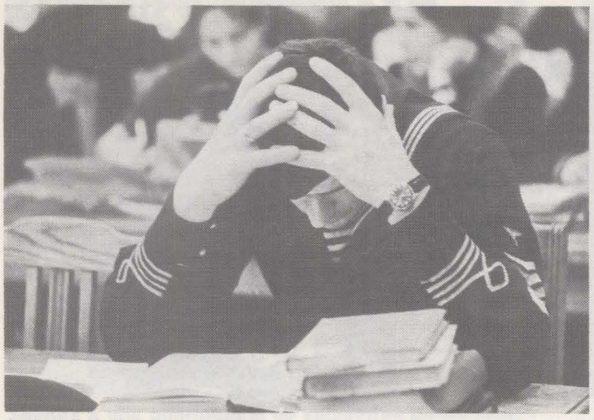
Et les miliciens, dans tout ça ? Débonnaires : ils n'en peuvent mais. Ils sont la cible préférée des chauffeurs de taxi. Lesquels ne sont pas assez nombreux. Des queues interminables aux stations, si l'on n'a pu en attraper un en maraude. Passé onze heures du soir, des probabilités diminuent encore. Il y a heureusement, pour le contentement des impatients et des noctambules — mais sont-ils vraiment nombreux ? — les taxis qu'on appelle ici « à gauche », c'est-à-dire « en marge », comme on dirait chez nous « un mariage de la main gauche ». Pour la somme forfaitaire d'un rouble, le chauffeur d'une voiture officielle, ou d'un véhicule de service — il m'est même arrivé, à une heure avancée de la nuit, d'emprunter une voiture postale — prend des passagers et les conduit, tout comme un autre taxi, là où ils le désirent. Les sentiments de solidarité, d'humanité, pourrait-on dire — et je pense à l'hiver — ne sont pas étrangers à ce petit trafic admis par tous. Puisqu'il n'y a pas assez de taxis, puisqu'il n'y a plus de taxis, est-il humain de laisser les gens parcourir à pied de longues distances, quelquefois par 20° au-dessous de zéro ?

Tout au moins les rues de Moscou, la nuit, sont-elles aussi sûres que le jour : ni New York, ni Chicago, pas même Paris. Pas de viols, à plus forte raison pas de meurtres. Quelques ivrognes tentent — à moins qu'une patrouille ne les conduise au commissariat avant — de regagner un domicile devenu hypothétique à force d'alcool. Moscou, la nuit, bien que tous les restaurants et cafés ferment à onze heures, n'est pas triste : on s'invite beaucoup chez soi, même lorsqu'on est petitement logé, et les rues restent animées fort tard.

Les week-ends à la campagne sont à la mode : dès vendredi midi, surtout à la belle saison, le rythme du travail se ralentit dans la capitale. Le phénomène de masse de la « datcha », lui, est récent. Jusqu'il y a quelques années, seuls les privilégiés en possédaient ou en avaient la jouissance. Maisons des champs ou plutôt des bois à la périphérie de la capitale, elles étaient attribuées aux artistes ou aux cadres supérieurs du Parti. Quelques Moscovites en possédaient, qu'ils tenaient par héritage. Aujourd'hui, les syndicats, les comités d'entreprise, d'usine ou de ministère, les organismes universitaires se sont rendus acquéreurs de milliers d'hectares de forêts et de campagne, d'anciens villages, dans un rayon allant jusqu'à 100 km autour de la capitale et qu'ils attribuent, moyennant finances, à leurs adhérents, à leurs employés. On lotit ; les lots ne dépassent pas l'hectare ; aux nouveaux propriétaires d'aménager et de construire. Les nombreuses maisons de repos appartenant aux syndicats ou aux comités d'entreprise ne suffisaient pas et ne satisfaisaient plus grand monde. Ce n'est pas une détente de se retrouver pendant le week-end au milieu de ceux avec qui on travaille toute la semaine. Tendances à l'individualisme dans cette société socialiste : les urbanistes de la capitale devront bien s'y faire et s'y sont déjà faits, qui ne construisent pratiquement plus que des appartements individuels.

Le camping, surtout le camping sauvage, est très en vogue auprès des Moscovites : havresac sur le dos, ils envahissent les gares dès le vendredi après-midi. L'hiver, ce sont les skieurs : Moscou a la chance d'être située au milieu des forêts et bien peu de Moscovites ignorent le ski de fond.

Veillant à la vie et au devenir de la capitale, le Mossoviet, ce conseil municipal de Moscou né en 1905, connut l'existence éphémère de la première Révolution russe pour renaître en octobre 1917. Son membre le plus célèbre et le plus prestigieux : Lénine. Le Mossoviet compte plus de mille députés élus pour deux ans et représentant chacun 6 000 Moscovites. En dehors des sessions plénières, qui ont lieu quatre fois par an, 17 commissions permanentes effectuent le travail courant. Elles étudient les problèmes les plus divers : les mesures à prendre dans les immeubles locatifs pour faire face à l'hiver, la construction de →



4 000 bibliothèques publiques.



Les élèves « renvoient la balle » pour répondre au professeur.

→

cinémas, le fonctionnement des transports urbains, les mesures visant à réduire le bruit dans la ville, le fonctionnement des écoles où l'on enseigne dans une langue étrangère... Dernièrement, les électeurs de Moscou ont réclamé à leurs élus un démarrage synchronisé des services et des logements. « Ils insistent particulièrement, déclare le maire de la capitale, pour que tous les éléments du plan de construction soient réalisés simultanément, c'est-à-dire pour que les écoles, les magasins ; les ateliers soient mis en service en même temps que les logements ».

La capitale soviétique est, d'ailleurs, en plein bouleversement de son paysage urbain. Les vieux guides touristiques rappellent que Moscou était bâtie sur sept collines. Les sept collines — en réalité de modestes aspérités formées avec le temps par les alluvions de la Moscova et de ses affluents — ont disparu. La ville repoussant sans cesse ses limites, d'autres hauteurs sont apparues et les monts Lénine, autrefois monts des Moineaux, dominent la capitale et le fleuve de leurs deux cents mètres. Capitale religieuse et politique de la Russie, Moscou continuait de croître et d'embellir lorsque Pierre la dépossédа au profit de son rêve pétersbourgeois, dans le grand dessein d'ouverture vers l'Occident. Par la grâce des révolutionnaires, elle devenait capitale de l'Union en 1922. Elle était, depuis novembre 1918, du jour où Lénine s'installa au Kremlin à la tête du premier gouvernement socialiste du monde, la métropole du communisme international.

Entre 1947 et 1953, Staline fit construire sept gratte-ciel — sans compter la fameuse université des monts Lénine, achevée l'année même de sa mort — qui ponctuent étrangement le paysage urbain : 22, 23 étages, de la pierre et du bronze, gigantisme et surdécoration. Ils suggèrent au touriste étranger ou soviétique la même question : « Quel organisme officiel abritent-ils ? », et la même réponse du guide ou du simple passant : « Ce sont des maisons d'habitation ». Celui de la place de l'Insurrection abrite 452 logements de luxe, réservés aux artistes et aux écrivains. Les gratte-ciel ne sont pas les seuls monstres architecturaux de Moscou, il en est un que personne ne peut ignorer. On assure que c'est Khrouchtchev qui en suggéra la construction : l'hôtel Rossia. A deux pas de la Place Rouge, au bord de la Moscova, cet énorme caravansérail du XXe siècle a remplacé les vieilles maisons, sans pour autant détruire les églises aux murs peints et aux formes baroques, toutes restaurées, petits David entourant l'immense Goliath-Rossia et ses 3 000 chambres. Immense, mais à l'architecture simple et harmonieuse, il sert de transition entre les gratte-ciels de Staline et la nouvelle architecture, résolument contemporaine, en vogue depuis les années 65. Sujet d'ébahissement pour les touristes, il est en revanche voué aux gémonies par les vieux Moscovites et taxé par eux de « folie khrouchtchévienne ».

300 appartements par jour

Quand on parle de Moscou, on est toujours tenté de parler d'urbanisme, d'architecture, de travaux, car, à l'image de l'Union soviétique, la ville est en perpétuelle transformation depuis les années 20 de notre siècle, où 500 000 ouvriers mal logés dans les faubourgs s'installèrent dans le centre. Aujourd'hui, c'est dans le centre qu'on est mal logé, c'est dans le centre qu'on peut encore trouver ces appartements communautaires, résultat d'une crise du logement plus qu'effet d'une idéologie. Car se loger et, en 1975, se loger mieux est le problème n° 1 du vieux comme du nouvel habitant de Moscou. 300 appartements par jour, clés en main : une performance, mais qui ne résout que lentement la crise.

Le premier « plan général d'aménagement de Moscou » adopté en 1935 et dont l'objectif était de créer la « capitale socialiste d'un Etat prolétarien », ne prétendait pas, en raison des insuffisances de l'économie soviétique à cette époque, résoudre le problème du logement. Il s'agissait, d'abord, de définir l'espace humain d'une grande métropole moderne : construire des quais, percer des avenues, ouvrir des places, délimiter des espaces verts, aménager les transports. C'était le percement de la rue Gorki, les Champs-Elysées de la capitale soviétique, et la mise en chantier du canal Moscou-Volga, pourvoyeur d'eau, de matières premières et de matériaux de construction. C'était aussi les débuts de la mise en œuvre du métro et de la démolition de nombreuses églises, dont la cathédrale du Sauveur. Aujourd'hui, on critique vivement l'ampleur de ces démolitions.

Vers la fin des années 50, ce fut le grand boom, on commença à loger vraiment : des quartiers entiers apparaissaient en quelques mois. On compte que de 1954 à 1964, treize millions et demi de mètres carrés de surface habitable furent construits, soit plus que la ville n'en possédait en 1917.

« Le plan adopté en 1968 et intitulé « Du plan général de développement de Moscou » s'étale sur 20-25 ans. Son mot d'ordre : « Tout pour l'homme, pour son bien ». Le logement occupe une très grande place dans le nouveau plan général. Celui-ci accorde 70 % du territoire urbain aux unités résidentielles et aux équipements collectifs. La norme moyenne de surface habitable par personne atteindra 19 - 20 mètres carrés. Cela signifie que chaque famille disposera d'un appartement où le nombre des pièces correspondra à celui des membres de la famille. Pour atteindre ce niveau dans les délais prévus, il faudra construire au moins 60 millions de mètres carrés de logement et, en même temps, reconstruire le fonds locatif existant. On bâtira essentiellement des immeubles de 9 à 16 étages et des édifices de plus de 16 étages seulement dans le cas où ce sera justifié du point de vue urbanistique », déclarait en 1968 Mikhaïl Possokhine, architecte principal de la capitale. Construire, construire, quel touriste ou quel Moscovite ne s'en apercevrait, qui bute à chaque coin de rue contre une palissade de chantier, un amas de briques ou de madriers ?

Pour celui qui ignorait encore que sa ville est un vaste chantier, à l'intention de l'Union, à l'intention de l'étranger, la presse est truffée d'informations suggestives. Mars 1974 : « La modernisation des Bains centraux — il s'agit des fameux bains russes — est terminée. Situés rue Néglinnaïa, ce sont les plus anciens de la capitale ». Mai 1974 : « La rivière Néglinnaïa qui roule ses eaux, invisibles aux yeux des Moscovites, depuis plus de 150 années, changera bientôt son étroit lit souterrain passant sous les rues centrales de la capitale pour un autre beaucoup plus large, qui ira de la place Troubnaïa à l'avenue. Composé d'éléments de béton armé, il aura 4,9 mètres de large et 3,47 mètres de haut. Le nouveau canal souterrain sera posé parallèlement à l'ancien. On commencera la construction à ciel ouvert de la première tranche allant de l'avenue Marx à Kouznetski Most cet automne. L'ouvrage long de 925 m sera terminé vers 1976. Il aura deux niveaux : un pour la rivière, l'autre pour les communications urbaines. » Juin 1974 : cette fois, « les logements du nouvel immeuble à neuf niveaux qui a grandi 5 rue Polimernaïa sont confortables et spacieux, avec de grandes loggias. A côté de l'immeuble des magasins, un bureau de poste, une pharmacie, des services. Un verger de pommiers s'étend en face. A proximité aussi, un étang et beaucoup de verdure. Les clés des logements ont été remises aux ouvriers et aux employés de l'usine Kompressor dans une ambiance solennelle par les représentants de l'administration, de l'organisation du parti et du syndicat de l'usine. » En juin, encore : « L'avenue de Volgograd est l'artère principale de l'arrondissement Idanov de la capitale. Tout est neuf ici : les nouveaux bâtiments de l'usine automobile Leninski Komsomol, les maisons d'habitation ont été érigées sur des terrains marécageux, fangeux, des décharges qui existaient là auparavant. On y a créé des squares et planté des allées de tilleuls. Un self-service, un magasin d'articles manufacturés, un salon de coiffure, etc, sont apparus dans le nouvel arrondissement où une nouvelle station de métro a vu le jour également. Aujourd'hui, l'avenue qui est une artère radiale de notre capitale a reçu une sortie sur la ceinture Sadovoïe et le centre. On a élargi pour cela la rue Marxistkaïa qui débouche sur l'avenue du côté du centre. On a démoli ici les bâtiments vétustes, les vieilles ruelles ont disparu, on contruit un hôtel, des immeubles de 16 niveaux. Ici verra le jour la nouvelle ligne du métropolitain de la rue Marxistkaïa et de l'avenue de Volgograd qui sera entièrement transformée. Au centre du square se



Une petite église restaurée au pied d'une tour du Nouvel Arbat.

dressera un monument en l'honneur des défenseurs héroïques de Volgograd. Cette place permettra l'accès sur l'avenue. »

Dans le domaine de la construction il est une réalisation à voir absolument : la Maison de la vie nouvelle. Elle est l'œuvre de l'architecte Ostermann, fervent disciple des urbanistes des années 20, et restera probablement une exception. Ces années 20 qui avaient vu surgir tant de projets tous plus révolutionnaires les uns que les autres et dont la plupart sont restés sur le papier. La maison d'Ostermann se présente comme un bloc prévu pour loger 2 300 personnes en deux corps de bâtiments de 15 étages. Les appartements ne sont dotés que d'une kitchenette ; mais chaque étage est équipé d'un buffet disposant d'une petite cuisine pour la confection d'un repas simple et relié à une cuisine centrale, principalement destinée à alimenter un restaurant de 250 places débitant 14 000 plats par jour. Il existe quatre types d'appartements, adaptés aux besoins et à l'organisation familiale de leurs occupants. Mais les Moscovites sont-ils disposés à partager leurs repas avec leurs voisins, eux qui considèrent comme un mauvais symbole des temps de pénurie ces appartements, dits « communautaires », où il fallait partager la cuisine et la salle de bains avec les voisins ?

Chasse à la pollution

Moins radicales que la maison d'Ostermann, on construit des unités d'habitations qui offrent la possibilité aux familles qui le désirent de prendre leur repas dans un restaurant d'immeuble ou de se faire livrer dans leurs appartements des plats tout préparés confectionnés dans une cuisine centrale d'immeuble. Soulager la femme des tâches ménagères est, en effet, une des grandes préoccupations des Soviétiques en ce moment et pour les années à venir. On appelle ça « le problème des services », mais c'est à Moscou que les réalisations sont les plus avancées dans ce domaine aussi. Les boutiques de quartier où l'on vend des plats semi-préparés se multiplient.

Moscou 1980 : une autre architecture, donc. Une autre ville. Si possible sans pollution majeure : la socialisation des terres et la planification permettent aux urbanistes soviétiques de lutter efficacement contre cette plaie des temps modernes. Dans cette ville dont la superficie représente 8 fois celle de Paris et dont on limitera la population à 8 millions d'habitants, on crée ou on aménage chaque année 700 hectares d'espaces verts. La presse s'en fait l'écho : « Notre capitale occupe une des premières places au monde pour les espaces verts. Ses parcs, jardins et squares occupent plus de 30 000 hectares, soit le tiers du territoire de la ville » ; ou encore : « Le Comité exécutif du Soviet de Moscou a décidé d'organiser d'importants travaux d'aménagement le long des cours d'eau Setoun et Ramenka. Des pièces d'eau seront aménagées, ainsi que des parcs et des squares, sur une superficie de 350 hectares ». Actuellement, la ceinture verte de Moscou est de 172,5 km2, mais la ville elle-même offre déjà 8 m2 d'espaces verts à chaque Moscovite. Le Plan prévoit de tripler cette surface en démolissant les îlots d'habitation vétustes. La surface des plantations autour des usines doublera. Simultanément, l'aménagement de tous les parcs, boulevards et squares existants sera revu.



Dans le métro.

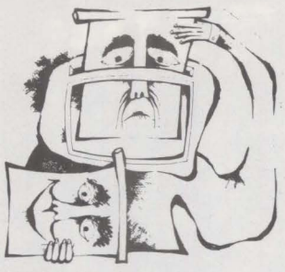
La lutte pour la pureté de l'eau est un des autres aspects de la lutte antipollution que mène le Mossoviet. L'eau que boivent les Moscovites est celle de la Moscova. Sur le plan bactériologique, elle est assez propre ; mais, ces dernières années, l'été, la situation a quelque peu changé, en mal : le taux des colibacilles a augmenté. Aussi surveille-t-on étroitement la rivière et a-t-on prévu d'automatiser le système de contrôle des eaux de surface de la Moscova : « Sur un tronçon de rivière de 100 km, dix stations automatiques sont prévues. 24 heures sur 24, elles surveillent la température et le niveau de l'eau, sa teneur en oxygène, en solutions et en suspensions, en impuretés toxiques. Les renseignements obtenus seront traités par ordinateurs. Le système automatique permettra de contrôler de près le fonctionnement des entreprises et d'intervenir immédiatement pour préserver la pureté des eaux de la Moscova. Pureté de l'eau. Pureté de l'air : l'utilisation du charbon est d'ores et déjà pratiquement bannie de la capitale. Toute usine polluante sera, sans pitié, transportée loin de la ville.

L'Union soviétique est un pays d'anniversaires : anniversaire de la Révolution, anniversaire de la mort de Lénine, anniversaire de la création de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, anniversaire de la victoire contre l'Allemagne nazie — le 9 mai prochain, on verra le plus important défilé militaire sur la Place Rouge — et combien d'autres encore... La capitale donne l'exemple. Tous doivent être concernés. Les journaux, la radio et la télévision d'abord. Chacun, à son échelle, se prépare à fêter dignement l'événement. On le prévoit des mois ou quelquefois des années à l'avance. Ainsi « Blokada » (« Le siège ») est sorti sur les écrans moscovites en cette année anniversaire de la victoire contre les Nazis. Des émissions particulières sont tournées par la télévision et les théâtres ne sont pas en reste. En ces jours fériés et fêtes chômées, la ville entière se porte vers la Place Rouge où elle prend conscience avec ses dirigeants, son armée, ses travailleurs et sa jeunesse sportive qu'elle est Moscou, unique au monde. Cette foule qui, d'ordinaire, semble uniquement préoccupée de consommer, se sent alors animée du souffle révolutionnaire.

Le jardin Alexandrovski, au pied des murs du Kremlin, un des plus agréables de la capitale, avec sa forêt miniature de bouleaux qui se détache sur le fond rouge brique des remparts. C'est là que se trouve le monument aux morts de la capitale. La flamme du souvenir, une garde d'honneur, les officiels soviétiques, les chefs d'Etat et les hôtes de marque étrangers en visite à Moscou y déposent des gerbes. De simples particuliers aussi, nombreux. Depuis quelques années, une tradition est née, on ne sait pas très bien comment, mais pas d'une initiative officielle en tout cas : les jeunes mariés viennent se recueillir quelques minutes devant ce monument et y apporter un bouquet. Etrange spectacle que ces jeunes femmes en robe d'hyménée, ces jeunes hommes en costume sombre, entourés de parents et d'amis endimanchés, sortant d'impressionnantes voitures noires, louées pour l'occasion, décorées de tulle, de fleurs, de poupées ou de nounours : ils viennent offrir un moment de leur bonheur aux morts de la guerre, de la « grande guerre patriotique » comme on appelle, ici, le second conflit mondial. Touchant ? De mauvais goût ? Peut-être. Mais les Moscovites tiennent, dans leur grande majorité, à cette jeune tradition : un rite laïque qui a remplacé la bénédiction nuptiale et qui fait communier les individus avec l'Histoire de Moscou et de l'Union soviétique, avec l'Histoire tout court.

VERA CONTI

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 11 AVRIL

Pour rire un peu - ou s'inquiéter : les C.d.r. à Tribune libre (19 h 40, F.r. 3).

Marco Ferreri illustre « son » cinéma : le film bouffon (21 h 20, Fr. 3).

Pierre Daix, Jean Daniel, etc. parlent de Soljenytsine à Apostrophes (21 h 40, A 2).

A Ciné-Club, un condensé de la manière de Max Ophüls dans sa « Lettre d'une inconnue », adaptée de Stefan Zweig (22 h 50, A 2).

SAMEDI 12

Deux dessinateurs cruels sur Antenne 2 : Bretecher, aux Après-midi de Michel Lancelot (14 h 05) et Topor à Banc public (22 h 35).

DIMANCHE 13

Une vedette éphémère (Sabu) dans un film à la Kipling : « Elephant boy », de Zoltan Korda et Flaherty (14 h 30, 2).

Adapté de Graham Greene, dans le délire de violence du Haïti duvalliériste : « Les comédiens » - avec un « plateau » étincelant : Burton, Liz Taylor, Alec Guinness, Ustinov, Lilian Gish... (20 h 35, T.f.1)

LUNDI 14

Messages de l'au-delà... Un nouveau feuilleton, adapté de Gaston Leroux : « L'homme qui revient de loin » (14 h 25, T.f. 1).

Tribune libre : l'Union des athées (19 h 40, F.r. 3).

Un débat sur l'avenir biologique - avec Jacques Monod, Robert Merle, etc. - après la projection de « Le survivant », un film de science-fiction sur l'apocalypse bactériologique (20 h 30, T.f. 1).

« Pays » : une chronique villageoise dans l'Allier qui est aussi un « essai » télévisuel d'un véritable auteur, Jacques Krier (20 h 35, A 2).

MARDI 15

Tribune libre : l'Union nationale des associations familiales (19 h 40, F.r. 3).

Un débat sur « le Chancelier de fer » après la projection d'un film allemand (de... 1940), « Bismarck » (20 h 35, A 2).

MERCREDI 16

Tribune libre : le Front progressiste (19 h 40, F.r. 3).

Adopté un peu platement par le cinéaste Henry King, « Tendre est la nuit » de Scott Fitzgerald (20 h 30, F.r. 3).

Le quotidien et le drame : « Les prétendants de Mme Berrou », de Jean L'Hote et Hervé Baslé (20 h 35, T.f. 1).

JEUDI 17

Tribune libre : le Pr Henri Laborit (19 h 40, F.r. 3).

La hantise de l'argent et le racisme dans un « policier » original, « Le coup de l'escalier » de Robert Wise (20 h 30, F.r. 3).

Très prometteur : « L'ingénu » de Voltaire adapté par Jean Cosmos (20 h 35, A 2).

Au magazine Satellite : l'extrême gauche ; l'Etna ; Rome 1975 (21 h 20, T.f. 1).

Le « sommet » des championnats du monde de hockey sur glace, U.r.s.s. - Tchécoslovaquie (22 h 20, T.f. 1).



Livres

POLITIQUE

*** James A. Arey : Les pirates de l'air (Buchet-Chastel).**

Des documents passionnants, dus à une reconstitution minutieuse de la courte histoire des « détournements ».

*** Julien Agirre : Opération « Ogro » (Le Seuil).**

« Comment et pourquoi nous avons exécuté Carrero Blanco, Premier ministre espagnol ».

*** Marc Hillel et Clarissa Henry : Au nom de la race (Fayard).**

Ces enfants-cobayes dont les nazis voulaient faire une « écurie modèle de la pureté aryenne ».

*** Dominique Desanti : Les staliniens, 1944-1956 (Fayard).**

Les espoirs et le drame d'une génération : être communiste sous Staline. L'expérience personnelle de Dominique Desanti lui donne le droit d'en parler. Sa lucidité aurait dû, par contre, lui éviter l'amertume.

*** Alexandre Soljenitsyne : L'archipel du Goulag, tome 2 (Le Seuil).**

Les camps de Staline. L'extermination par le travail forcé. Les commentaires de Soljenitsyne sont inutiles. Les faits parlent d'eux-mêmes.

*** Charles-Louis Foulon : Le pouvoir en province à la Libération.**

Les lendemains de la Libération, quand ils ne chantaient pas. Par un jeune chercheur de la Fondation nationale des Sciences politique, l'analyse minutieuse des espoirs mis dans l'institution « révolutionnaire » des commissaires de la République. Aspirations régionales, exigences centralistes, réformisme par le haut, force d'inertie des bonnes vieilles structures.

SOCIETE

*** Jean Duvignaud : La planète des jeunes (Stock).**

Un millier de 18-24 ans de toutes conditions expliquent ce que sont les conceptions du monde de la jeunesse de 1974... qui n'est déjà plus celle de Mai 1968.

*** Pierre Boulanger : Le cinéma colonial (Seghers, collection Cinéma 2 000).**

Le bilan — accablant — d'un genre, le « palmier - moukère » exotique, qui non seulement est passé à côté des vraies richesses d'un continent, mais a installé un peu plus de racisme, d'ignorance et de préjugé chez plusieurs générations d'Européens.

*** Marc Paillet : Le journalisme (Denoël).**

Une démocratie de l'information est-elle possible ? La réponse du praticien — rédacteur en chef de l'A.f.p. — qu'est aussi l'auteur de « Gauche, année zéro ».

*** Claude Broussoulouse : Intime conviction (Editions Gilles Tautin, 71, rue Louis Blanc, 75010 Paris).**

Sous un dessin de couverture de notre collaborateur Solo, le texte de la pièce créée le 2 avril au Théâtre de la Cour des miracles. La mise en accusation du système actuel des jurés et de la majorité silencieuse.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1) .....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F* ☐
normal d'un an à	*120 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes (Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 bd de Magenta (Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE.

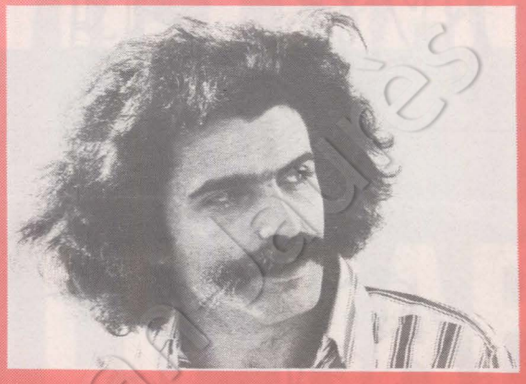
ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

changer la vie culturelle

Action culturelle
AVIGNON 75

Même si France-Culture ne peut venir y assumer l'ensemble de ses missions **(voir en page 14 de ce numéro)**, le Festival d'Avignon vivra encore au cours du prochain été. Du 12 juillet au 9 août 1975, ce sera richesse, abondance et diversité. Dans la cour d'honneur du Palais des Papes, Carolyn Carlson présentera trois programmes de ballets et Félix Blaska deux, Georges Wilson montera « Othello » de Shakespeare et Guy Rétoré « Coquin de Coq » d'O'Casey, le mime Marcel Marceau viendra avec de nouvelles créations. Au Cloître des Célestins, place au théâtre musical : « Dieu le veut », de Jean-Michel Ribes, « Le pavillon au bord de la rivière » par l'Ensemble théâtral de Gennevilliers, « Raindog » par les Japonais du Red Buddha et « Allo, ici la Terre II » de Luc Ferrari. La salle Benoît XII accueillera un « Hommage à Arthur Adamov » : « Monsieur le Modéré » par les Spectacles de la vallée du Rhône et « Le ping-pong » par le Théâtre de la Planchette. Le Conservatoire national d'art dramatique, dont Jacques Rosner vient de prendre la direction, s'installera au Théâtre municipal pendant la seconde quinzaine de juillet. Le Cloître des Carmes sera investi par le jeune théâtre : Lo Teatre de la Carriera (troupe occitane) jouera « La pastorale de Fos », le Théâtre de l'Estrade « Wozzeck » de Buchner, et le Théâtre de la Salamandre « L'ombre » de Schwartz. Le chapiteau des Tréteaux de France abritera « Quatorze juillet » de Serge Ganzi — mise en scène par Robert Gironès, nouveau directeur du Théâtre du VIIIe de Lyon — et plusieurs spectacles pour enfants. A Champfleury, le Centre dramatique de La Courneuve (trois spectacles) et le Théâtre de Liberté du Turc Mehmet (deux spectacles) se partageront les lieux. A Théâtre ouvert sont annoncés : Louis Aragon, Bruno Bayen, Bernard Sobel, Antoine Vitez et dix autres. Et aussi des concerts de jazz, de musique contemporaine et de musique sacrée ; un cycle d'orgue ; un hommage au cinéaste John Ford ; la prolongation de l'exposition Picasso. Cette longue liste ne saurait être considérée comme close : les équipes « sauvages » du « festival off » multiplieront les manifestations, inventeront de nouveaux lieux. Une fois encore, Avignon sera un immense bouillon de culture.

Chanson
UN CHANTEUR « OSÉ »



Au « Midem explicatif » organisé l'an dernier à Cannes par le Parti socialiste, parmi les nombreux chanteurs présents, un « pays » : Jean-Louis Caillat. Il a refusé le « parisianisme »... après expérience et réflexion. Il vit à Nice et essaie de chanter d'abord dans sa région. Sans, pour autant, se prendre pour un « minoritaire ». C'est là une démarche rare et courageuse dont il faut refaire le chemin. Donc, au départ, enfance et adolescence à Nice. C'est là qu'il brûle pour la première fois les planches : une M.j.c. de la ville organise des « cabarets poétiques » et, à cette occasion, ouvre sa scène à qui veut oser ; comme ses camarades niçois Marie-Paule Belle et Claude Réva, Jean-Louis Caillat ose. Il se retrouve bientôt lauréat du Grand prix de la chanson de Vichy et finaliste de la « Fine fleur de la chanson », organisée et mise en ondes par Luc Bérimont ; nous sommes en 1969. L'année suivante, il consacre son temps au Théâtre de Nice, où il écrit la musique de la pièce « Quel est ce bruit ? » et effectue des animations Chanson. Puis, comme tout le monde, il se laisse tenter par Paris : on le voit dans les cabarets « rive gauche », au Bateau ivre, au Pétrin, à l'Ecluse. Il passe même au Théâtre de Dix-Heures. Il s'épuise vite à « tourner en rond au milieu d'un public d'initiés ». Il reviendra encore dans la région parisienne pour une série d'animations dans les écoles et pour un passage avec Henri Tachan à « l'Atelier-chanson » du Théâtre de l'Est parisien.

Mais sa décision est prise : s'implanter dans sa région. Il rentre à Nice, en 1972, sans « auréole parisienne », en un moment où le « régionalisme » n'est pas encore à la mode. Et, depuis, il a tenu bon. En appuyant ses interventions sur des réalités : les M.j.c., les comités d'entreprise, les fêtes ou manifestations de la gauche. A ceux qui viendront l'accuser de « ne chanter que pour 49,71 % des Français », il pourra toujours répondre que c'est mieux que de flatter la panse du public élitaire des cabarets parisiens ! Il a raison contre « les défaitistes et les conseilleurs ». Il en a administré la preuve récemment : fort de deux ans de « travail à la base », il a rempli, le 21 mars dernier, la salle du Théâtre de Nice ; et le public, debout, a repris en chœur « Le béton prend le pas sur les mimosas » ; ce n'est peut-être pas un tube sanctifié par Barclay et béni par Guy Lux, mais aux riverains de la Riviera c'est très parlant. A Nice, le jour du printemps, les promoteurs n'étaient pas à la fête...

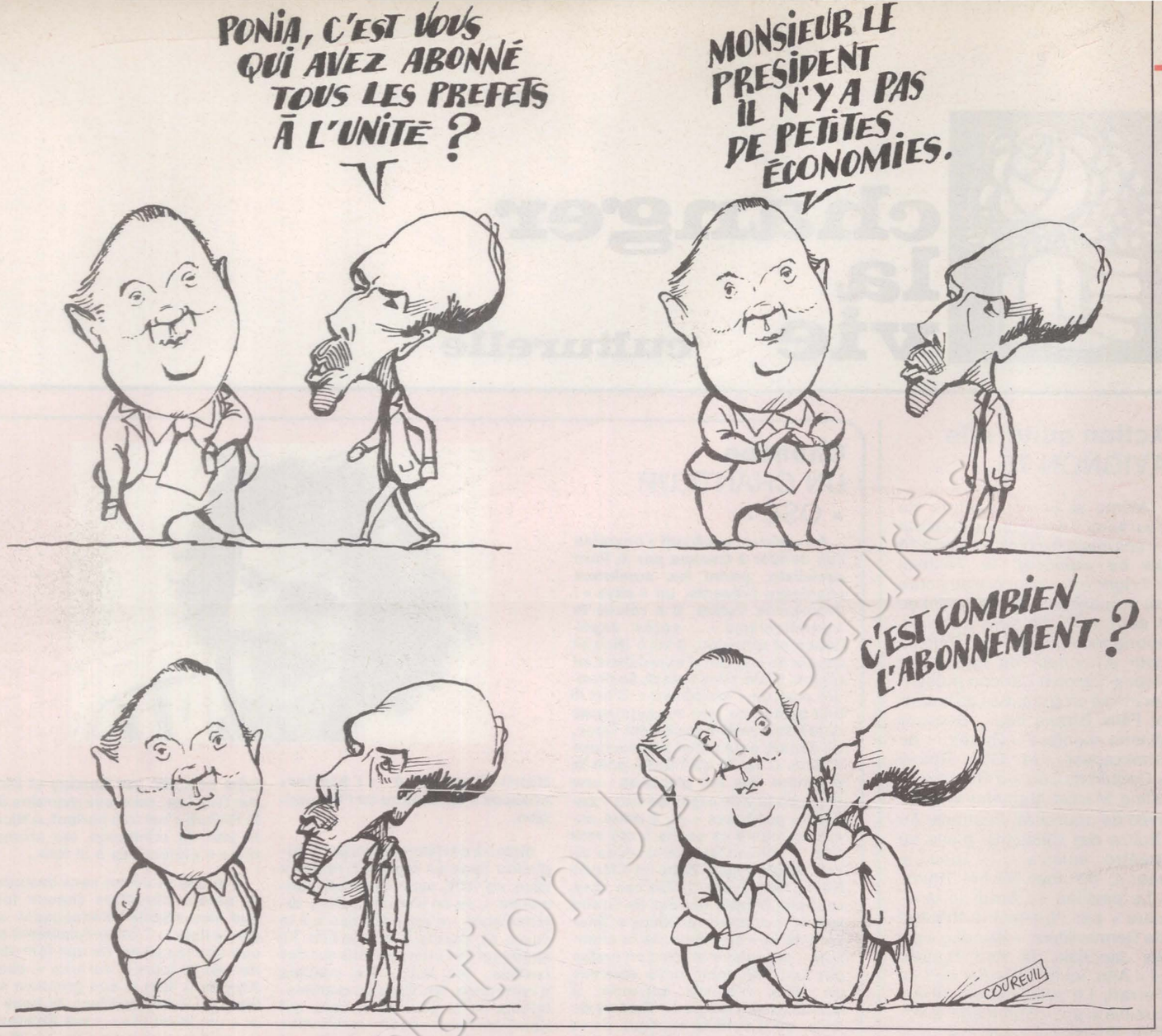
Il avoue : « Je me sens basculer et perdre l'équilibre chaque fois que des chants m'annoncent un siècle libre. » C'est précisément ce que font les siens. Ce que font son dernier 33 tours (« Au futur », chez Alvarez C 493) et son prochain 45 tours (« Je me souviens de vous » et « Les mimosas », chez Alvarez). Ce qu'il fera lui-même les 15, 20 et 29 avril à Nice, le 26 avril à Toulon, le 1er mai à Beaurepaire, en juin à Annecy et Grenoble. Et tout cet été dans le Sud-Est, au hasard des fêtes de la gauche. Le chant de Jean-Louis Caillat est — ainsi que le dit une de ses chansons — « comme l'écho sans fin / du monde d'aujourd'hui qui se bat pour demain ».

J.-P. L.

Chanson
ENFANTINES

Steve Waring : nom à consonance américaine. Pourtant, celui qui le porte chante en français. Délibérément : né il y a un peu plus de 30 ans en Pennsylvanie, il aurait pu finir comme son père — organiste et professeur de musique à l'université du New-Hampshire. Sa voie était tracée. Il l'abandonna une première fois en délaissant le clavier pour les cordes d'une guitare et d'un banjo. Puis la quitta définitivement en venant se fixer à Paris en 1965.

Successivement danseur, acrobate et mime, il finit par opter pour la chanson. Personne ne le regrettera : adaptant des ballades anglaises et des blues, inventant son propre folklore, il s'est forgé un solide répertoire de chansons uniques. Uniques parce que volontairement « enfantines ». En dehors d'Anne Silvestre, il est le seul chanteur d'expression française à avoir choisi le public des enfants. Pour eux, il a déjà enregistré « Petit bleu et petit jaune » (Chant du monde 451 228), « La baleine bleue » (Chant du monde LDX 74 530) et « Les grenouilles » (Chant du monde LDX 74 393). Pour eux, il s'installe à Paris, à l'Olympia, jusqu'au 24 avril. Pour eux, il reprendra ensuite son bâton de pélerin à travers les foyers, les clubs, les M.j.c., etc. De nombreux gosses fredonnent déjà : « Je rêve d'un jardin, de fleurs et de pavillon, mais il y a le béton qui mange les jardins... »



A CHAQUE LECTEUR SON ABONNE

Nous avons souligné à plusieurs reprises l'importance que revêt, pour un journal comme le nôtre, la progression régulière du nombre de ses abonnés. C'est parce que nos appels ont été entendus que nous avons pu atteindre en 1974 notre équilibre financier, ce qui ne constitue pas un mince résultat lorsqu'on connaît les difficultés auxquelles doit faire face à l'heure actuelle l'ensemble de la presse, y compris les plus grands journaux.

Mais nos ambitions ne s'arrêtent pas là. Nous voulons progresser encore et, pour cela, gagner des milliers de nouveaux abonnés. C'est pourquoi nous lançons aujourd'hui une nouvelle grande campagne d'abonnements spéciaux à laquelle nous demandons à chacun de nos abonnés, à chacun de nos lecteurs de participer directement.

Vous connaissez tous un parent, un ami, un sympathisant qui pourrait être intéressé par « l'Unité », qui l'a vu ou entendu citer à la télévision, à la radio ou dans la presse écrite, mais qui n'a pas encore eu le journal entre les mains. Donnez lui l'occasion de le lire vraiment en souscrivant pour lui un abonnement spécial à 50 francs qui lui permettra de recevoir « l'Unité » pendant 20 semaines. Si, comme nous l'espérons, ce délai lui a permis d'apprécier le journal, il se réabonnera lui-même à la date d'échéance. Vous aurez été en quelque sorte son parrain. Vous aurez ainsi apporté une nouvelle contribution au développement de l'hebdomadaire du Parti socialiste et aidé du même coup le Parti lui-même, qui a besoin d'un moyen d'expression de plus en plus puissant.

Cette campagne spéciale « un nouvel abonné pour chaque lecteur » va durer un mois. N'attendez pas pour y participer, en remplissant le bulletin ci-contre et en le retournant avec un chèque 41, boulevard Magenta, 75010 Paris. Merci à tous.

BULLETIN D'ABONNEMENT SPECIAL

Je soussigné .....

.....

abonné ☐

lecteur au numéro de « l'Unité » ☐

désire souscrire un abonnement spécial

à 50 francs pour 20 semaines au nom de :

.....

.....

.....

Je vous adresse ci-joint

un chèque bancaire ☐

un chèque postal ☐

ou virement au C.c.p. « l'Unité » 303.49.80 La Source. ☐

Date et signature

Le bulletin d'abonnement normal est en page 30.

Fondation Jean Jaurès